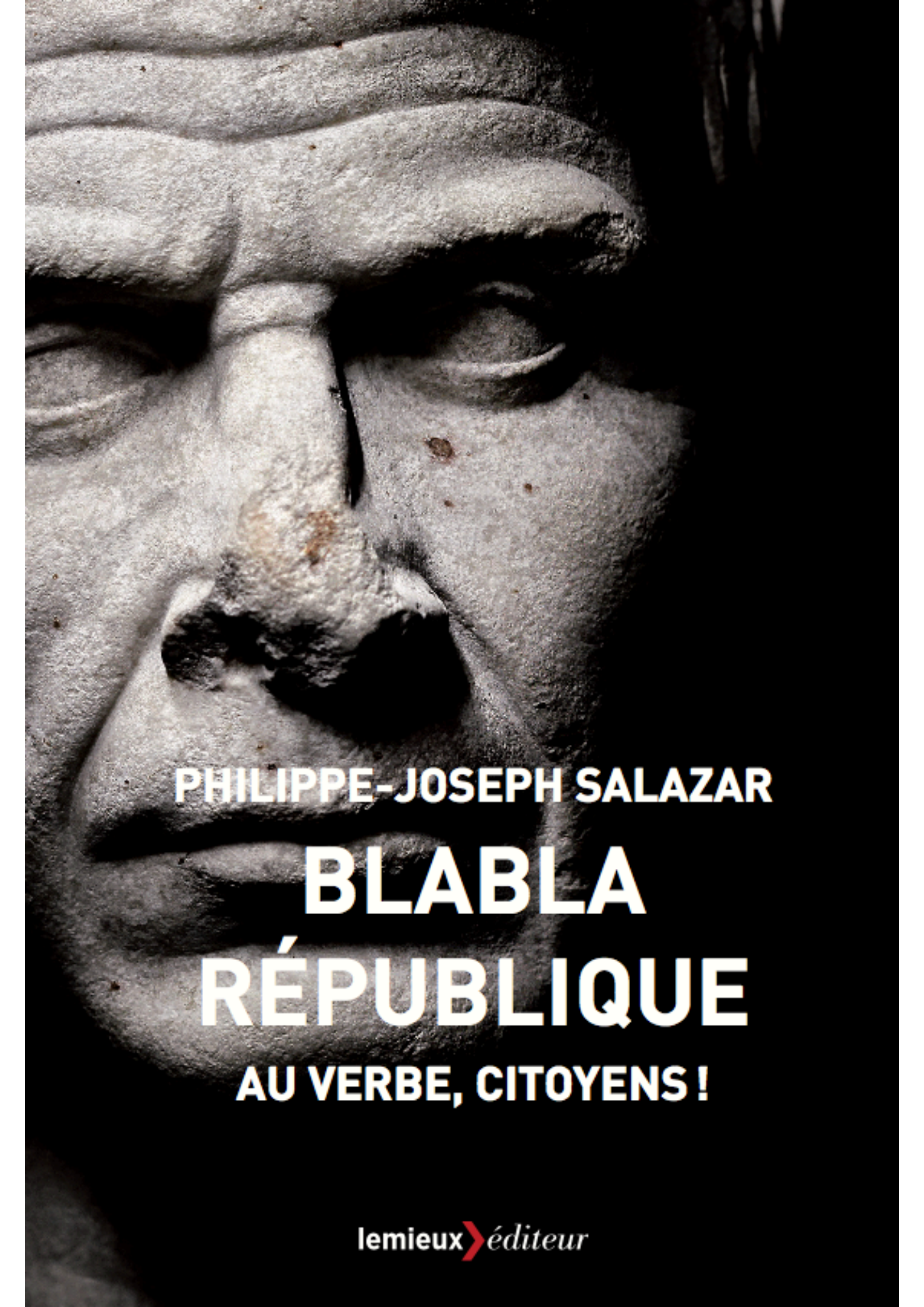




PHILIPPE-JOSEPH SALAZAR

**BLABLA
RÉPUBLIQUE**

AU VERBE, CITOYENS !

lemieux  éditeur

BLABLA RÉPUBLIQUE

Crédit photo : Olivier Roller

ISBN 978-2-37344-083-6

© LEMIEUX ÉDITEUR, 2017

11, rue Saint-Joseph – 75002 Paris

www.lemieux-editeur.fr

Tous droits réservés pour tous pays

Philippe-Joseph Salazar

BLABLA RÉPUBLIQUE

AU VERBE, CITOYENS !

lemieux > éditeur

Il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères ; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du travail sans avoir à faire œuvre de ses dix doigts.

Karl MARX, *Le Capital*, VIII, 26.

Marx, qui sait ironiser, aurait pu tout aussi bien parler de la parole politique : ceux qui thésaurisent le parler politique, font ripaille de parole ; et ceux qui sont laborieux et diligents mais se retrouvent dénués de parole. Ou, pour le dire autrement sans qu'il soit nécessaire de croire en Dieu mais seulement en l'homme de bonne volonté :

Jésus dit à Satan : « Il est écrit : L'homme ne vivra pas de pain seulement, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu ».

Évangile selon saint Matthieu, 4 : 4.

Ou de la bouche de République.

PROLOGUE

UN MANQUE DE PAROLE

Nous vivons au bord d'une catastrophe politique. Nous devons donc mettre en mots aussi exacts que possible la nature de cette catastrophe.

Depuis janvier 2015, même si le mal remonte à plus loin, la France se trouve dans une situation de drôle de guerre qui ne sait pas dire son nom.

« Même pas peur » rétorque-t-on de l'Élysée à l'homme de la rue, ou plutôt des écrans ? Pour la première fois depuis l'occupation prussienne de 1871, des élections nationales se tiennent sous état d'urgence. En 1871 Bismarck avait imposé les élections. Impossible de ne pas faire un parallèle : en 2017, si le Califat de l'État islamique ne nous impose pas ces élections, il impose sur elles (et sur nous) de bien peser en quoi la parole politique s'est montrée indigente face au péril. Et de cette constatation navrée découle cette autre question : en quoi la parole politique est-elle désormais capable de répondre à tout autre péril, qu'il soit économique, social, idéologique, politique, et qui menace la Patrie ?

Après les attentats de masse de 2015 et 2016, le peuple déclamait relax : « Même pas peur ! » Oui, on peut toujours le déclamer (mais d'ailleurs on ne le déclame plus). Pas peur de quoi exactement ? Il faudrait au contraire s'inquiéter très sérieusement de ces parleurs politiques

qui constituent le vrai danger de l'époque. Car les effets de leur parole publique, qu'ils utilisent sans vergogne, sont dévastateurs.

Et s'impose alors cette batterie de questions : quel est le test de l'efficacité de la parole politique ? À quoi voit-on que parler met en danger la vie politique ? Quand voit-on que la parole politicienne est un danger pour notre vie même ? Quels sont les registres du parler politique, du bas en haut de la gamme, en mode majeur et en mode mineur ?

Arrêtons-nous un instant sur ces paroles produites par les attentats djihadistes. Le terrorisme islamique est un cas exemplaire de cette prise de parole désastreuse que j'appelle « effet-parole » : il a fait couler autant de mots que de sang, sinon plus. Après chaque attaque de commando ou de partisan solitaire, une bonde verbale saute : déclarations de la classe professionnelle politicienne, blogs des gouvernés, autopersuasions en selfies. Nous parlons. Beaucoup. Ils tuent. Beaucoup.

Mais eux publient des communiqués de victoire pleins d'élan martial ou de froide détermination même dans leur langage tweeté. Leurs chefs laissent passer un jour. Ils observent nos dirigeants s'empâter la bouche d'explications diverses, « Le Califat a-t-il ou n'a-t-il pas commandité ? » ; et puis ils enfoncent la dague dans la gorge et sous la lame nos gouvernants alors éructent : « Islamophobie ! », « Apologie du terrorisme ! », « Détraqué ! », « Déradicalisation ! », « Intolérable ! », « Sans merci ! », « Islam de France ! ». On n'a pas toujours compris que c'est une guerre idéologique, où le volontarisme personnel joue un grand rôle, comme dans un mouvement révolutionnaire et une guerre de paroles. On n'a toujours pas dit – ou mal dit – au peuple français qu'il s'agit d'une guerre idéologique, religieuse

Prologue

et culturelle à mort, et non pas d'attentats terroristes. Il faudrait l'expliquer en classe, à la télévision, à la radio.

Dire, encore et encore, comme la puce enregistrée d'une poupée dont on remue la tête, « Nous sommes en guerre, nous sommes en guerre, nous sommes en guerre » ne suffit pas, il faut qualifier cette guerre, il faut l'expliquer, il faut en montrer les acteurs et les bénéficiaires, désigner les traîtres et les alliés. Bref faire ce qui se nommait, jadis, un effort de guerre. Et cet effort doit pour commencer par être un effort de parole stratégique, et non pas une agitation verbale. L'effet-parole des attentats ? Une malversation verbale.

Malversations verbales de la république

Exemple : le 14 juillet 2016, après un défilé avec fifres et tambours, une parade qui entre désormais dans la programmation des festivals estivaux – bref un festival qui n'est plus La Fête Nationale –, le président nous annonce donc que l'état d'urgence n'a plus lieu d'être car tout est bien tenu en mains. On plastronne sous les marronniers élyséens, et presque aussitôt on massacre sous les palmiers de la Riviera.

Deux jours plus tard après le carnage de Nice, le ministre de la police nous annonce, de ce ton sévère et pédant dont il s'est adroitement fait un label, que ses services ont déminé jusqu'à cette nuit fatale de nombreux attentats – pas celui qui compte, encore une fois, mais là n'est pas le plus cruel de cette déclaration. Car où est donc la logique entre les deux déclarations ? Celle du président annonçant que le danger étant passé on peut penser à

Blabla République

lever l'état d'urgence, ou bien celle de son ministre qui affirme martial que ses services ont continûment déjoué des attentats ?

Si cent soixante « individus », terroristes en puissance, ont été appréhendés en six mois, le danger existait donc bel et bien, et l'état d'urgence devait être maintenu. Car, jusqu'à l'annonce que « tout va bien mes chers compatriotes nous levons l'état d'urgence », comment imaginer que des centaines, sinon des milliers d'« individus », dispersés de Brest à Toulon, de Lille à Toulouse, cessassent soudain d'exister et de se préparer à attaquer, et que donc l'urgence n'en fût plus une, comme l'avait déclaré le président ? Sans queue ni tête. Agitation verbale. Morts.

Les mots en cette République ont perdu toute valeur, sauf leur valeur d'échange – tant qu'on parle on montre qu'on est aux manettes en parlant, c'est « échanger » qui compte. Que la chose soit sans valeur réelle importe peu. Échanger il faut. Et avec cette parodie de conversation, les arguments deviennent une malversation, comique et tragique.

Clownesque, dans le bégaiement qui affecte certains : « La liberté c'est important et en particulier pour ceux qui sont tout en haut, euh... tout en bas » (M. Emmanuel Macron).

Tragique, dans la panique de la parole gouvernementale qui s'en tient à un régime rhétorique très simple, indigent, que je résume ainsi au sujet des attentats : « c'est horrible, ils sont horribles, nous serons horribles en retour ». Hélas ils restent horribles, ce qu'ils font est horrible, mais horribles, « impitoyables » dans le lexique matamore des gouvernants, nous ne le sommes pas en retour, et en réalité nous n'avons ni le désir ni la capacité de vouloir l'être.

Révoltant, dans la manière dont nos gouvernants usent de mots qui ne correspondent à aucune réalité, sauf à une

Prologue

réalité de mots, dans la croyance absurde qu'à force de répéter une chose cette chose adviendra.

Avec une telle malversation verbale, comment arrêter le chômage ou le travail précaire, avec l'inexorable descente dans le déclassement, la pauvreté ou l'assistanat déshumanisant de nombre de nos concitoyens, qui condamne aussi la jeunesse à vivre jeune à jamais, c'est-à-dire en enfants dont on satisfait les besoins de base, et pas plus ?

Comment rénover l'éducation face à l'illettrisme grandissant des élèves, et des adultes ?

Comment célébrer le vivre ensemble alors que le pays se clive chaque jour encore plus, entre villes et campagnes, seniors et jeunes, un processus de parcellisation du corps citoyen accéléré par l'invention des mirobolantes régions, fantasmagorie qui remplace la saine quadrature métrique des départements par des imaginations régionalistes spéculatives et féroce­ment accrochées à leurs acquis de pouvoir ?

Comment organiser, à n'en plus finir, des élections, dont l'effet objectif est de préserver les rentes de pouvoir, et de revenus, de la classe professionnelle de la politique, mais dont on nous dit qu'il s'agit là du dialogue citoyen, pour le bien de tous ?

Comment pouvoir déblatérer sans vergogne, des larmes dans la gorge, sur les valeurs de la république, comme les grenouilles de La Fontaine, en ne disant pas un mot des vertus qui peuvent la redresser, et des vices qui l'accablent ?

La liste est longue de ces malversations de parole. C'est aussi le sujet de ce livre. Ce livre est né d'une colère après avoir étudié durant des années la propagande djihadiste et été accablé par la riposte française¹.

¹ Philippe-Joseph Salazar, *Paroles armées. Comprendre et combattre la propagande terroriste*, Paris, Lemieux Éditeur, 2015.

J'accuse!

Nous vivons au bord d'une catastrophe politique. Nous devons donc mettre en mots aussi exacts que possible la nature de ses causes, mais aussi la nature de son développement, la nature des acteurs, la nature de ceux qui en souffrent, la nature de notre compréhension des faits, et la nature de nos réponses qui incluent, obligatoirement, une prise de conscience de nos erreurs de jugement, y compris de nos erreurs de jugement moral.

Et ensuite nous poser une simple question, mais redoutable : les politiques peuvent-ils faire ce travail ? Non. Le faisons-nous ? Non. Et pourquoi ? Parce que nous avons probablement peur de sortir des mots et des gestes démonstratifs, du théâtre des pleurs et de la gymnastique des indignations, pour nous poser les véritables questions.

Il faut du courage et de la détermination pour prendre la parole afin d'agir, et réagir. Parler n'épuise pas l'action. Parler prépare l'action. La classe professionnelle de la politique pratique fort bien l'inverse : elle agit d'abord, selon ses intérêts, et ensuite parle pour nous expliquer, prétendument, pour camoufler en réalité les décisions déjà arrêtées. Voilà le piège, et j'y reviendrai.

Il y a fort à parier que si nous ne nous disons pas halte là ! à ces malversations, qui minent la République, divisent la Nation et ruinent la Patrie, d'autres venus de l'extérieur, nous imposerons des réponses. Les leurs. L'époque qui s'avance sera, est déjà, celle de la force déterminée, celle de la *realpolitik*, celle de la stratégie de domination dans une mondialisation qui n'est pas heureuse. Tout l'indique

Prologue

pour qui sait regarder les signes des temps qui sont désormais les nôtres. Il nous manque une parole forte, et juste.

La patrie saura-t-elle survivre si les mots lui manquent pour commencer par comprendre que le sol, le sol de la parole, ce par quoi nous exprimons la politique, se dérobe sous ses pas ?

J'accuse donc les politiques de ne pas aider les Français à formuler les questions de fond, à commencer par l'essentiel : avons-nous laissé la politique devenir un spectacle de mots ?

J'accuse le blabla politique et j'accuse ceux qui, par l'éducation supérieure qu'ils ont reçue par la grâce de la nation, de ne pas se hisser à un examen public de conscience et à mettre en mots justes, en arguments exacts, en paroles précises et généreuses la raison de notre faiblesse et l'espérance qui peut être levée face aux dangers intérieurs, ceux qui sont de notre seul fait et sont issus de notre confiance goguenarde mais persistante en la parole politique telle quelle. Le « tel quel » en politique n'existe jamais : tout y est fabrication d'arguments qui passe, elle, par la fabrique des paroles.

PREMIÈRE PARTIE

BLABLA ÉLYSÉEN

CHAPITRE I

LES ÉNERVÉS DE LA PAROLE

Jadis, à l'école, enfin pas si jadis que cela, sous Georges Pompidou (1969-1974), on rappelait en cours d'histoire aux élèves qui savaient encore lire couramment que le défaut le plus grave de la monarchie d'Ancien régime et son infériorité décisive sur la république étaient qu'on ne pouvait jamais savoir, jadis, si le dauphin allait donner un roi fou à lier ou un peu dérangé, impuissant à assurer la lignée ou maniaque sexuel, génie catastrophique ou idiot congénital, violent ou dépressif chronique, somnambule, pied-bot ou bègue, ou simplement distrait au point de mettre, comme Dagobert, son pantalon à l'envers.

République = Raison

L'argument était pragmatique. Il était rationnel-psycho-socio. Le professeur d'histoire était alors comme le chantre et l'orateur des grandes vérités : de lui dépendaient en réalité l'enseignement civique et la transmission des valeurs. C'était vraiment, la discipline reine, la matière républicaine par excellence. Grâce au professeur d'histoire on savait que la République est juste car elle est rationnelle. En classe de philosophie tout se déboulonnait d'un coup.

Blabla République

Dans le « grand roman national », autour duquel s'écharpent les candidats à la plus néfaste des fonctions électives de la V^e République, c'est-à-dire la présidence gaullienne, on citait alors, à titre d'exceptions dans l'histoire nationale consensuelle et glorieuse, revue et corrigée au XIX^e siècle, quelques rois : Clovis car il créa la France, en sauvant ce que ses évêques purent de la lumineuse civilisation gallo-romaine, conservatrice en Europe du droit et des institutions civiques de la Rome antique ; saint Louis car il rendait la justice au peuple simplement assis sous un chêne en dépit qu'il fût destiné à être canonisé ; Henri IV car il troussait les filles en cuisinant une poule, et avait su passer, pragmatiquement, d'un camp à un autre, « Paris vaut bien une messe », preuve éclatante que la monarchie était une sorte d'escroquerie ; Louis XIV pour avoir maté la noblesse toujours prête à trahir, et affermi l'État non sans l'appui de Colbert fondateur bourgeois de l'administration et des dynasties bourgeoises qui renverseront le royaume et contrôleront ensuite pendant cent cinquante ans la France, avant la relève par les « élites » technocratiques, elles-mêmes réincarnations modernes du colbertisme – en boucle. On soulignait bien que le Roi Soleil avait expulsé les protestants, ces protomartyrs de la République. Parfois on rajoutait François I^{er}, à cause de Léonard de Vinci, et donc précurseur du Président Mécène des Arts et Fondateur de Musées.

À part ces gloires plus nationales que royales, la monarchie était, à cause de la tombola héréditaire, un système irrationnel, ne garantissant pas que les meilleurs, les plus aptes, gouvernent et soient choisis par la volonté générale et non l'accoucheuse royale.

Les énervés de la parole

La République, nous expliquait-on alors, avait mis tout cela en ordre grâce au suffrage, plus ou moins et tardivement, universel.

Le suffrage populaire avait permis l'accession au pouvoir d'hommes, et puis de femmes, élues librement et – sans le dire on le sous-entendait puisque toute l'argumentation reposait sur l'irrationalité du pouvoir héréditaire – dans la démonstration éclatante de la raison et du bon sens communément partagés aux urnes.

Hélas si, par aveuglement passager, le peuple portait au pouvoir un groupe d'hallucinés menés par un génie et un puceau (la Terreur), des traîtres jouisseurs (le Directoire), un tyran coupable de la mort de millions de Français (Bonaparte), un fêtard tête de linotte (Napoléon III), eh bien le remède était contenu dans le poison puisqu'il suffisait, avec une élection (parfois une émeute, une révolution, un coup d'État, parfois une cinglante défaite accompagnée d'une vendetta), de revenir à la raison triomphante. Et la République telle une rivière rentrait sans son lit après la crue. Le cours rationnel des choses reprenait.

Depuis une quinzaine d'années – je ne remonte pas plus haut par respect envers les morts, les vivants et les morts-vivants – les Français ont pu voir à l'œuvre le remarquable et rationnel principe du suffrage universel : nous avons élu des dirigeants sages dans l'action présente, prévoyants dans l'anticipation du futur, probes avec les deniers de l'État, cléments envers leurs adversaires à terre, parcimonieux envers eux-mêmes et sévères envers leur clientèle, capables aussi de raisonner froidement, toujours d'un tempérament égal, et réellement, en toutes choses, l'incarnation de notre honneur de peuple et de l'honneur de notre patrie...

Blabla République

Tout mécanisme présidant au choix du chef suprême, et du personnel politique, en vaut un autre, qu'il soit héréditaire, électif, aléatoire, ou même par ordalie – tant que les vertus de gouvernement sont là, du haut en bas. Et que celui, ou celle, qui en porte l'onction sache dire justement ce qu'il, ce qu'elle fait sagement. À l'évidence c'est la situation actuelle de la France.

Les quinze dernières années ont ainsi été, nous en convenons tous, n'est-ce pas ? une lumineuse illustration que la République n'a pas, à la différence de l'Ancien Régime, mis au pouvoir des excités ou des apathiques, des tricheurs ou des menteurs, des lâches ou des imprudents, mais de beaux parleurs énervés.

Les énervés parlent

Énervés ? Jadis aussi, en histoire, pour nous signaler la bêtise du régime monarchique et son arbitraire terrible, on nous montrait un tableau, un peu pompier : *Les Énervés de Jumièges*, par Evariste-Vital Luminais.

Le tableau décrit l'abus de pouvoir royal : Clovis II pour punir ses fils d'une tentative de coup d'État leur fit brûler ou couper les nerfs des jambes, et les déposa, pantelants, sur un radeau qui partit à la dérive au fil de la Seine, jusqu'à s'échouer en amont de Rouen.

Juste allégorie de ce qui se passe quand on s' imagine pouvoir gouverner : on s'énervé et on dérive, tels des pantins.

La crise bancaire, puis l'arrivée sur scène de l'État islamique, enfin la crise migratoire et la sécession britannique ont énervé nos gouvernants : ces coups inattendus leur ont coupé les nerfs non pas des jambes mais les

Les énervés de la parole

nerfs de la pensée, et les nerfs de la langue. Énervés, et depuis trois ans en particulier embarqués sur un radeau, navire de l'État sans gouvernail, ils dérivent au gré des vents et des courants. Ils dérivent énervés vers Rouen, cette ville où un prêtre a été égorgé durant la messe en juillet 2016, sur les ordres d'un calife et par un réseau d'assassins dont la police niait l'existence jusqu'à l'attentat raté aux bombes de gaz (en septembre 2016) – et non pas « déjoué » comme annonçaient bien des médias : la police n'avait rien vu venir mais elle déblatéra, à l'image du chef suprême.

La classe politique s'auto-énervé beaucoup à chaque attentat islamique. À l'auto-radicalisation des guérilleros du Califat sur notre territoire qu'ils terrorisent, répond désormais l'auto-énervation des politiciens qui dérivent en dépit des mines compassées et des paroles bien repassées.

Le ministre de la police s'est fabriqué un personnage à la mine sévère, il a le ton et le comportement d'un censeur de lycée, jadis. Son élocution à la fois sèche et tarabiscotée, à la fois servile envers son chef, et méprisante envers ses inférieurs, assaisonnée d'adverbes pseudo-châtiés comme « volontiers », sa petite taille, ses costumes cravate pochette impeccables, ses lunettes de fer, tout cela sent le fabriqué pour faire ministre-de-la-police. Le personnage colle à la perception de gestuelle et de parole que les gens ont de la fonction.

Hélas, c'est un énervé qui ne nous a épargné aucun des grands massacres – on arrête beaucoup de lycéens à qui on n'a plus appris, à l'école, qu'une antisèche, surtout terroriste, ça se dissimule. Ils se font pincer. Mais les caïds eux courent les rues. Mais le ministre paraît ne pas être énervé : il a endossé un costume d'anti-nerveux.

Blabla République

L'auto-énervation est là : inventer des mots (« guerre, impitoyables, tous les moyens, intraitables », etc.) qui sont comme des emplâtres sur les nerfs tranchés, pour cacher la plaie. Panser les blessures avec des bandages de mots. Beaux parleurs.

Ne peuvent-ils pas s'arrêter de parler, juste un instant, mettre le tweet en sourdine, ne peuvent-ils pas pauser, cesser d'écouter leurs conseillers en communication (« Il faut communiquer ! » : non, il faut penser) dont le salaire est le salaire de la peur, ne savent-ils pas ces énervés à la langue pendue concevoir en hommes d'État et peser en hommes d'action le poids majestueux du silence, du silence comminatoire qui précède un geste éclatant de vengeance et de punition ?

Parler peu, parler fort

Songez au silence prémédité du Général lors de la tentation d'un coup d'État par ses adversaires en 1968, un prêté pour un rendu depuis 1958 – son silence précédant et propulsant comme la foudre cette déclaration :

Étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine, j'ai envisagé, depuis vingt-quatre heures, toutes les éventualités, sans exception, qui me permettraient de la maintenir. J'ai pris mes résolutions.

Silence. Action. Stupéfaction. Exultation. Victoire.

Ils devraient, nos élus issus de la sagesse du suffrage universel, prendre modèle sur les rois de France, car il était une chose qui les différenciait, ces quarante rois, des autres monarques, à savoir : parler peu et parler juste.

Les énervés de la parole

Les intellectuels du temps avaient reconnu en la majesté française un trait spécial de sa parole : l'*imperatoria brevitatis*. La brièveté qui tranche, impérieusement, impérialement. Nos rois, y compris les abrutis, à la différence des rois étrangers, avaient assimilé une notion essentielle de la majesté de la parole du pouvoir, c'est-à-dire, au sens propre de « majesté », de sa force majeure : que l'exercice magistral du pouvoir exige qu'on sache se taire. Machiavel avait noté que pour les Français, uniques de ce fait en Europe, « la majesté du roi, qu'il ait tort ou raison, l'emporte sur toute autre considération ».

Corneille et Racine, qui ont inlassablement mis en scène le pouvoir de la parole politique dans leurs plus grandes tragédies, un genre absolument français, n'ont pas inventé leurs sublimes répliques de diction politique, mises dans la bouche de princes et de rois, parfois de reines et princesses tragiques : ils les ont prises dans la bouche même du monarque.

Le pouvoir montrait alors comment parle le pouvoir au moment d'une crise décisive : à point nommé, juste ce qu'il faut, fulgurant.

Qu'on économise donc à cette fin la parole. Qu'on laisse la valetaille politicienne, et les médias en continu, parler, s'égosiller, s'étourdir de paroles, et prendre des paroles pour des idées. Depuis quinze ans la parole politique et présidentielle sert de modèle aux défunts Guignols de l'Info, et désormais *Quotidien* de Yann Barthès. Mesurez-vous la chute ?

Blabla République

Tout se gère à court terme

Constatation : nos politiciens (ne dites pas, de grâce, « politiques », c'est les flatter) sont énervés pour une autre raison ; ils gèrent leur parole, comme ils gèrent les affaires, au coup à coup, au retour sur investissement trimestriel. C'est pourquoi, soit dit en passant, les sondages qui mettent le président à 8 %, ou même à 0 %, sont des fictions. Tout se jouera dans la semaine finale, s'il est en lice, car tout se gère à court terme, comme dans une entreprise qui veut à tout prix engranger des bénéfices, de trois mois en trois mois, avant de mettre la clef sous la porte, ou la donner à un *raider*.

Nous sommes gérés, nous ne sommes pas gouvernés. Nos politiciens sont des rentiers de la parole. Leurs paroles sont des outils de management – on y reviendra plus loin.

CHAPITRE II

LES GRANDES POMPES FUNÈBRES

La V^e République a non seulement inventé une forme de gouvernement présidentiel mais encore imposé un style de parole présidentielle. L'un va de pair avec l'autre. L'un ne peut pas fonctionner sans l'autre. Pour aller à l'essentiel, la parole présidentielle fonctionne, branlante et quinquennale, grâce à trois applis rhétoriques du gaullisme.

Les trois applis à la De Gaulle

De Gaulle, par extension efficace de l'Appel du 18 juin, fixa le genre de l'allocution des vœux de bonne année. Celle-ci constituait des vrais appels au futur, (même si avant lui un président du conseil comme Blum avait pu les radiodiffuser, en 1937). Depuis, cette prestation de parole appartient au domaine réservé. D'où découle cette seconde appli de la parole présidentielle : le rituel oral des conférences de presse, qu'il inventa aussi. La troisième caractéristique est qu'en France, au contraire des États-Unis, le président ne prend pas le risque de prononcer ni de discours cérémoniel et annuel sur l'état de la nation ni de discours à la fois populaire et solennel de prise de fonctions. Une simple allocution d'investiture fait l'affaire.

Blabla République

Il existe donc un calendrier de la parole présidentielle dirigée vers le Peuple, avec des balises fixes tous les six mois, pour faire le point, aux vœux et au 14-Juillet, et entre-temps des interventions de plus en plus fréquentes pour répondre aux questions d'actualité.

Mais ces applis ont subi une altération de style et de contenu. Lors de l'attaque des commandos du Califat le 13 novembre 2015 au Bataclan et aux terrasses parisiennes, le président de la république endossa immédiatement son rôle oratoire attendu et normé par le logiciel gaullien : parler en chef au moment même de la crise. Cela se fit avec le même désordonné que l'irréfléchi parler des blogs. Mais surtout ce président inaugura un mode inattendu de la parole présidentielle : orateur des pompes funèbres.

Le théâtre

Avec l'intrusion de la guérilla islamique, le président a endossé le manteau jadis réservé, sous la monarchie, aux grands évêques – pensez à Bossuet, « Ô nuit désastreuse ! ô nuit effroyable, où retentit comme un éclat de tonnerre cette étonnante nouvelle : ... » (remplissez le blanc), montant en chaire pour admonester la Cour de France et déplorer des morts glorieuses et vertueuses. Le président, lui, sermonne aux Invalides devant des cercueils et des photos. Ce ne sont plus les trompettes du *Requiem* de Charpentier, et la terrifiante clameur d'un « *Dies irae, dies illa* », mais Édith Piaf, Barbara et « nous n'avons que l'amour », qui accompagnent ses sermons : la prestation reste cependant identique car désormais, grâce à la terreur islamique, le président est bien devenu un orateur des pompes funèbres.

Les grandes pompes funèbres

Ces cérémonies répétées aux Invalides, comment les définir ? Réponse chez les grands spécialistes de la propagande d'État qui avaient inventé un mot pour les définir : Goebbels et son équipe.

Les Nazis, innovateurs en propagande, avaient en effet inventé un mot, inédit en allemand, pour définir les grandes cérémonies officielles du régime : *Staatsakt*. Des actes (au sens d'acte de pièce de théâtre) d'État.

Les discours funèbres tenus par le président sont du *Staatsakt*, les actes d'une pièce de théâtre oratoire qui se nomme ici le Quinquennat, en cinq actes – et de même que l'excellente expression française « voyage officiel » été subjuguée par l'anglicisme « voyage d'État », pourquoi n'être pas vraiment allophone, assumer et dire « cérémonies d'État » ?

Pourquoi insister sur l'appellation ? Parce que le président en convoyeur de la parole funèbre doit monter sur une scène prestigieuse, le plus haut niveau protocolaire de l'oratorio national, les Invalides. Inutile d'ironiser sur le mot « invalides ». Seulement les Invalides valident la prestation funèbre – pour des civils, qui donc ne sont pas tombés au champ d'honneur militaire, en guerroyant contre l'ennemi, mais sont simplement, terriblement, des victimes dont la seule vertu aura été de mourir par hasard. Ce qui est peu, il faut en convenir. Les victimes ne sont pas des résistants mis contre un mur par les Allemands ou la Milice, et abattus d'une rafale.

Les douleurs ventriloques du Président

Mais le président a décidé de travestir des victimes, privées, dans la peine et la douleur intimes des familles, en un attirail public, celui des pompes funèbres – pour exalter sa parole qui, dans les allocutions, les conférences et les entrevues, les trois genres catégoriels hérités de 1958, avait pris du plomb dans l'aile. La mort des autres comme source de prestige de sa propre parole, il fallait y penser.

Mais, on répliquera, c'est normal. C'est sa fonction. Justement non.

Le Général laissait cette fonction à un André Malraux, de sorte qu'on ne pût jamais l'accuser, lui, de se draper dans les plis du drapeau et les replis de l'oraison funèbre d'un illustre défunt, encore moins d'un groupe de victimes civiles. Il faut avouer aussi que personne en France n'a de nos jours la présence oratoire d'un Malraux pour servir à cette fonction qui immunisait le président de toute accusation de tirer à soi un linceul comme on tire à soi une couverture.

Mais on me répliquera, c'était nécessaire. Justement non.

Ou, plus exactement, est-ce que l'irruption de la terreur a permis de révéler quelque chose de rare et d'efficace, une prestation à un tel niveau qu'elle sauve la parole présidentielle de son ordinaire banalité? Avons-nous eu la révélation d'une parole présidentielle hors pair? Non.

Peut-être que pour le savoir il faille l'écouter hors *Staatsakt*. Et passer de l'*open source* des applis à la source version abonnés.

CHAPITRE III

PRÉSIDENT EN VOIX *OFF*

En août 2016, M. Hollande parlait devant l'association de la presse présidentielle. Une de ses interventions pour le *happy few*, accès privilégié, version abonnés. Pas pour nous, les gens d'à côté.

Ses propos étant donc *off* (pour être exact : *off the record*, littéralement : non minutés) nous ne savons pas exactement ce que proféra le président. Mais pour en avoir une idée il suffit de lire les différents comptes rendus indiscrets de ce prétendu *off*. Un des médias présents cite « les confidences » de François Hollande – mais, pour être exact, derechef, une confidence est censée rester en confidence et pas clairoignée en première page du *JDD*. Mais nous sommes en France où la confidentialité relève du salon de coiffure. Tant mieux car nous, le peuple, avons pu avoir accès à ce que le président dit en secret ou en petit comité. Avant qu'il ne s'étalât sur la place publique, force interviews, film et journal de bord tenu par deux journalistes dont la vanité n'eut d'égale que l'audace ironique du président à dire ce qu'il voulait qu'on l'entende dire.

Voici ce qu'aurait dit, devant le *select few*, le chef de l'État, selon un média qui respecte la gravité de la crise politique où est plongée la France depuis les attaques de 2015, et qui donc rapporte dans un style approprié, un tantinet compassé, c'est le style de la maison, l'avertissement

Blabla République

présidentiel sur les dures épreuves qui nous attendent, en invoquant, contre la droite, le péril antirépublicain, plus grave, pour être inexact, que le péril d'une guérilla terroriste à l'horizon des élections de 2017 :

Je ne donnerai pas ma sanction à des mesures qui dépouilleraient nos libertés ; c'est alors que le peuple français pourrait m'accuser d'injustice et de faiblesse.

Quel média a rapporté cette confidence ? Le *Figaro* ? *Madame* ? *Point de Vue* ? *Gala* ? *La Croix* ? Souvenez-vous que ce sont des propos rapportés, donc il est possible et même nécessaire pour le média en question de les adapter puisqu'ils étaient, ces propos, censés être *off the record* : ce n'est pas ce que le président a dit, mais ce qu'on dit qu'il a dit en direction d'un auditoire choisi.

Alors, avez-vous deviné ?

Cette phrase, à peine modifiée, est de Louis XVI.

Elle fut la réplique du monarque à l'abolition des privilèges, un autre mois d'août (1789), qui fit tomber tout l'édifice de l'Ancien Régime. Face à une insurrection populaire qui terrorisait les campagnes et qui précipita la fameuse nuit du 4 août, l'abolition des privilèges (non pas due à l'enthousiasme altruiste des féodaux mais à leur peur) plaça le monarque en protecteur des privilèges, c'est-à-dire, à ses yeux, en défenseur des libertés fondamentales du royaume, bref de l'ordre social tel qu'il existait, *id est* de l'État de droit d'alors. Il protégeait l'État, le droit et la nation, tels qu'il les concevait. Il avait bien compris que ce fut la peur des fourches et des incendies et des massacres qui mit à genoux les privilégiés qui, ensuite, bien sûr réinventèrent un mythe généreux pour expliquer leur lâcheté et désigner, dans leurs propres rangs, les héros du

Président en voix off

sabordage. Louis XVI déclama donc le grand air de la Loi bafouée.

Le 3 août 2016 le président a tenu des propos analogues :

L'état de droit n'est pas contradictoire avec la raison d'État qui consiste à protéger les Français. L'État de droit, c'est la protection, la sécurité et la liberté qui permet de rester ensemble sans suspicion. (*La Croix*)

Dans *Atlantico*, on cite tel quel, au style direct : « Je serai le défenseur de l'État de droit. »

On est juge à la fois de la technique journalistique concernant le traitement de propos *off the record*, et du contenu du message où le souci d'exactitude passe derrière celui du *breaking news* : impossible de savoir exactement si le président a assumé le « je » personnel ou égrené, comme il aime aussi à le faire, des « dispositions » sur le mode impersonnel d'indicateur des chemins de fer appris dieu sait où.

Depuis Pétain

Le fait de parole est que le chef de l'exécutif, en France, parle toujours le même langage.

Il existe un invariant de parole : celui du chef de l'État protecteur, et ce, on regrette à le signaler mais c'est un fait historique dans la France contemporaine... depuis Pétain – depuis 1940 c'est ce style de prise de parole-là que nous voulons entendre. C'est-à-dire que, suite à la plus violente défaite que notre patrie a connue depuis la Guerre de Cent Ans, la Débâcle, suivie de la sauvage occupation allemande qui fut une terreur nonpareille et

provoqua *de facto* une guerre civile qui dura au-delà même d'avoir bouté les Allemands hors de France, nous sommes devenus, par couardise ou par soulagement, preneurs du chef. Et preneurs de la parole du chef.

Du chef qui nous dit : je veille sur vous. C'est qu'il le dise qui compte : nous voulons entendre ça. Même si nous nous disputons après sur ce qu'il a dit.

Or un système de statut rhétorique d'exception encadre, soutient et normalise cet invariant, faits de trois éléments qui chacun assure la domination de la parole présidentielle.

Premièrement, cette prise de parole protectrice s'accompagne, soyons encore exacts, de la résurrection, en 1946, de l'expression de « chef des armées ». Or ce titre inédit apparut pour la première fois... avec Louis XVI, quand il devint « roi des Français » en 1791. Aboli en 1793 (avec la fonction qu'il désigne), suite à la trahison du roi, rétabli prudemment en 1946 (le président « prend le titre de ») et absolument en 1948 (il « est » le chef).

Deuxièmement la fonction que cette aimable expression dénote est inséparable, si on y regarde de près, de cette autre notion, mystico-légale, que le président est le « garant » de la souveraineté nationale : cette « garantie », inconnue elle aussi jusqu'au régime gaullien, surgit dans la Constitution de 1958 (art. 5), accrue par l'opportuniste article 16 qui confie au chef des pouvoirs d'exception.

Troisièmement, la garantie est en outre renforcée par une fonction, quasiment religieuse, de « veille » sur les institutions, elle aussi repiquée sur la Constitution monarchique (art. IV, 1) et, au quotidien, par la patriarcale notion d'« arbitrage » – d'où l'expression magique qui souvent coup court à tout débat : « Le président a rendu ses (*sic!*) arbitrages. »

Président en voix off

Voilà ce que le Général, avec Michel Debré comme rédacteur en chef, remit en circulation en 1958, voilà ce que nous prenons désormais comme monnaie courante, argent comptant, étalon or de la parole présidentielle (le référendum n'appartient pas à ce système : sa source n'est pas un travesti de l'onction royale, mais un résultat de la perversion de la République en régime césarien. On y reviendra).

Voilà donc le réseau rhétorique qui explique et justifie que dans le débat public, de par ses interventions *off the record* ou *open source*, le président est amené à assumer une fonction sacerdotale : il est la voix du corps mystique de la Nation qui, par des trucs de langage inscrits, depuis seulement soixante ans dans la loi fondamentale, en résurrection d'un lexique qui date de la fin de l'Ancien Régime, lui permet de parler comme il le fait.

Parle-t-il pour la Patrie ? C'est une autre affaire.

On nous dira : « Mais, enfin, comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? C'est le président, donc il doit dire que, etc. ».

Eh bien non, jusqu'en 1940 on a fait autrement.

Inutile parole présidentielle

La III^e République établit un Empire colonial plus durable et plus vaste que l'Empire de Bonaparte (qui était en fait une forme rétrograde, très XVIII^e siècle, de colonisation de l'Europe), elle jeta les bases durables d'une économie industrielle moderne, elle répara la folie militaire désastreuse du Second Empire dont elle régla le tribut de la défaite rubis sur l'ongle, elle créa de fait la France telle

Blabla République

que nous la connaissons, de nos lycées majestueux à la conquête de l'air, elle suscita les plus beaux mouvements sociaux, elle amoncela vingt-sept prix Nobel dont deux féminins : cette république couronnée de lauriers mena et gagna une guerre mondiale – tout cela, sans président chef des armées, sans veilleur patenté, sans garant absolu, sans orateur en chef et en mode continu. Avec simplement un parlement qui jusqu'à la montée des subversions totalitaires fit tenir à la patrie son rang mondial.

Ce fut l'époque où Marianne coiffée du simple bonnet phrygien, belle, vive et solitaire république sur le continent européen, parlait d'égale à égal avec les têtes serties de tintinnabulantes tiaras impériales. Sans président tel que nous en avons un depuis 1958. Sans cette parole dotée d'ubiquité pompeuse.

La France fit donc autrement.

Le langage politique du président protecteur et garant est un fait récent : il n'exprime aucune fatalité politique, aucune normalité, aucune nécessité.

Sauf une, pour être une dernière fois exact – sa source actuelle. Nous savons tous désormais que cette rhétorique constitutionnelle de la protection est redevenue à la mode, et s'est trouvée inscrite dans notre parole politique comme « normale », à la suite, comme on dit en Amérique latine, d'un « coup d'État institutionnel », celui de 1958. Cette rhétorique devenue la norme acceptée fut portée par une volonté décisive, celle du Général.

Depuis 1958 nous vivons dans une sorte de *replay* mystico-politique qui tient en un mot : le président est « garant » d'une chose extraordinaire, abstraite, invisible, mais aussi puissante sur l'imagination citoyenne que le sacrement de l'eucharistie pour les chrétiens : la Souveraineté.

Président en voix off

Comme jadis le monarque incarnait le corps national, et en touchant des scrofuleux leur rendait la santé, le président en nous parlant est censé pointer du doigt le remède et la guérison, et mener, dans les circonstances actuelles, le grand deuil. Le président parle : nous allons mieux. Les morts même se lèveraient presque de leur tombeau pour aller voter.

Il est certain que le Général, attentif aux innovations techniques de l'ennemi hitlérien et tirant les leçons de sa machine de propagande sur les ondes conçue par Goebbels, comprit la force radiophonique de son combat en 1940, et garda par la suite une vision éloquente, verbale, directe de la magistrature suprême : il harnacha sa parole avec les ressources techniques de la télévision, l'*open source* d'alors, pour projeter, par le son et l'image, sa protection personnelle jusque dans nos salons et nos cuisines – mais de là à en faire un système de gouvernement *ad vitam aeternam*, il y a loin. Ça ne marche plus.

Rien de scandaleux au demeurant à ce retour du refoulé monarchique et à la permanence de cette hallucination du chef. C'est la vie d'un peuple. Toutes les configurations sont possibles, mais rien n'exige qu'il nous faille, en 2017, un garant, un veilleur, un chef, un orateur en chef. Nous pouvons faire sans.

Car cette parade de paroles est un écran de fumée : elle sert à dissimuler la véritable parole, celle des conciliabules du pouvoir, derrière portes closes. Ne vous faites aucune illusion : les soi-disant débats électoraux sont des simulacres de parole du pouvoir, des mises en scène fabriquées pour nous égarer et nous faire voter à tout prix.

CHAPITRE IV

DÉBLATÉREUR SUR LES VALEURS

Aucun régime politique ne dure mais souvent sa rhétorique demeure, jusqu'à s'éteindre et devenir un simulacre. C'est ce que nous vivons. Mais, contrairement à 1789, au lieu d'États généraux de la parole, l'élite politique a recours au premier chef au déblatèment pseudo-éthique sur les « valeurs » – fait pour cautionner la vanité nocive de leur parole.

Les Valeurs, tout le monde en parle comme les personnages de la pièce de Samuel Beckett qui attendent Godot. Justement, durant la course à la primaire de droite et du centre, prélude à la présidentielle de 2017, on apprit que les collaborateurs de Bruno Le Maire le trouvaient parfois lisant du Beckett. *En attendant Godot?*

En marche!

En attendant Godot? Excellente allégorie de ces primaires, comme des campagnes électorales : dans la pièce, deux clochards sous un arbre sec attendent le sauveur qui va les tirer de leur condition. Deux autres types arrivent, un tyrannique qui tire et laisse un comparse (Bayrou?) sur qui tous trois tombent à bras raccourcis une fois leurs scrupules mis de côté. Un raccourci effrayant donc de ce que nous ne devrions pas être, et que nous sommes.

Blabla République

Mais, tabassée, la victime récite une tirade incompréhensible qui est le seul discours soutenu et continu de la pièce. Autre saisissant raccourci de la communication politique : Lucky est éloquent, ça sonne haut et fort, mais c'est insensé, sauf pour lui, et tous lui tournent le dos. M. Jean-Lucky Mélenchon ?

Puis le clochard Vladimir (M. Hollande ?) est seul et se rend compte qu'il va fort bien, ce qui choque son compagnon, Estragon (M. Valls ?), qui aurait aimé qu'il lui manquât, juste un peu. Les deux autres reviennent mais le salaud est aveugle, dit-il, et le souffre-douleur muet (non pas « dit-il » car s'il est muet il ne peut pas le dire, par définition). Ils tombent par terre. Aucun secours. Où est Godot ? Ils partent. Les deux autres restent, décident de se pendre avec leur ceinture. Qui casse. Vous avez là le scénario des primaires.

Alors comme Godot n'arrive pas, et Vladimir est le seul à se souvenir de ce que je viens de raconter, eh bien son compagnon déclare « Allons-y ». Ils ne bougent pas. Fin de la pièce. Vous avez là l'inévitable duo du final électoral.

« Allons-y » ? « En Marche » ? M. Macron a-t-il lu Beckett, à l'envers ou avec ironie, pour oser reprendre l'ignoble réplique finale et en faire un slogan politique ? À moins qu'il n'ait emprunté son slogan au projet pédagogique des Scouts de France, catégorie « Compagnons et Jeunes en marche de 17 à 21 ans ».

On a là les primaires. Et les élections. On attend sous l'arbre de la liberté, républicain, que le sauveur arrive. Godot ne vient pas. D'ailleurs on veut oublier, sciemment, que parmi les candidats il y a un vaincu notoire, un ancien condamné, un ou deux ministres nuls, bref comme dirait Vladimir : des verts et des trop mûrs.

Paroles clochardisées

Le peuple des primaires, et des élections, est lui aussi résumé par ces quatre clochards, un qui se souvient mais ne tire aucun avantage de ce savoir ; un qui est normal, mais par opportunisme ; un qui a du pouvoir, en abuse, et prétend de rien voir quand ça l'arrange ; un qui se fait battre et décide d'abord de s'exprimer avec passion mais sans que personne n'y comprenne rien, et qui finit donc par décider de se taire en jouant au muet.

Tous y sont allés, et y vont et y iront.

Donc ça bouge sur la scène politique, mais ce qui bouge ce sont les mots.

Car ce qui avance avec une férocité terrible dans la pièce de Beckett, de ce peuple qui attend le sauveur, celui qui va rendre la vie moins futile, celui qui va donner enfin du sens à être plantés là sous l'arbre de la république, c'est la parole. Ils parlent, beaucoup. Godot n'est pas le sauveur qui va marcher sur scène, la scène de la politique, et déclarer au peuple de droite, au peuple de gauche, au peuple des verts, au peuple des rouges, et à la patrie : « Me voici, tout va aller mieux ! ».

Non, Godot c'est en réalité la parole politique elle-même. Cette parole des politiciens dont on nous dit qu'il faut tout attendre. Et dont nous ne devons rien attendre, sauf qu'elle se fait attendre.

Un arbre en effet se dresse au milieu de la scène, arbre de la Liberté, inamovible au milieu des va-et-vient et des blatètements des uns et des autres. Le seul élément immobile du dispositif. Il pousse, enfin, une petite feuille

Blabla République

verte, air de dire : je ne suis pas un arbre sec, j'ai encore de la valeur. Ne voyez donc vous pas la feuille ? Je crois encore en vous, hommes et femmes de peu de vertu et de trop de paroles ? De grâce, faites que cette feuille devienne une canopée au feuillage vigoureux !

Or il existe un arbre auquel tous les politiciens accrochent leurs petits discours et autour duquel ils déambulent, en palabrant, l'arbre sec des Valeurs de la République.

L'arbre sec à palabres

Voilà deux ans, 63 % des sympathisants de gauche pensaient que M. Montebourg représentait les « valeurs de la gauche » et quand il avait été tancé par la justice pour avoir traité une société d'« escrocs » le premier ministre d'alors avait commenté qu'une condamnation eût été contraire aux « valeurs de la république ». Ce qui est une paraphrase plutôt astucieuse d'une autre réplique de Beckett : « Essayons de converser sans nous exalter puisque nous sommes incapables de nous taire ».

Car s'il existe un sujet sur lequel la classe professionnelle de la politique est incapable de se taire, dès qu'elle ne sait plus que dire, c'est bien de se gargariser avec « les valeurs ».

Les « valeurs », voyez-vous, c'est comme Godot : on en parle durant toute la pièce, mais jamais elles n'arrivent ; les « valeurs » on les invoque durant la pièce en cinq actes et plus de l'élection (les primaires, la présidentielle, les législatives), mais jamais elles n'arriveront. De purs objets de discours. C'est dieu, sous une autre forme. La mystique fait toucher dieu qui reste hors de notre existence (à moins d'être constamment halluciné), comme l'invocation des

Déblatérer sur les valeurs

valeurs nous fait accroire qu'elles existent, bien que nulle part existantes dans notre quotidien. C'est un chapeau. Citation de Beckett : « Donnez-lui son chapeau!... Il ne peut pas penser sans chapeau ».

Les « valeurs » : le chapeau du politicien qui fait croire qu'il pense, quand il ne fait que parler.

Eh bien, *breaking news* : les valeurs n'existent pas. Ou bien, plutôt, invoquer les valeurs, c'est refuser de parler des vertus.

Depuis l'extension de la guérilla djihadiste sur le sol national, qui fait qu'au bal du 14 juillet on dansa sous la protection des paras, tout le monde répète à l'encan « Liberté! Égalité! Fraternité! », et les médias mondiaux s'y sont mis, rendant trivialement répétitif ce qui aurait dû être des moments terribles et solennels de prière ou de méditation sur la résurrection de la violence primitive, et réduisant alors la devise de la Révolution en un slogan publicitaire made in France.

Mais effectivement ce que révèle cette dévaluation pathétique de la devise républicaine, du cri de guerre patriotique à Valmy, exact successeur du cri de bataille franc *Montjoye Saint Denis*, à un slogan de marque de chaussures ou de la dernière appli androïde, c'est la confusion, entretenue par les palabres des politiciens sur « les valeurs », entre vertus et valeurs.

Ce que disent les vertus

Relisons Montesquieu : un royaume se maintient par l'honneur du roi, une république par la vertu du citoyen. C'est aussi simple que ça. Que l'honneur manque à un

roi, que la vertu manque au citoyen, et les deux formes d'État tombent dans le despotisme – personnel et mafieux du tout pour moi et mes sbires, démagogique et partisan du chacun pour soi et leurs copains.

Liberté, Égalité, Fraternité : ce ne sont pas ce que les publicistes du larmoiement disent (y compris les chaînes anglo-saxonnes qui se sont mises au français pour trois mots incompris) : pour les Révolutionnaires, la liberté n'était pas une liberté d'indifférence mais une liberté de jugement des différences fondatrices – exécution des « liberticides », tous ceux qui refusaient l'évidence de la déclaration des droits. Égalité ? Entre citoyens qui adhèrent à la définition de la liberté mentionnée. Fraternité ? Seulement entre ceux et celles qui mettent en pratique les deux autres idées.

La Révolution nommait des vertus, non pas des valeurs. Les vertus républicaines sont dures, acerbes, discriminatoires, sans concession, glorieuses et conquérantes. Les trois vertus républicaines sont viriles.

Viriles ? Dans « vertu » il y a « virilité », ce qui n'a rien à voir avec le masculin mais tout à voir avec l'action, la force (*vis*, en latin) – est viril ou virile celui ou celle qui met en action une vertu. Et si une « vierge » est vertueuse c'est qu'elle met en pratique cette vertu-là.

Un manifeste de l'« élite musulmane », véritable coup pied de l'âne à la patrie, a récemment accusé la France d'« ankylose » : nos valeurs seraient ankylosées, et pour cette raison elles seraient incapables, par défaut de souplesse aux articulations, d'accueillir l'Islam.

La République serait frappée d'immobilisme aux articulations de ses valeurs. L'accusation d'immobilisme sur les « valeurs » est exacte, sauf que ces procureurs mahométans

Déblatérer sur les valeurs

ne comprennent pas que si l'ankylose cessait d'immobiliser les vertus, l'islam dit de France irait rejoindre, avec un peu de retard il est vrai, le catholicisme dit gallican sur les charrettes de la guillotine.

La République est virile et c'est pourquoi Delacroix l'a peinte avec les seins nus de la Liberté : ce ne sont pas des seins de femme, objet pornographique et sujets à burqa, mais un poitrail, un « cœur » comme on disait jadis quand nous parlions français, une poitrine justement « virile ». Le drapeau d'une main, la baïonnette de l'autre. Le pied nu sur des cadavres. Le bonnet phrygien sur le crâne. Voilà la vertu : belle. Pas la valeur : laide.

Vertus et valeurs sont irréconciliables, dès qu'on les extirpe du blabla politicien et qu'on les examine pour ce que ces mots révèlent de leur idée.

Le langage en porte à faux de la religion

Il existe encore en France des catholiques politiques, par exemple les soutiens de M. François Fillon ou les camarades du lycée jésuite de M. Emmanuel Macron. Qui votent. Qui s'expriment dans des positions électorales. Ont-ils jamais mis en action, dans leur exercice politique, les vertus cardinales des Évangiles ? En connaissent-ils seulement la liste ? Savent-ils la différence entre les théologiques et les cardinales ? Les enseignent-ils à leurs enfants, en parlent-ils à leurs électeurs ? Ont-ils conscience de la différence entre valeurs et vertus ? On en doute.

Car si les catholiques (et les chrétiens d'autres cultes) qui participent à la vie de la République, y compris bien entendu les électeurs, s'arrêtaient au moment d'allumer

Blabla République

une bougie commémorative ou de rejoindre une marche blanche, ou de déposer un bulletin dans l'urne des vertus républicaines, et tentaient alors de mettre en harmonie les vertus cardinales avec ce que requiert la République – ils seraient face alors à un choix décisif, car les vertus cardinales sont aussi difficilement conciliables avec les vertus de la République que le sont les injonctions coraniques.

Quand, entrant dans la campagne électorale, l'église dite de France (une simple expression à ne pas prendre pour argent comptant car il n'existe pas de religion établie par la République), donc quand les évêques catholiques qui exercent en France déclarent que « les valeurs républicaines de “liberté, égalité, fraternité”, souvent brandies de manière incantatoire, semblent sonner creux pour beaucoup de nos contemporains sur le sol national », ils perçoivent bien, esprits acérés, que ces valeurs ne sont plus des vertus, mais du même coup ils dissimulent, esprits très acérés, l'existence des vertus républicaines avec lesquelles les vertus catholiques sont irréconciliables.

Car les vertus religieuses sont simplement incompatibles avec l'exercice politique : un citoyen qui exerce vraiment un code de vertus révélées, que ce dernier soit le Deutéronome des Juifs, la Bonne Parole des Chrétiens ou le Coran des Mahométans, entre en conflit direct avec la politique, ou le politique, telle qu'elle existe depuis l'avènement des Lumières, et de la République.

Deutéronome, Évangiles, Coran sont des livres de loi : il est hypocrite de dénoncer le Coran comme amalgame du religieux et du politique. Les textes chers aux juifs et aux chrétiens le sont tout autant – la différence étant qu'il n'existe plus aucun véritable État au monde qui applique l'Ancien ou le Nouveau Testaments comme code politique,

Déblatérer sur les valeurs

et possède un bras séculier à cet effet, tandis que le Coran reste un code politique qui structure, et ankylose, nombre d'États actuels. L'art de la « stratégie culturelle » chère aux Frères musulmans, et à leurs affidés, est donc de faire passer des vertus religieuses, qui sont irréconciliables avec les vertus du politique issues de la Révolution, pour des valeurs politiques. Ce ne sont pas des valeurs politiques et encore moins des vertus politiques.

Dire « valeurs religieuses » semble raisonnable, admissible, convivial. Quand ces « valeurs » se révéleront des « vertus religieuses » forcées sur le politique, la patrie sera en danger.

Par contre les vertus républicaines ne sont pas des valeurs : elles sont mieux que cela, ce sont des impératifs catégoriques, que nous réduisons à du blabla sur les valeurs.

Question : comment se fabrique ce blabla ? Deux exemples.

Sondage du blabla valeurs

Sous la houlette de politologues férus de statistiques et qui fondent leurs sondages à la fois sur l'idéologie européenne dominante, véritable « discours terroriste » (comme on disait du temps de Barthes et Althusser), et sur un échantillon que les sondeurs qualifient d'« important », soit 3 701 personnes, on apprend que les valeurs auxquelles sont attachés « les Français » sont, par ordre d'importance : la famille, le travail ; puis à mi-chemin les amis et relations ; et en dessous de la barre les loisirs, et tout en bas la politique et la religion. Mais, la politique est-elle une valeur ? La religion est-elle une valeur ? Et les

« relations » sont-elles une valeur ? Et cet amalgame passe, sans tamis et sans filtre, dans le discours politique.

Où sont parmi les 85 questions celles qui importent, celles qui portent sur justement ce qui différencie la république, la nation et la patrie françaises des démocraties monarchiques à bicyclette de Benelux-Scandinavie ? Nulle part.

Il faut citer ici la question 85.3 qui clôt ce catalogue anti-républicain d'absurdités : « Vous arrive-t-il personnellement d'être sérieusement inquiet pour votre sécurité ? » 40 % des sondés : de temps en temps. C'était en 2008, date de ce sondage de médecin moliéresque. Il existe d'autres sondages mais le rendement est identique. Que veut dire cette question ? Est-il question de valeur ?

Il faut saisir ici que cette question est en réalité une sous-question qui enchaîne sur deux autres sous-questions, l'une portant sur le rôle des entreprises pour faire marcher l'économie et l'autre sur le rôle de la concurrence. Cette sous-question qui termine donc le long questionnaire est ainsi conditionnée par les deux autres. Que comprend le sondé ? Qu'il s'agit de sa sécurité économique, de sa sécurité physique ? Et que veut dire « sérieusement » ? Qu'on y réfléchit avec sérieux, ou qu'on se sent très concerné mais de manière irréfléchie ?

Voilà un exemple de comment on nous fabrique, dans les cabinets de conseil, un langage absurde qui se transvase, par le canal des médias et par la bouche des politiciens, dans une prétendue réflexion publique sur les valeurs.

Et comment à partir de ce genre de manipulations par une compétence (la compétence des sondeurs et des administrations) on fabrique une distance toujours plus tendue entre valeurs et vertus.

Déblatérer sur les valeurs

Cet amalgame sans queue ni tête, venu de Hollande (le comité directeur de l'enquête) et qui ressemble fort au fameux gouda – une pâte compressée –, indique le manque, désigne le refoulé, alerte ce qui fait défaut dans le débat public : les vertus.

Évidemment, ne vous attendez pas à ce que nos politiciens aillent réfléchir à des choses qu'ils ignorent ou qu'ils se refusent à expliquer. Mais ce qui compte est ce que ces choses révèlent : à savoir que lorsqu'un peuple ne pratique plus les vertus qui l'ont érigé en peuple politique, il se rabat sur le discours des valeurs et perd tout sens du politique pour s'abîmer dans le moralisme.

Il faut donc cesser, dans le langage politique, d'exalter les « valeurs », et rétablir le discours des vertus – afin de faire le tri.

Mais quittons le sondage anonyme, et passons au sommet personnel de l'État, quittons la parole statistique et abstraite pour écouter la parole concrète et vivante du magistrat suprême.

Chewing-gum, goût « valeurs »

Dans un entretien avec deux intellectuels dont le prestige impose de lire le texte, une entrevue donc sur « le sens de son action », M. Hollande, prenant de la hauteur, se décrit lui-même en ces termes :

La fonction présidentielle est doublement exceptionnelle. Elle exige de porter une politique et une parole à l'extérieur. Et de prendre des décisions exceptionnelles.

Blabla République

Que veut-il dire ? Que sa parole politique par exemple se porte, exceptionnelle mais indécise, à l'extérieur, tandis que les décisions exceptionnelles portent à l'intérieur ? Du *chewing-gum* verbal. Mais il se reprend pour faire un commentaire sur les moyens d'informations, les réseaux sociaux, etc., et déclare :

L'époque de la parole rare et jupitérienne, venant dénouer les conflits d'en haut, est révolue. En France comme à l'étranger je suis écouté, regardé, commenté en direct.

Voilà la bulle de *chewing-gum* : sa parole porte des valeurs !

Mais la contradiction, ou le désarroi, à la Beckett, est flagrant : si sa position de parole est exceptionnelle, si l'hyper-communication est la règle, en quoi cela l'empêche-t-il justement d'être rare et jupitérien ? De dire la vertu ? L'exception, justement ?

Soit la parole d'État est exceptionnelle, et il faut alors faire ce qu'il convient de faire : la maintenir dans l'exception – la démarquer de la frénésie des messages à l'encan, en usant du silence, de l'attente, du laconique, ou de l'éclat d'une déclaration mûrement pesée, bref une parole stratégique. Une parole vertueuse.

Soit, comme le dit en réalité le président, elle ne l'est pas, et dans ce cas-là, la voici soumise comme celle de tout un chacun, à la règle du charivari en continu, à défaut donc de savoir la retirer du jeu, pour prendre en main le grand jeu. Celui justement de l'expression publique des vertus.

Degré zéro de la parole : j'émet donc je suis

Le véritable problème est que si le président est devenu « un émetteur presque comme les autres », phrase de classe de seconde, bref quelqu'un qui émet des mots tout en se disant exceptionnel, c'est qu'un choix a été fait, celui de parler pour ne rien dire afin de parler comme tout le monde. J'émet donc je suis. Et l'émetteur est réduit à l'émission. J'émet des mots sur les valeurs, puisque tout le monde le fait.

D'où cette émission de voix sur les prétendues valeurs républicaines : en 2012, dans sa profession de foi électorale, le candidat Hollande déclarait : « L'âme de la France, c'est l'égalité ». En 2016, dans cet entretien, le président Hollande affirme : « La fraternité c'est ce qu'il y a de plus fort dans la République ».

Alors, Vladimir, où est la valeur supérieure ? Vladimir déblatère. Vladimir confond vertu et valeurs. On peut parier que nous, tous des Lucky, nous pourrions vraiment nous en passer, de Vladimir président. Y compris de l'Estragon potentiel qui déclare « allons-y », et tous les autres Estragons qui se disputent sous l'arbre de la patrie.

Si la République, comme avant elle la royauté qui fut, elle aussi, trahie par ses élites, a le courage de ses vertus, elle tiendra. Tiendra bon. Tiendra fort. Et repartira du bon pied. Au risque de faire des dégâts. Comme l'a peint Delacroix.

Car revendiquer la vertu en république revient à signaler que la république est une forme forte de la politique, une violence même faite au vivre ensemble.

Blabla République

C'est évidemment ce que les politiciens qui veulent s'assurer du monopole de la parole ne peuvent pas dire, car avec le blabla du vivre ensemble va la manipulation des masses mises au degré zéro de la parole politique : s'enivrer de parlotte, voter, attendre. Et recommencer : parler, voter, attendre. C'est véritablement ce degré zéro que fabriquent les discours des politiciens, nous réduisant, nous simples citoyens, qui ne briguons aucun poste d'élus, et que nous soyons avocates ou médecins, garagistes ou boulangères, caissières ou enseignantes, à une situation d'écoute proche de l'idiotie.

CHAPITRE V

PROMETTRE ET DÉLIRER

La parole du chef, élyséen ou pré-élyséen, a recours à un autre simulacre : promettre.

Dans ce domaine, Gambetta accroche notre oreille avec son éloquent défi lancé à Lille, à l'adresse du président Mac Mahon, lors des élections de 1877 qui affermirent la République :

Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien, il faudra se soumettre ou se démettre.

Voilà comment on parlait il y a tout juste cent quarante ans. En ce temps-là on avait de l'éloquence, et on agissait, on ne substituait pas le blabla à l'action politique.

Promettre, à la vérité ?

L'alternative de nos jours n'est plus de se soumettre ou de se démettre (on ne se démet plus qu'acculé par les « affaires », et encore : les affaires sont parfois le fuel *people* d'une carrière), elle serait plutôt entre en remettre, par le cumul patent des mandats et celui, hypocrite, de la fonction publique avec la fonction élective, et surtout promettre. Mac Mahon aurait pu se tirer de ce mauvais pas en promettant. Homme d'honneur, même si Gambetta

Blabla République

ne s'y attendait pas, il se soumit aux résultats des élections, et un peu plus d'un après se démit.

La République fut enfin solidifiée et on lança le concours pour l'érection de la statue monumentale qui trône désormais place de la République à Paris.

De nos jours, se démettre est hors de question, se soumettre une hérésie, mais promettre une vocation. La promesse règne. Les politiciens ont-ils, pour reprendre une expression de philosophe, le « courage de la vérité » ? Ils en parlent beaucoup de la vérité, or le test reste en politique non pas la ciguë que boit Socrate, mais le sirop de la promesse. Le franc-parler dont se prévaut en public la parole politique va la main dans la main avec la promesse électorale. C'est un franc-parler comme on dit un franc-tireur : une parole en embuscade.

Il est impossible de concevoir une campagne électorale ou un projet politique sans une seule promesse, y compris la promesse de résister à faire des promesses. La politique en démocratie ne peut pas fonctionner sans promesse, puisqu'en politique régie par le suffrage universel il faut, pour être élu et gouverner, projeter des idées, proposer des projets, dresser des programmes, jouer cartes sur table la vérité de la promesse – bref pro-mettre, mettre en avant.

Mais une promesse politique ne paraît acceptable, donc vraie, que si deux mécanismes persuasifs s'enclenchent : le premier est qu'un politicien en régime républicain de suffrage universel ne peut promettre que ce qui n'existe pas – puisque le programme qu'il défend est censé être meilleur que ce qui existe et que celui des autres. Le deuxième est que toute promesse de contenu articule en même temps une promesse de volonté d'action : le politicien projette l'image qu'il voudra demain faire ce

qu'il dit vouloir faire au moment de la campagne électorale. D'où l'incantation électorale des « je propose » qui ponctue débats et interventions. Fort bien, donc au lieu de « proposer », posez donc un peu les pieds sur terre et parlez-nous de ce que vous aviez proposé, et ce que vous en fîtes de vos propos ! Le problème de fond du politicien est celui-ci : il doit affirmer qu'il aura, demain, la volonté de sa promesse d'aujourd'hui. On le sait : cette volonté lui fera défaut.

Voyez le bilan Sarkoy et le bilan Hollande. Donc à défaut le politicien « propose ». Il faudrait exiger quitus de tous les politiciens élus, en fin de mandat. Punir ceux qui ont failli. Les rendre inéligibles. Exiger qu'ils remboursent. Leur faire rendre les comptes de leurs « propositions ». Et exercer le pardon, si besoin est. Dire que la course électorale est une forme de censure ne suffit pas, puisqu'ils courent tous, encore et encore. Il faudrait inventer une justice nouvelle : le politicien qui rend des comptes à ses électeurs, le compte censurable des promesses violées.

Voilà pourquoi la solution de rabat, lorsque plus tard viendra le moment de faire le bilan pour être réélu, sera de dire : « Les événements m'ont empêché de faire ce que je voulais faire, mais j'en avais la volonté, cela je peux vous l'assurer. » Le bilan qui devrait permettre de faire l'audit des promesses tenues ou reniées doit alors être évacué, afin de sauver les meubles, c'est-à-dire la volonté de bien faire que les événements, hélas, ont entravé.

Citation qui prouve ce montage, par M. Jean-Christophe Cambadélis :

Interrogé sur les risques possibles pour un président sortant de se prêter à un tel exercice, le premier secrétaire

Blabla République

du PS et organisateur de la primaire répond : « En 1998, François Mitterrand avait besoin de ne pas déchoir. À 13 % dans les sondages, François Hollande ne descend pas de l'Olympe en allant à la primaire. Ce sera une primaire cathartique. Il va s'y débarrasser de son bilan. »

Tour de passe-passe, malversation de brocanteur. Le plus intéressant dans cette stratégie est que le public est celui des électeurs socialistes, les premiers concernés. Mentir à ses proches ? Est-ce acceptable ? Est-ce avoir le courage de la vérité ?

Le reniement au chant du coq

Une promesse acceptable et reniée est donc la conjonction de deux facteurs, et voici comment fonctionne le blabla de disculpation qu'on nous sert avant chaque élection : d'une part la force des événements – quelque chose survient, inattendu qui trouble l'ordre programmé des choses (le contenu des promesses, plans et plateformes) et l'ordre des mots (ce que le public sait qu'on lui a dit et comment et quand on l'a dit). Et d'autre part, le sens de l'occasion (l'opportunité, comme on dit) – il faut parler vite, et bien, pour ne pas laisser se refermer la fameuse fenêtre d'opportunité, on invente donc une solution brillante et forcément temporaire qui donne l'impression que la force de ce qui est survenu a été mise au pas, et qu'on maîtrise l'inattendu.

Exemple :

François Hollande explique : « Je ne viens pas réciter mon bilan mais je donne la ligne d'horizon, la projection

Promettre et délirer

pour les prochaines années. C'est aussi le temps de la comparaison. Ce qui compte, c'est d'imposer cette comparaison. Pour que l'on ne compare plus ce que j'ai fait à ce que j'ai laissé espérer. Pour que ce ne soit plus une comparaison entre moi et moi, mais entre les autres et moi. »

On aura noté le tour de passe-passe : « ce que j'ai laissé espérer » au lieu de « ce que j'ai promis de faire ». La faute en est donc à ceux qui se sont laissés aller à espérer. Morceau d'anthologie. Il nous renie pour l'avoir cru !

Rarement le coq gaulois, qui se dresse sur ses ergots pour chanter au soleil levant de la liberté (tel est le symbole) n'aura tant chanté pour saluer un reniement.

On notera ensuite comment l'audit des promesses est remisé aux pertes et profits : « Je ne viens pas réciter mon bilan ». La seule manière d'y couper court serait de citer la phrase de Gambetta : se soumettre ou se démettre.

Et troisième avatar : ce qu'il nomme « imposer la comparaison », mais non pas entre le programme de promesses et le bilan, mais entre quoi ? entre tous les programmes de promesses, bien sûr. On a là une forme de délire, alimenté par la parole-promesse.

La promesse délire

Délire ? Oui, mais auparavant un bilan des mécanismes de la parole-promesse :

- le politicien emploie une formule percutante en sachant parfaitement qu'elle a des sens différents selon les publics, si bien qu'après coup il pourra se

Blabla République

faire dire à soi-même ce qu'il décide maintenant, sous la pression d'un journaliste, d'avoir dit auparavant (c'est la technique : « Vous déformez mes propos ») ;

- Le politicien sait le pouvoir instantané des faux raisonnements (« Si on n'agit pas maintenant, il sera trop tard » – ah bon ? « trop tard », mais quand ? tout se joue ici sur la charge émotive du « trop tard ») ;
- le politicien parie toujours, étant de l'élite, sur le manque d'information du peuple, le manque de sophistication des gens d'en-bas, ou structurellement sur l'ignorance systémique de son public que la conjonction de la foire aux questions du Web et la décadence de l'instruction républicaine réduisent à un auditoire de Jeu des Mille Euros.

Promettre en politique est donc une sorte de management du délire.

Les psychologues sont d'accord là-dessus : un individu est la proie d'un délire quand ce qui lui manque devient ce qui est, et qu'il y croit. Le délire consiste en effet à remplacer une chose absente, et dont l'absence est douloureusement insupportable, par la certitude que le manque n'existe plus. Le délire peut pousser un individu à créer un objet halluciné pour matérialiser que l'absence a été comblée et le manque annulé ; par exemple en promenant un bout de bois tenant lieu, tenant réellement lieu, d'un animal favori disparu. Ou se fabriquer grâce au Web un délire *people*, en devenant par délire un *people* (on peut se délecter de ces délires en ligne qui jadis auraient mené leurs fantasmagorisateurs droit à la maison de repos).

Promettre et délirer

Un délire est délirant, certes, mais en réalité il n'est pas délirant : il est en fait structurant. Le délire monte un scénario, il objectifie des images, il se dépose dans un langage d'appropriation du manque.

Le délire possède un principe organisationnel : d'une part, il est un processus d'organisation relationnelle du monde et de ce qui entoure le sujet en proie au délire. Tout, une fois le manque comblé, rentre dans l'ordre. Tout est à sa place. Un ordre sort du chaos qui créait de l'angoisse, et du manque. La vie reprend consistance, unité et valeur. Elle vaut la peine d'être vécue. Mais le chien n'existe pas, il n'est qu'un bout de bois. « Pas pour lui ! » peut-on répliquer, « et si ça le rend heureux, c'est bien pour lui ? » Oui, mais c'est un délire. Un délire dangereux, si le bout de bois est une lance à incendie, ou une bonbonne de gaz. Le délirant doit être surveillé, entouré, médicalisé, au besoin enfermé. Car le danger inhérent posé par le délirant n'est pas que « c'est lui, et en quoi ça vous concerne », il est que le délire est relationnel : il établit des relations avec les autres, êtres et objets. Le délire entre en relation. Dit brutalement : il est politique.

Pire : le délire est projeté par le politicien comme la conviction clamée d'avoir tout compris, de pouvoir mettre de l'ordre dans « tout ça », et de le dire. C'est exactement ce que veut projeter le politicien sur l'arène des élections, et ce qu'il veut susciter parmi les électeurs : « Écoutez, j'ai la solution ». Le politicien en délire de promesse va jusqu'à en être ébloui lui-même. Regardez-les tous, hypnotisés par leur délire d'avoir réponse à tout, comme des Catasfiore qui ordonnent à leur miroir, « Dis-moi que je suis belle ! », voyez leur éblouissement selfie. Cette auto-illumination est telle que, comme le sujet délirant, il en arrive à nier le

Blabla République

réel : « Pas de bol », *dixit* François Hollande. Oui, l'ouvrière au chômage n'a pas de bol non plus, mais de soupe, elle.

Il est peut-être temps de rétablir l'idée révolutionnaire du mandat impératif, d'un an pas plus, avec un audit et des pénalités afin de mettre un halté là ! au délire politique, et présidentiel au premier chef.

CHAPITRE VI

LE PRÉSIDENT DIT : « CAPRI, C'EST FINI! »

Parfois j'imagine un président mal-aimé dire en guise d'adieux présidentiels (un genre oratoire à inventer), à la télévision, ou sur Snapchat : « Capri, c'est fini! »

Comme Louis XV le Bien-Aimé eût dit, « Après moi, le déluge! » – par quoi ce monarque jouisseur et limité avait voulu dire : « Sous le règne de mon aïeul Louis XIV ce fut, selon la rumeur publique, le paradis, moi j'ai essayé de vous protéger comme j'ai pu des guerres et des violences civiles, maintenant voyez un peu ce qui vous attend ; et si j'étais vous, je me préparerais un bon abri contre mon successeur et la tempête qui menace ».

Cette historiette donne le canevas de ce que pense, et ne dit pas toujours, ou pas tout de suite, tout président à qui on a montré la porte de sortie : « Attendez-vous au pire ».

Cette prise de parole n'existe pas encore, mais il suffit simplement de faire en sorte qu'elle soit : rien dans Constitution, qui garantit par ailleurs l'irresponsabilité politique du président (ses actes nécessitent un contreseing du premier ministre et des ministres afférents), ne l'interdit. Il serait facile de pousser l'irresponsabilité jusque dans cet ultime retranchement.

Cette ligne Maginot a été cependant contournée comme il se doit, par le déluge de confidences que Moi, Président

Blabla République

a déversées, à pleins seaux, sur la place publique, interviews, documentaire-vérité, livre de bord au moment des primaires de la Droite et du Centre – ce qui ne veut pas dire que le recours aux confidences par écrit ne nous épargnera pas du président un « Capri, c'est fini » en ligne ou sur les ondes, avant de quitter l'arche qui prend l'eau, ou même de remonter en bateau, en disant adieu à un premier quinquennat pour en inaugurer un second (à coups de promesses).

Il nous entonnera peut-être ceci, à la sortie des résultats électoraux :

Nous n'irons plus jamais,
Où tu m'as dit je t'aime,
Nous n'irons plus jamais,
Tu viens de décider.

« Capri, c'est fini ! » n'est donc en rien anodin : c'est un révélateur de l'état de la parole présidentielle qui porte jugement, devant l'Histoire, sur elle-même. Autant commencer par là.

1965, année politique

« Capri, c'est fini » ? Année 1965 : Même ceux qui n'ont pas souvenir du fait que cet an-là les exécutifs des trois communautés européennes fusionnèrent en créant ainsi une communauté unique (traité de Bruxelles), qui mena droit à l'Union européenne à laquelle les Britanniques ont choisi finalement de dire *good bye*, ont dans l'oreille le tube d'Hervé Vilard, « Capri, c'est fini ! » (principale version YouTube : huit millions de vues, soit seulement un

Le Président dit : « Capri, c'est fini ! »

million de moins que les votes recueillis par M. Nicolas Sarkozy en 2012).

Tube qui fit danser sur les planches au bord des plages de l'été 65 – sous les paillotes du Var par exemple où, à l'occasion des élections municipales de cette année-là, les politiciens franco-français découvrirent pour la première fois, avec stupéfaction puis avec gourmandise, le poids électoral des Français rescapés d'Algérie pour qui Capri était mal et bien fini. Les chansonnettes souvent capturent le *Zeitgeist*, l'esprit du moment. Dans trente ans il faudra regarder quel aura été le tube de l'année 2017.

Or, Vilard ne connaissait pas Capri. Fini, mais pas connu. Peu importe, en politique comme dans les chansons on parle souvent de ce que l'on ne connaît pas. Et on suscite de l'affect : Capri, je n'y suis pas allé, mais c'est fini. Et je le pleure. Le sujet est donc : « fini ». Et l'affect qui s'y attache, le regret. Qu'est-ce qui est « fini » si on ne le connaît pas ? Et peut-on regretter ce que l'on n'a pas connu ?

Tous nos concitoyens à qui on serine les « années bonheur » seraient bien avisés de se souvenir de la crise du pétrole, du chômage, des grèves intenses, des coups de butoir contre l'Éducation nationale et les hausses vertigineuses des impôts. « Années bonheur » ? Pour qui ? Pour les politiciens, certes. Pure fabrication d'un passé faux.

La BD nationale

On saisit donc le rapport : en France, ce qui est fini mais dont on regrette la fin est une forme oratoire puissante de la souveraineté, le politicien de carrière qui met en paroles notre passé mais qui, avec cette mise en scène,

Blabla République

propulse sur le podium, c'est notre particularité, notre désir compulsif de la parole du chef qui disserte pour nous sur les leçons « à tirer » de l'Histoire.

Pas de parole publique durable en France sans ce ravau-dage que le pouvoir tisse incessamment.

Un des aspects les plus intéressants du régime gaullien de la V^e République est ce ressassement compulsif autour du passé et du sauveur. Notre idée du peuple souverain s'ancre dans ce que la presse nomme « le roman national » et le chef salvateur qui l'énonce.

Jadis on parlait d'épopée nationale, ce qui était tout de même plus noble. De nos jours Marianne (la République, pas le magazine) s'achète à Relay, au rayon Poche. Étonnant que personne chez Dargaud ou Casterman n'ait pensé à lancer un *comic*, « BD nationale ». Ça devrait cartonner avec un lectorat de seize millions « majoritairement masculin, plutôt jeune, qui s'adonne volontiers au plaisir de la relecture ». Il existe là un marché captif pour bédé-iser les programmes électoraux.

Le passé, le sauveur, sujet de cette BD nationale à venir ? Lisons la BD nationale.

Née en mai 1958 d'une situation politique d'exception et d'un coup de force militaire, dus à la crise algérienne, la V^e République a étendu sur la durée des institutions centrées sur un chef, lesquelles n'étaient à l'origine qu'une réponse fulgurante et conjoncturelle : elle a transformé en idéologie politique et en croyance populaire à la fois le désir continu du sauveur, qui intervient de crise en crise, et le désir entre-temps de faire la fête des Trente Glorieuses, et de fermer les yeux sur la réalité.

Les Romains exigeaient de César du pain et des jeux. Et assumaient pleinement que le pain et les jeux étaient

Le Président dit : « Capri, c'est fini ! »

des dons impériaux, dans l'illusion savamment cultivée par la classe politique du temps que le *Respublica romana* et le *populus romanus* survivaient avec sénateurs et tribuns sous la tyrannie césarienne. Écran de fumée.

Nous demandons du pain et des jeux, le bonheur en d'autres termes, et notre illusion, malaxée, pétrie, sans cesse reprise et remise à jour par les professionnels de la politique – qui tous se présentent comme de petits sauveurs, souvent au petit pied – est qu'il s'agit là de la norme. De la seule norme de la vie politique. Montage mental typique de la culture politique française – montage que nous avons exporté dans nos anciennes colonies africaines, où on peut en constater la tragique parodie, comme dans un miroir grossissant qui en exagère les atroces défauts : les pays des ci-devant A.E.F. / A.O.F., mis à part un ou deux, exhibent, à nu, à vif, sans oripeaux et sans masque, ce que serait notre antique pays si nous étions nés d'hier. Nous serions au carnage ou à la corruption à visage découvert et à mains dégantées.

La force d'attractivité de Mme Marine Le Pen tient à ce qu'elle a pleinement assumé (contrairement à son père qui reste un anar de droite) le message gaullien du Sauveur, qu'elle a mis en scène l'appareil d'une prise de pouvoir par une équipe compétente qui tisse un « roman national » (contrairement à son père qui a toujours été un solitaire tribunitien), et qu'elle a justement réussi à relier en un discours uni, sans couture apparente, un argumentaire nationaliste avec des aspirations simplement populaires assorti d'une rhétorique dite « de bon sens » tout en se gardant de promesses trop précises qui feraient éclater les agrafes. Le « *new speak* » mariniste est à ce titre le plus gaullien, et le plus étranger à son origine. Figure séduisante

Blabla République

de la duplicité qu'entraîne notre passion pour un sauveur, justement symbolisée ici par la surréaliste rose bleue.

Nous allons donc d'un Capri à un autre en espérant qu'un chanteur de charme politique vienne nous raconter ce que nous avons perdu et ce que nous devons retrouver pour être enfin heureux.

La passion politicienne pour le passé est elle aussi un effet de parole.

CHAPITRE VII

DE MON AGENT DOUBLE À L'ÉLYSÉE

Sous la majestueuse et lumineuse III^e République, la fabrique du passé de l'école de la république relevait de deux agents d'influence : par l'oral, l'instituteur qui, déroulant des cartes sur le mur de la salle de classe, récitait la litanie des dates et déclamait aux enfants la genèse et le développement de la Patrie dans l'Espace et le Temps. Par l'écrit, les manuels d'Instruction publique, des manuels de culture littéraire dont le Lagarde & Michard reste le dernier monument. Espace, Temps, Idée. Aucun blabla. Un chant républicain.

Depuis, la fabrique du passé et le ravaudage du bonheur national qui est fini et que nous voulons revivre, ont été pris en charge par deux nouvelles agences oratoires : la classe professionnelle de la politique, avec celui qui veut être le récitant en chef au premier plan, Moi, Président, c'est une évidence (mais quelle sorte d'évidence?), mais aussi tout un chacun, et c'est moins évident.

Par exemple, M. Sarkozy, en se présentant comme l'homme de la situation et président bis lors de la primaire de la Droite et du Centre, avait invoqué « nos ancêtres les Gaulois ». On invoque toujours « Capri, c'est fini » quand il est question de « sauver » le pays. Fabrique du passé et projection salvatrice vont de pair depuis 1958. Les Gaulois, c'est fini, mais ils doivent revenir pour que

Blabla République

nous soyons enfin nous-mêmes et heureux – reprendre, on l’a vu, le chemin de Capri.

Sa prestation était en soi ni vraie ni fausse, et chacun peut y aller de son Wikipedia portatif pour décider de matières anthropologiques que seuls les savants peuvent, et encore, trancher concernant les racines, nécessairement mais puissamment imaginales, de notre patrie.

Là n’est pas le vif du sujet. Le vif du sujet est que la formulation a provoqué, comme on dit, « un débat » c’est-à-dire une cascade furieuse d’opinions. Tout un chacun immédiatement inventa son Capri, qu’il ne connut pas. *Caveat* : quand on entend « débat », méfions-nous, cela veut dire qu’il n’y en a pas, seulement des postures de parole.

D’un coup tout citoyen s’est inventé porte-parole. Et ça donna ceci, dans son jus à la langue malmenée (sur France Info) :

jo1934

D’accord avec Franco Gallus ! Mais bien sûr que si, nos ancêtres sont « les Gaulois » ! Pour en être persuadés il suffit de lire « l’identité de la France » de Fernand Braudel. Moi, mes deux parents sont nés en Italie du nord, et oui, mes ancêtres sont les gaulois !!! J’adhère au Roman national, qui comporte une part d’idéalisation, donc de déformation de la réalité historique.

FranceUnie > jo1934

Donc pour vous les Guyanais ne sont pas des français ? Si je préfère la choucroute à la baguette, j’adhère pas à la culture française, je ne suis pas français, c’est ça que vous dites ? Vous vous éloigner de la France, vous devriez revenir sur terre.

De mon agent double à l'Élysée

tetradze > jo1934

En parlant d'adhésion culturelle, quel héritage les français ont ils des gaulois? Ni coutume, ni lois, ni langue, ni religion, ni forme d'organisation gouvernementale ou sociétale, bref, pas grand chose?

Morazzani Anne

une personne issue d'une autre civilisation, chinoise par exemple, si elle devient française ne peut pas dire, mes ancêtres étaient gaulois, ça ne tien pas debout ce discours!

FranceUnie > Morazzani Anne

Est ce que ses discours on un jour tenus la route, non.

Son discours est de la pure démographique extrémistes et pire racistes car elle veut placer une différence entre les Français et les non-Français, de ceux qui y le sont et de ceux qui y sont un peu moins.

Le CSA et les droits de l'homme devraient être saisi rapidement car c'est d'une gravité immense ce qu'il a prononcé.

C'est même anti-constitutionnel, car il abolit l'égalité entre les Hommes.

Il n'y a rien à reprocher aux interlocuteurs du café du commerce numérique. Il n'y a jamais rien à reprocher à celui qui décide de s'exprimer. Par contre celui qui décide d'intervenir dans un espace de parole public pour opérer un effet public qui est supposé être sujet à débat public fabrique du savoir. On décide d'« être » en parlant et cela à des conséquences sur les autres, donc c'est du « parlêtre » qui permet en parlant de paraître, et d'exister. La chose nouvelle est que cette fonction, essentiellement régaliennne ou gaullienne, a passé du côté de tout un chacun.

Le parlêtre politique

Le parlêtre politique fabrique non pas du savoir scientifique mais du savoir social : grâce à un média social, une logique publique apparaît, un discours se fabrique, un savoir se transmet. Non pas du savoir testé, mais du savoir entre nous ce qui est le fond de toute politique.

Au sujet des Gaulois, dans l'enfilade du forum de France Info, ce savoir est scientifiquement aberrant (pour le linguiste : combien de mots gaulois sont les ancêtres du français ? une centaine, au bas mot, dont « alouette », sur cent mille mots français) mais c'en est un, de savoir.

Imaginez la réaction d'un élève en blouse grise qui, téléporté depuis de son ancienne salle de classe fleurant bon la cire d'abeille, l'encre violette et la poussière de craie, débarquerait dans le forum de cette logomachie de savoir purement expressif ? Il prendrait ces actes de parole, ce parlêtre, pour argent comptant, pour des faits réels, car on lui aurait appris à respecter le savoir venant d'un adulte, et une parole péremptoire. Sommes-nous, nous, immunisés contre ce faux ? Non.

Relisez les interjections du forum et comparez-les avec les diverses réactions des politiciens, et vous verrez peu de différence entre elles à ceci près que le politicien essaie d'ajuster sa remarque à une stratégie, même à court terme, mais à une stratégie de pouvoir tout de même. Il avance des pions.

Mais, gare ! la profession politique exige désormais ou provoque cette fabrique instantanée, venue des gens, interactive, de savoir individuel, car ces âneries donnent

De mon agent double à l'Élysée

de l'épaisseur, de la consistance, au parler politique lui-même. Elles lui servent de support et même de modèle.

Le blabla des blogs épaissit le blabla politicien.

Ils ne sont en rien antagonistes : ils sont au contraire dans une relation de symbiose, l'un se nourrissant de l'autre.

Cette relation fabrique alors du savoir « politique » sur tout et sur rien, elle outrepassa les limites de l'éducation et de l'instruction pour s'y substituer.

Les deux agences oratoires qui donnent une voix au « bonheur national à ressaisir », le politicien et le public numérique se soudent l'un à l'autre, dans un montage incestueux qui a pour effet d'augmenter la domination des uns sur les autres grâce à un échange où le politicien dit :

Contre le plaisir que je vous donne à commenter sur tout et sur rien, vous me laissez l'exercice effectif du pouvoir. Contre vos petites jouissances du « moi je dis que », que je renforce en veillant à ce que le Web soit à disposition de tous, 24/7, par mes plateformes, mes suivis, mes sites interactifs, mes tweets, laissez-moi la jouissance du pouvoir.

Double langage du chef

Telle est la manipulation du parlêtre : assurer l'existence d'un double langage.

Le seul objet de cette opération de langage, qui n'est ni un mensonge, ni une vantardise, ni une « mise en scène » (comme l'affirme M. Patrick Buisson dans son mouchardage sur son ancien maître), mais une opération avec le matériel même de la politique à savoir le langage comme effet, qui est de vouloir montrer que moi, parleur d'État, je parle comme le chef que vous désirez tant.

Blabla République

Ce qui est fascinant dans les confidences sous un buisson enregistrées par l'ancien conseiller politique n'est pas la teneur des propos de l'ancien quinquennal, mais que celui-ci les tint tels quels, et à quel point sa parole publique fut et reste très peu en décalage par rapport à sa parole privée.

Ce qui est frappant est comment le parlêtre public de M. Sarkozy, en direction du peuple, est en coalescence avec son dire dans le cénacle, à quel point M. Sarkozy est... honnête.

Le véritable scoop eût été de montrer comment M. Sarkozy en privé, dans le cercle familial de la parole, est posé, circonspect, pondéré, machiavélien au sens pur du mot, qui est le calcul judicieux et sans excès de la fin et des moyens, et comment il aurait choisi, dans sa parole publique, d'être tour à tour cajoleur et brutal, pompeux et populaire, hautain et canaille. Voilà ce qui aurait été fort. Mais hélas le sujet lui-même est faible. Sarkozy cause au peuple comme, hélas, il cause toujours.

Aucun double langage, hélas, ici, mais une affligeante naïveté de ton.

Or, dans le logiciel gaullien, le chef doit parler un double langage. Nous le savons. Nous le voulons. Parler double est une marque de sagesse politique.

Hollande blog

Ici donc est le coup de publicité, génial, des diverses confessions de M. François Hollande : le peuple (non pas les familiers) découvre un double langage présidentiel, celui de l'entre-soi et celui du pour vous. Quand les magistrats en hermine s'offusquent de ce que le président dirait entre

De mon agent double à l'Élysée

soi à leur sujet, aux antipodes de sa parole officielle, ils feraient mieux que réfléchir sur la parole de justice qui consiste à faire parler un accusé selon des règles imposées.

Il existe un bel effet de séduction à découvrir que, comme De Gaulle, M. Hollande dit des choses atroces ou décalées sur le peuple dont il est le premier magistrat.

Qu'il le révèle est une nouveauté : c'est un effet internet, un effet blog, un effet forum – donc sans sanction puisque fabriquer du savoir social en déblatérant « moi, je » est énorme. Président de fait « normal ». Un sans-faute. Il a damé le pion à ses concurrents guindés.

Au fond de ce registre de la parole politique en France gît ceci : la V^e République est fondée sur le double langage du chef dont le label de marque reste, il faut en convenir, l'extraordinaire antiphrase à sa quasi-fondation : « Je vous ai compris ».

De Gaulle avait effectivement compris ce que les Français d'Algérie voulaient, mais il avait décidé d'agir en sens opposé, ayant pesé les bénéfices à long terme d'une reddition contre ceux d'une victoire militaire. Cette phrase à double entendre lui assura le pouvoir.

On s'y habitua et on décida, dans ce savoir social créé par la parole présidentielle, transitant alors par les médias téléguidés de l'ORTF et de la presse imprimée, que dire une chose pour en signifier une autre était le véritable art de gouverner. Il faut parler avec une langue double – leçon que Mme Le Pen a tirée jusqu'à la lie qu'elle fera boire son assemblage électoral.

Ce n'est donc pas tant le prétendu roman national qui importe ici que l'épisode très particulier de la BD nationale qui nous envoûte depuis 1958 selon quoi, de bulle en bulle, il est devenu la règle de parole que le chef

Blabla République

dise une chose à son cercle intime et en dise une autre au peuple, afin que par ce jeu de mésentente et de double entendre, il puisse (nous le désirons) démontrer que la duplicité est une force de caractère, que le monde doit être divisé entre ce qui se dit et ce qui se déclare – pour nous sauver la mise.

Étrange régime politique que celui-ci qui a créé une chefferie de parole où il est admis que le président parle double, tandis que les élites s'adonnent d'abord aux plaisirs du spectacle offert par elles-mêmes, le président qui parle, avant de pépier sans vergogne. Et toute honte bue.

DEUXIÈME PARTIE

BLABLA DES ÉLITES

CHAPITRE VIII

CES RENTIERS DE LA PAROLE

Voilà cent trois ans, Jean Jaurès était assassiné. Il déclarait la paix contre ceux qui voulaient déclarer la guerre. Un exemple admirable pour saisir que la parole politicienne, elle, au contraire, relève de la gestion d'une rente.

À rebours de la frénésie qui avait saisi toute la classe politique, de la droite à la gauche, et commençait à emporter le peuple, celui des campagnes et celui des usines pourtant jusque-là méfiant envers la guerre et l'armée, y compris la jeunesse estudiantine et ouvrière que Jaurès, au cours de cette même année, avait mise en garde contre l'emportement de « l'instinct », dans une suite remarquable de discours contre la guerre qui sont un des plus hauts moments de l'éloquence politique française, Jaurès donc, dans son ultime discours, prononcé à Bruxelles, le 29 juillet 1914, eut une formule terrible, un argument clair et distinct, qui va me servir de clef rhétorique pour analyser où nous en sommes du « c'est la guerre » dont tout le monde se gargarise, et comment on peut en tirer une leçon plus générale : à savoir que la parole politicienne sert à nous gérer et non pas à nous gouverner.

Le salaire de la peur

La voici, cette formule de Jaurès, et voici l'argument :

Voulez-vous que je vous dise la différence entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise ? C'est que la classe ouvrière hait la guerre collectivement, mais ne la craint pas individuellement, tandis que les capitalistes, collectivement, célèbrent la guerre, mais la craignent individuellement.

Il suffit changer deux ou trois mots, pour adapter l'argument à la situation actuelle, c'est-à-dire au fait, pas si inédit que le disent des médias, que des élections nationales vont se dérouler sous un état d'urgence, et au milieu d'une guerre dont la classe énervée nous rebat les oreilles qu'elle existe. Voici la formule adaptée à 2017 :

Voulez-vous que je vous dise la différence entre la classe moyenne et la classe politique ? C'est que la classe moyenne hait la guerre collectivement, mais ne la craint pas individuellement, tandis que les politiques, collectivement, célèbrent la guerre, mais la craignent individuellement.

La France est une immense classe moyenne, si immense qu'on use du pluriel afin de préserver, tout de même, les différences qui font les délices de l'égalité et tergiverser avec la hantise du déclassement – un professeur des universités n'est pas exactement un professeur des écoles, et une caissière qui travaille cinquante heures en zone dite touristique n'est pas une intermittente du spectacle qui théâtralise en Avignon *off* pendant un mois.

Ces rentiers de la parole

Mais, se superposant à cette immense classe moyenne, existe une classe politique qui se comporte, *de facto*, comme ce que Jaurès appelait la classe bourgeoise à savoir que, telle la bourgeoisie d'alors qui se définissait par la rente (et non pas le salaire), nos politiques sont des rentiers – mais des rentiers du pouvoir, et des rentiers de la parole politique.

Or qu'est-ce qu'une rente sinon l'art de calculer et de minimiser les risques attachés à la rente ? Nos politiques agissent de même : ils calculent constamment le risque de cette extraordinaire rente de pouvoir qu'ils ont acquise soit gratuitement par une éducation supérieure à aucune autre en Europe dans les cinq grandes écoles de la République, soit par le passage privilégié de la fonction publique aux fonctions électives et aux diverses nominations régaliennes, soit par l'héritage familial. Le plus souvent les trois modes d'accès à la rente politique se superposent, se renforcent, s'optimisent. Ne citons aucun nom. La rente de pouvoir est le salaire de la peur qu'inspire le peuple

Les rentiers du pouvoir donc ont appris à éliminer le risque et la peur – en parlant. Ils retombent toujours sur leurs pieds – en parlant. Ce sont des artistes dans leur genre, et des experts qui, génération après génération, s'assurent que la classe rentière de la politique se survit à elle-même – en parlant. Elle se déclare « normale », oui, car c'est elle qui fixe les normes du statu quo. Je suis normal = je suis dans la norme, la norme de l'accaparement du pouvoir.

Le normal parle et le moyen subit

Ce Français « normal » n'est pas le Français « moyen ».

Par contre la classe moyenne, c'est-à-dire les citoyens qui sont au milieu du terrain, à qui on demande à chaque élection de jouer leur rôle – « allez, jouez la partie, les bleus contre les roses, les verts contre les orange, tapez dans le ballon électoral, marquez des points, c'est la coupe de l'Euro électoral » –, les citoyens moyens, eux, vivent le risque : salaires, prestations, sécu, coût de la vie, et maintenant le terrorisme islamique. Les milieux de terrain, à Paris, à Nice, à Rouen, en prennent plein la tronche comme dirait une dame forte en gueule de la classe de la rente politique, car c'est très chic, n'est-ce pas, chère amie, d'imiter le parler popu. Le risque est là.

Relisons donc la phrase inspirée de Jaurès :

Voulez-vous que je vous dise la différence entre la classe moyenne et la classe politique ? C'est que la classe moyenne hait la guerre collectivement, mais ne la craint pas individuellement, tandis que les politiques, collectivement, célèbrent la guerre, mais la craignent individuellement.

La différence entre les Français moyens – qui se font insulter dans un lieu public, frapper au visage dans un café, égorger dans une église, mitrailler sur une plage, écraser dans la rue, poignarder devant une caserne, tuer dans des opérations militaires, pulvériser dans un avion, brûler vif dans leur voiture ; qui se voient perdre des allocations, quémander des aides scolaires, hésiter à aller

Ces rentiers de la parole

chez le docteur, ratiboiser leurs économies, s'exiler de plus en plus loin vers les périphéries appauvries – et la classe des rentiers politiques est que les Français moyens, eux, subissent les risques.

La colère des Français moyens, ire qui monte face à ce qui ressemble de plus en plus à une guérilla de partisans guidée par l'idéologie djihadiste, colère qui gronde face à la ruine de leurs retraites, angoisse noire à la pensée que la richesse nationale ne leur est plus dévolue et que leurs enfants auront une vie de chien, est une fureur grandissante contre le refus de la classe politique d'assumer les risques que, eux, les gens, prennent quotidiennement par le simple fait qu'ils existent, qu'ils sont (encore) en vie.

Le refus de déclarer la guerre est un exemple majeur. C'est le risque le plus flagrant que la classe politique ne prend pas, car elle serait soudain face au risque, au véritable risque, au risque pour lequel il faudra désormais peser ses mots car de chaque mot dépendra le balancement terrible de la grande faux. Alors on dit « la guerre », comme on dit « lave plus blanc que blanc ». On en parle comme d'un produit dont on entend tirer un profit, à court terme, à coups de déclarations. On va d'attentat en attentat en parlant, on gère. On ne gouverne pas.

Écoutez cette belle phrase des rentiers du pouvoir : « C'est la guerre, disent-ils. Ah ! Donc on déclare la guerre. Ah, non ». Voyez le tour de passe-passe qui piège le réel : jadis, on disait « la France déclare la guerre », et la guerre, à cet instant, devenait réelle – en philo, c'était, jadis, l'exemple classique d'un verbe « déclaratif », c'est-à-dire d'un verbe qui inclut l'action qu'il déclare. Impossible pour la France en 1914 de déclarer « c'est la guerre » et de ne pas du même geste engager la bataille. Ou alors,

Blabla République

on nous déclarait la guerre (comme certains des rentiers politiques l'ont dit : « Ils nous ont déclaré la guerre »), et nous assumions, en ordre de bataille. Impossible de se défilier devant le risque.

Eh bien, nos rentiers qui détestent tout risque personnel, y compris le risque structurel de voir leur système de pouvoir disjoncter, ont inventé le déclaratif qui ne déclare rien. « C'est la guerre ». Ah, oui, où ça ? Ah, là ? Encore un massacre parmi les moyens, nous allons faire une déclaration à la presse, serrer des mains, énoncer des platitudes. Que c'est triste. « Horreur » clame un tweet. « C'est la reprise économique ! » Ah, oui, où ça, pour qui, montrez-nous !

« Pas de bol »

« Pas de bol », aurait dit le président au sujet de la crise terrible de l'emploi qui paupérise déjà la génération suivante. Il déclare « pas eu de bol », c'est-à-dire : le garde-manger est vide. Très bien, alors, que fait-on ? Mais évidemment : une campagne électorale, *what else* ?

Dans un cas extrême, un Français moyen n'hésite pas à risquer sa vie en voulant arrêter un terroriste ou prendre sur soi et prêter main-forte aux Restos du cœur. Mais il redoute la guerre, extérieure ou sociale, car il sait que de ces grands chambardements il est toujours la première victime : malheur et pauvreté, et repartir à zéro. Il redoute tout autant la guerre sociale que la guerre réelle.

Le rentier politique veut la guerre, extérieure ou sociale, pour montrer qu'il gouverne, mais il redoute le risque que la guerre, réelle, lui fait courir, à lui-même

Ces rentiers de la parole

personnellement et au système dont il est un élément, à savoir perdre sa rente de pouvoir, et il se contente donc de dire « c'est la guerre » ou « c'est la crise ». Et d'en appeler donc aux « moyens » pour aller former une garde nationale ou reformer une réserve, ou militer dans des associations caritatives et d'entraide sociale – et ceux-là y vont, mus par ce mouvement personnel d'acceptation du risque, ou d'humanité – cet instinct généreux en soi mais en réalité asservissant dont parlait Jaurès.

Doit-on supposer que la classe gestionnaire désire la crise et le chômage pour simplement stabiliser sa rente de pouvoir, et secondairement ce qu'elle nomme gouverner et qui n'est que gérer ? Probablement, car elle ne risque rien.

Le véritable risque se nomme gouverner.

L'histoire-logorrhée

Un autre dada de la classe des rentiers de la politique est de nous donner des cours d'histoire, rebaptisée « mémoire ». En invoquant le passé ils veulent nous dire qu'ils en ont tiré les leçons, pour l'avenir et pour nous.

L'historio-logorrhée est une autre manière de gérer le pouvoir. Elle semble belle et bonne, et fournit l'occasion de discours pleins de pathos et vibrant d'images fortes, de clichés grandiloquents qui passent pour de la culture. Ventriloquie.

La classe politique serine le devoir de mémoire comme le rosaire obligatoire de la République, on nous pousse dans les corrals des lieux de mémoire, on nous fait la leçon jusqu'à plus soif avec le souvenir et « les anciens », mais il faut craindre que ceux-ci qui possèdent la mémoire

Blabla République

vive et charnelle du passé soient en réalité réduits à un pénible hochement de tête et au geste d'une canne qui dit « dégagez ».

La polémique sur « nos ancêtres les Gaulois », déjà évoquée, est exemplaire : cette phrase que M. Sarkozy a sûrement prononcée pour provoquer la réaction du camp d'en face, un lieu commun mémoriel au sujet duquel une ministre en place a montré son ignorance immédiate, *ipso facto* prouvant ce que l'ancien président voulait exhiber – que le camp d'en face possède un sens différent, mais tout aussi à courte vue, du passé de notre patrie –, cette phrase illustre justement comment on fabrique, en politique, du faux langage historique, tout en marquant un point.

L'ancien président a raffermi son camp, et la ministre s'est ridiculisée en citant de travers le titre du livre d'où est tiré le lieu commun, tout en ralliant son camp à sa rescousse. On a assisté à un épisode comique de la série culte *Game of Thrones*. Mais le bêtisier historique a ceci de terrible qu'il fonctionne à tous les coups. Aucun risque.

Parole réduite à des lieux communs

Le mécanisme mental de ce genre de parole fixe vient de ce que les professionnels de la politique, issus soit des écoles d'administration publique soit des écoles de commerce et de gestion, ou assistés de collaborateurs qui ont sucé le lait MBA à la mamelle, sont rompus aux méthodes rhétoriques des résumés, des *executive summaries*, et des mémos. Ils sont férus de cette réduction de la pensée à des lieux communs qui servent de façade argumentative

Ces rentiers de la parole

à une stratégie donnée, elle-même fondée sur le court terme et le retour sur investissement.

Mais ils savent, car de méprisables spécialistes en communication le leur ont chèrement dit, que cette stratégie doit absolument se recouvrir de plis rhétoriques abondants et se draper de mots sonores pour que le peuple ne s'aperçoive pas du silence qu'on lui impose (comme on réduit au silence les petits actionnaires).

Il est clair que ces élites sont incapables de penser autrement que par de tels lieux communs, brefs et cinglants, qui existent afin de servir à autre chose que la délibération et le débat, c'est-à-dire seulement à une stratégie de rendement en vue des élections.

La mésentente

La disjonction, la més-entente au sens fort du mot, entre la classe des rentiers du pouvoir et les Français s'aggravent à chaque tour de passe-passe.

Chaque fois que vous entendez un politicien entonner le grand récit de telle ou telle « mémoire », imaginez les sottises qui se sont échangées dans la salle de réunion. Imaginez que comme pour *Game of Thrones* Radio France se mette au diapason de HBO qui « vient de délivrer un petit cadeau pour les fans de la série en publiant cette nouvelle vidéo de bêtisier de la saison 6 de *Game of Thrones* qui devrait ensuite se retrouver dans les bonus des coffrets DVD. Comme tout bon bêtisier, on y retrouve des soucis de dialogue, des aléas de tout genre comme avec le matériel ou des plaisanteries et autres fous rires des acteurs, le tout pour notre plus grand plaisir ». Et que

Blabla République

l'enregistreur caché de la radio nationale nous donne la vidéo de la réunion.

On entendrait le langage sous la parole.

Le plus grave est que les Français ne disposent pas encore de cette vidéo cachée, c'est-à-dire du lexique et du langage nécessaires pour contrecarrer la langue perverse de ceux qui ne prennent aucun risque, et nous maintiennent dans des risques incessants.

CHAPITRE IX

J'ÉJACULE À TOUT VENT

Comme pour les logiciels, qui n'ont pas d'autre logique que leur montage mathématique qui reste inconnu des utilisateurs, les politiciens ont développé récemment un logiciel de base qui n'a pas d'autre souci public qu'une brève éjaculation, le logiciel étant caché au public.

Éjaculation ? Oui, au sens original, très original, qu'aucun prêtre n'osera plus prononcer au risque d'être accusé de turpitude, de « prière courte, émise à intervalles réguliers, avec force et un débit rapide ». L'éjaculation est également « fervente » selon la théologie.

Vous avez là la définition du logiciel-tweet politicien : une prière politique, à tout bout de champ, fervente et même fiévreuse dans son appel, urgente, débitée à hue et à dia. Une prière adressée « au peuple », écoutez-moi, entendez comment je suis présent partout à la fois à calmer les drames, célébrer les exploits et accuser les méchants. Le tweet transforme la parole politique en une litanie sans queue ni tête – sauf une obsession : ensemençer le terrain.

Mais où sont les neiges d'antan ?

Tels, les tweets fervents de M. Manuel Valls, en date par exemple du 25 août 2016 : « Sonia Rykiel, c'était cette fabuleuse créatrice de mode qui a réinventé la femme moderne », « Célébration du centenaire de deux Évryennes », « Croissance, emploi, jeunesse, sécurité : les sociaux-démocrates unis pour une Europe qui protège ses citoyens », « Alerte canicule : adoptons les bons gestes ». En un jour.

Rien de faux là-dedans, mais à quoi cela sert-il, et qu'est-ce que dessert ce blabla incessant qui nivelle, par ailleurs, l'égorgement d'un prêtre avec un médaillé olympique ou fait qu'on enchaîne une célébration du président « combatif qui défend la France » avec des cris d'horreur convenus, quelques heures après, sur le massacre de Nice : « Immense douleur le pays est en deuil » ?

Quiconque sait lire et lier (car lire c'est lier des phrases), voit bien que si le président est bien ça, « combatif qui défend la France » dès lors ceci, « immense douleur le pays est en deuil », n'aurait pas dû arriver. Mais dans l'univers jaculatoire et fervent du tweet, où chaque événement a la même valeur, aucun lien logique n'est à l'œuvre.

Au contraire l'accumulation d'instantanés et de phrases primaires existe pour empêcher qu'on fasse des rapports de cause à effet. Pour éviter que lire fasse lier et relier.

On est assourdi par le bruit des tweets.

On en vient à regretter les formidables débats qui mettaient aux prises Georges Marchais avec ses adversaires, et la puissance jubilatoire de la dialectique communiste

J'éjacule à tout vent

qui forçait les autres, Jacques Chirac par exemple, à argumenter, pied à pied, et pendant trois heures.

« Le peuple », objet de tous les désirs des politiciens, se voyait offert une leçon de parole politique. Les parents faisaient asseoir les adolescents face au poste : « Regarde, André, regarde, Florence, regarde et apprends ». Ces grandes altercations sur des choix fondamentaux (communisme ou capitalisme ?) rythmaient la vie de la parole politique. Comme le disait François Villon, « mais où sont les neiges d'antan ? »

Depuis, le balbutiement bègue du tweet a remplacé le grand spectacle éloquent et pédagogique du débat contradictoire, argumenté, vif, intelligent, formateur des citoyens, jusqu'aux plaisanteries de Thierry Le Luron sur l'invention verbale d'un Marchais qui ne faisaient en réalité que répercuter le prestige de ces moments de prestation de la parole en république.

Il faut haïr le tweet. Il faut lui tordre le cou, à cet oiseau de mauvais augure.

En anglais en effet un oiseau fait *tweet-tweet*, cui-cui. *Twitter* : gazouiller pour un oiseau, jacasser pour une personne. Vous aurez noté la variation, *tweet* (l'onomatopée) et *twitter* (le verbe) et comment la firme commerciale (Twitter, Inc.) a un sens aigu de la langue anglaise, plus que notre ministre de la langue française (« Je suis gênée » dit-elle face à un « islamophile », la bouche en cul de poule, bref c'est une poule, gênée) : Twitter, (« i ») enregistre des tweet (« ee »).

Le discours politique est devenu du cui-cui. Le tweet réduit un long discours à une onomatopée, il encapsule un discours bavard dans une pastille sonore, il vous donne, là, tout cuit, ce qui est le fond, la substantifique moelle

d'un politicien. Je n'irai pas jusqu'à appliquer le conseil de Rabelais, de « sucer la substantifique moelle » des tweets mais comme il existe assez de *suckers* (les médias) pour donner créance aux tweets de Valls, autant prêter l'oreille.

Anatomie du parler-tweet

Bref, prenons un exemple de politicien, M. Valls : il fait cui-cui ou jacasse. Il n'est ni pire ni meilleur que ses coreligionnaires politiques. Il est probablement un des plus attractifs par son enthousiasme à vouloir bien faire, et à en faire trop.

Pie jacasse donc ? Exagéré ? Non, en anglais il y a pire : un *twit*, c'est un crétin, *what a twit!* « mais quel c*** ! » Il y a mieux, dans la galaxie Twitter si prisée des jacasseurs en tout genre, *to twit* c'est « taquiner » (en patois BCBG *Figaro Madame*) ou « faire de la provoc' » (en fransé normal). Pas mal, non, le tweet, si on gratte un peu ? *Great*. Malgré tout, si on choisit le tweet, il faut en supporter les conséquences.

On reconnaît un tweet de la pie jacasse Valls au premier son. Comme une onomatopée. Lisez trois pages de ses tweets et vous serez dispensé des longues analyses des hebdomadaires et des quotidiens, et même Jean-Jacques Bourdin, sur ce que pense Valls. Il suffit de lire ce que le *twit* raconte.

Donc depuis 05 h 54 du matin, le 31 août 2009, Manuel Valls est devenu @manuelvalls, pie jacasse qui tweete.

Logique du cui-cui

À la date d'aujourd'hui : 1 303 cui-cui. Un ramage modeste mais suffisant pour se faire une idée de la substantifique moelle de la parole valsienne, la quintessence de ces discours, interviews, et autres shows verbeux. En lisant les tweets on arrive au logiciel caché qui les organise.

Jadis on imposait aux élèves de rhétorique, une élite qui se destinait à gouverner, de se constituer une réserve de phrases toutes faites, de citations personnelles, de tournures à réemployer, pour gagner du temps et pour avoir un *brand*, un style à soi, un trésor, comme on disait, de formules. Une jacasserie Twitter c'est cette réserve à l'envers : au lieu de se la constituer avant de parler, on la remplit peu à peu en parlant. Comme une pie jacasse en piquant de-ci de-là tout ce qui brille.

À savoir : le *twit* Valls aime la pseudo-maxime morale : « Sans moyens pour les forces de l'ordre et la justice, il n'y a pas d'autorité ». Pourquoi un « s » à « moyens » ? Peut-être qu'il a voulu dire « cent » ? De fait, dans le cui-cui, on parle le tweet et puis on l'écrit : c'est de la parole transcrite. Alors on se mélange un peu les homophones. Et quel rapport entre l'autorité et la justice ? L'autorité relève de l'exécutif, pas la justice. À l'exécutif de veiller à... ah, j'oubliai, en France, la justice n'est pas le troisième pouvoir (encore moins le premier en dignité comme aux *States*) mais une branche de l'administration, derrière la police – *dixit* l'ordre des mots. Comme quoi lire et lier a son bon.

Pie jacasse aime la première personne du pluriel : « Je comprends que les Français puissent avoir peur, mais nous

devons être forts et faire face avec nos valeurs», « Notre devoir, c'est de faire en sorte que notre modèle donne envie d'être Français », « Nous frapperons fort, nous frapperons juste. Et nous gagnerons ».

Nous ? Il veut dire quoi, est-ce un « nous » de majesté par hasard ? Passe-t-il, vite fait cui-cui, du « nous » normal, celui du vivre ensemble, au nous régalien ? Il y a trop de « nous » dans ses tweets : signe invétéré d'ambition et d'autosatisfaction ? Mieux : d'identification entre « les Français » et Valls, la pie jacasse sur le perchoir.

Il aime bien twitter sur un ton péremptoire, sur tout et n'importe quoi, en salve : le champagne, « Admiration et fierté devant l'excellence de nos savoir-faire ancestraux au Chai du fondateur Hennessy à Cognac » ; la musique, « Audace, innovation, créativité, voilà ce que fut Pierre Boulez pour la musique française, qu'il a fait rayonner partout dans le monde » ; la Jordanie, « Face aux défis de notre siècle - terrorisme, urgence environnementale - la Jordanie répond toujours présent ». Pie jacasse sait tout, a une opinion sur tout, tranche de haut. Autant d'importance que le dindon et de parure que le paon.

@manuelvalls fait donc le *twit* (voir définition ci-dessus) à trop vouloir jacasser : « Face au totalitarisme islamiste, la France mènera une guerre implacable ». « Implacable » c'est-à-dire « dont la dureté, la violence est excessive, inhumaine » ? Désolé mais c'est ce que veut dire le terme dans le dictionnaire, et j'entends les faucons perchés dans l'arbre de la volière pousser des cris d'orfraie : « *Yes ! yes ! yes !* Bien dit la pie jacasse, la bonne solution contre les djihadistes c'est d'être excessivement dur, violent, inhumain. Et tant qu'on y est contre les manifestants anti-loi-travail. » « Ah non, ce n'est pas ce que Nous voulions dire », réplique le

J'éjacule à tout vent

twit @manuelvalls, « je faisais du *twit*, de la provoc'. Pas plus. »

L'agace (autre nom de la pie bavarde) a son côté pigeon qui roucoule : « Ce soir, fidèle à lui-même, le peuple de Paris est en terrasse et ne cède pas ! ». Héroïsme et courage : apéro en terrasse (tiens ! un alexandrin). Vive l'agace, qui se moque de nous sans même s'en rendre compte. Hélas, l'agace donne dans l'absurde à force de tweeter à tout va : « Profonde tristesse car Leïla Alaoui, c'était l'engagement, la culture, le talent. Tout cela, les terroristes ne pourront jamais l'abattre ». Mais elle a été abattue, n'est-ce pas, donc ? donc... ? On réfléchit un peu avant de jacasser, on se relit ? Non, car on tweete : on parle avant de réfléchir.

Valls, Manuel, agace, arrivé 31-8-2009 : possède à son répertoire cinq vocalisations typiques de son espèce, à savoir : le goût de la formule sentencieuse qui révèle imprudemment le fond de la pensée ; une certaine pomposité satisfaite de soi ; un ton péremptoire d'omniscience ; un désir irrépressible d'en imposer par des expressions fortes, et dangereuses ; le comique malgré lui : la pie se dit en latin *pica pica*.

Le tweet ou défaite du citoyen

La parole fragmentée des réseaux sociaux, symbolisée par Twitter qui a longtemps été aussi le canal favori des djihadistes (on ferait bien de peser cette similitude des instruments d'hébertude), a remplacé la parole continue de la vie nationale.

Et les politiciens ont bien compris que pour faire semblant de « parler au peuple », pour simuler qu'ils parlent

Blabla République

notre langage et dissimuler qu'en réalité ils ne nous parlent pas, Twitter et compagnie sont du bain béni.

Le tweet fait le politicien.

Mais le tweet nous défait comme citoyens car il réduit la parole politique à des bribes instantanées, des éjaculats stériles. Il réduit la durée politique à du vécu fragmentaire.

Or la politique doit être noble : elle est ce qui rajoute de la vie à l'homme. Elle n'est pas ce qui enlève à l'homme du vécu.

Les bêtes n'ont que la vie, qui va de moment en moment, vivant dans des instantanés ou des mémoires instinctives, enracinées dans le physiologique de la survie de leur espèce – la tortue retourne pondre où elle fut pondue. Le citoyen ne retourne pas pondre un œuf où il a été pondu, ou nous en serions encore à voter pour Clovis.

Les êtres humains ont une vie en plus, qui s'appelle : la vie politique.

Quand la parole politique ramène notre vie à du vécu délié, à des instincts grégaires brièvement assumés, à une poursuite du simple réactif, nous redevenons des animaux, qui crient.

Voilà pourquoi le tweet est un des instruments préférés des politiciens : ils nous disent que c'est eux qui détiennent les secrets de la survie de notre espèce, la République ou la France, mais ils nous réduisent du coup à l'hébétude, c'est-à-dire à l'état de bêtes pour qui la vie est sans politique, car incapables ensemble d'une véritable prise de la parole, comme on prit jadis la Bastille.

CHAPITRE X

SNAPCHAT PARLEMENT

Temps maximal de lecture sur l'application Snapchat ? Dix secondes. Snapchat c'est un mot formé, en anglais, *of course*, sur *snapshot* : un cliché, un instantané photo. Vite fait, bien fait, pris sur le vif. Snapchat : instantané parole.

Eh bien, voici un cliché du travail de la parole parlementaire, un instantané pris sur le vif d'un débat sur un problème essentiel de la vie politique depuis l'émergence du terrorisme islamique organisé. *Snapshot* édifiant. Dix secondes, en quelque sorte, de la parole de nos représentants. Évidemment dix secondes se comptent en minutes dans l'auguste hémicycle.

Oyez manants, vos députés parlent

Le mardi 19 juillet 2016, en soirée, l'Assemblée nationale vote sur la Prorogation de l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et modifiant certaines de ses dispositions (n° 3968, 3978). L'attentat de Nice a eu lieu quatre jours plus tôt.

M. Christian Jacob, président du groupe Les Républicains, dépose une motion de renvoi de la loi en commission en demandant que soit pris en considération ceci :

Blabla République

Nous demandons aussi la fermeture immédiate, par les préfets, des mosquées salafistes dans lesquelles nos valeurs sont piétinées, dans lesquelles les lois religieuses s'imposent aux lois de la République. C'est là que la République doit prouver qu'elle est partout chez elle. Elle doit refuser ces zones, qui ne sont même plus de non-droit mais d'un autre droit, d'un droit que nous ne voulons pas, que nous n'acceptons pas, en France.

La motion est rejetée et l'Assemblée, qui à ce moment ne compte que 368 votants sur 577 députés du peuple – où sont donc les autres 209 qui représentent à peu près 16 millions de citoyens électeurs? –, passe à la Discussion générale et puis à la discussion des articles et des amendements à ceux-ci.

Deux amendements identiques, n° 8 et 89, reprennent la formulation de Christian Jacob. La discussion a lieu sur les amendements. Le vote a lieu. Amendements rejetés.

Des députés présents, qui sont nos représentants, 306 seulement sont alors dans la chambre, 303 expriment leur vote, 139 acquiescent, 164 rejettent, 3 s'abstiennent. En somme 271 députés sont allés souper, et 21 millions de citoyens électeurs sont ainsi réduits à patienter à la porte de la cantine. Bref seulement la moitié des électeurs ont été représentés lors de ce vote.

Du groupe socialiste, écologiste et républicain (291 membres), 153 votent contre, tandis que M. Fr. Loncle s'abstient avec une froide détermination. Du groupe Les Républicains (198 membres), seulement 120 soutiennent M. Jacob, les autres étaient courageusement à la buvette, et font perdre le vote à leur chef de file. Quant aux moindres groupes et non-inscrits l'électeur notera que sur les 30 membres de l'Union des démocrates et

Snapchat parlement

indépendants, seulement 7 auront fait le déplacement, que des 15 honorables représentants du peuple appartenant au groupe de la Gauche (pourtant) démocrate et républicaine un seul sera dans l'hémicycle, un seul qui, prenant son audace à deux mains, s'abstiendra. Tout compte fait ce sont les non-inscrits qui, forts de 25 membres, font assez bonne figure puisque 14, plus de la moitié, répondent présents.

Et maintenant, Snapchat ou *snapshot*, la parole est aux illustres représentants de la *vox populi* et de la très étrange mais terriblement résiliente notion, due à Jean-Jacques Rousseau, de la « volonté générale ».

Voici le débat sur les amendements tel qu'il eut lieu :

M. LE PRÉSIDENT. – La parole est à M. Guillaume Larrivé, pour soutenir l'amendement n° 8.

M. GUILLAUME LARRIVÉ. – Au-delà des questions rédactionnelles et techniques qui ne sont pas négligeables, et qu'a évoquées le rapporteur, posons-nous quand même ce soir des questions de fond : voulons-nous, oui ou non, accélérer la fermeture des mosquées salafistes ? Voulons-nous, oui ou non, accélérer la dissolution des associations, groupements de fait ou structures diverses qui gèrent ces mosquées ? Pour nous, députés Les Républicains, la réponse est oui.

Nous considérons que l'état du droit, qu'il s'agisse du code de la sécurité intérieure avec des vieilles dispositions héritées d'un décret-loi de 1938 ou même des dispositions actuelles de la loi relative à l'état d'urgence, n'est pas satisfaisant, car il n'a pas permis aux différents gouvernements, jusqu'alors, de procéder véritablement à la fermeture non pas seulement de certaines, mais bien de toutes les mosquées extrémistes qui constituent une menace pour l'ordre public.

Blabla République

Avec cet amendement et l'amendement suivant, nous souhaitons permettre un exercice de vérité. Chacun doit prendre ses responsabilités. Si vous souhaitez, comme nous, dissoudre ces associations et groupements, et fermer ces mosquées salafistes, alors il faut donner au ministre de l'intérieur et aux préfets des pouvoirs exceptionnels dans le cadre de la loi sur l'état d'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur les amendements identiques n° 8 et 89, je suis saisi par le groupe Les Républicains d'une demande de scrutin public.

Le scrutin est annoncé dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. La parole est à M. Jacques Myard, pour soutenir l'amendement n° 89.

M. JACQUES MYARD. — En effet, il faut regarder les réalités en face et se donner les moyens de lutter contre des prêches tenus dans des mosquées, qui vont à l'encontre de l'ordre public français, c'est-à-dire des lois de la République. Cet amendement n° 89 a pour objectif de donner au ministre de l'intérieur et aux préfets les moyens d'ordonner la fermeture de tout lieu de culte lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser que celui-ci constitue une menace pour l'ordre public. Si nous avons aujourd'hui un slogan à reprendre, c'est celui-ci : les libertés républicaines ne sauraient être utilisées par des activistes pour agir contre les principes et les valeurs de la République. Si nous devons, bien entendu, respecter les cultes, nous devons être d'une très grande vigilance et d'une très grande fermeté à l'égard des prêches de haine, qui vont contre la République.

M. CHRISTIAN JACOB. — Très bien !

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est l'avis de la commission sur l'ensemble de ces amendements ?

Snapchat parlement

M. PASCAL POPELIN, *rapporteur*. – Je reviendrai en particulier sur les amendements n° 8 et n° 89, considérant que pour les précédents, les arguments de rejet restent les mêmes. Ces deux amendements posent des questions intéressantes et les préoccupations qui y sont exprimées doivent être prises en considération. Mais l'état de notre droit en matière d'état d'urgence fait que ces amendements sont totalement satisfaits. En effet, l'article 8 de la loi de 1955 autorise la fermeture provisoire des lieux de culte, et plus généralement de tout lieu de réunion, pendant la durée de l'état d'urgence. C'est d'ailleurs sur ce fondement que quatre mosquées ont été fermées depuis le début de l'état d'urgence. L'amendement doublonne également à 99 % avec la partie de la loi relative à la dissolution d'associations cultuelles, la seule différence proposée étant que la décision ne serait plus prise en conseil des ministres, mais par le ministre de l'intérieur ou le préfet. On va regarder si l'on peut, au cours de la navette, à trouver un dispositif plus adapté à l'objectif que vous fixez, mais en l'état actuel, votre proposition apporte très peu par rapport à ce que le droit permet déjà.

MME VALÉRIE BOYER. – Nous le redéposerons au Sénat !

M. LE PRÉSIDENT. – Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. MANUEL VALLS, *Premier ministre*. – Même avis.

M. LE PRÉSIDENT. – La parole est à M. Laurent Wauquiez.

M. LAURENT WAUQUIEZ. – Dans le prolongement des interventions de Guillaume Larrivé et d'Éric Ciotti, je voudrais souligner qu'il s'agit d'un thème qui nous paraît exemplaire de l'approche du Gouvernement. D'abord, y a-t-il, oui ou non, aujourd'hui, en France, une centaine de mosquées salafistes ? Deuxième question : est-ce que,

Blabla République

oui ou non, Monsieur le Premier ministre, vous n'en avez fermé que dix ? Si c'est le cas, vous dites donc devant la représentation nationale qu'après un an et demi de menace intégriste lourde, vous ne vous êtes attaqués qu'à 10 % des lieux les plus intégristes en France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Deuxième sujet, qui révèle également la différence d'approche entre nous. Vous nous dites : pas de loi d'exception ! Quant à nous, nous disons : une loi d'exception sur tout ce qui permet d'extirper la menace terroriste, notamment sur les lieux de prêche et les mosquées qui deviennent des relais pour des puissances étrangères, qui mènent un travail de sape intégriste à l'intérieur même de notre territoire. Qu'avons-nous entendu ? Un président de la commission des lois qui nous dit que l'amendement est mal rédigé et un représentant du Gouvernement – vous, Monsieur le Premier ministre – qui nous dit que la mesure le gêne par rapport au financement de la cathédrale orthodoxe. Mais est-ce le sujet ? De quoi parle-t-on ? (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) Nous vous demandons d'adopter des mesures adaptées. Vous nous dites qu'il faut prolonger la réflexion... Mais agissez ! C'est ce qu'attendent les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. LE PRÉSIDENT. – La parole est à M. Claude Goasguen.

M. CLAUDE GOASGUEN. – Monsieur le Premier ministre, j'ai bien entendu le rapporteur dire qu'il laissait une possibilité d'évolution d'ici demain...

M. PASCAL POPELIN, *rapporteur*. – Peut-être !

M. CLAUDE GOASGUEN. – Je sais que vous partagez notre préoccupation : plusieurs de vos déclarations ont été très nettes en ce sens. Vous savez bien que dans ces

Snapchat parlement

établissements dits religieux se tiennent en réalité des propos de guerre. Dans ce domaine, la logistique juridique est suffisante; le vrai problème, c'est que pour le moment, elle n'est pas suffisamment appliquée. Cela dépend essentiellement de votre ministre de l'intérieur et de vous-même. Comme vous le savez par les rapports, il y a 130 mosquées à supprimer. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement des mosquées; dans la plupart des cas – lisez les rapports des commissions d'enquête! –, ces mosquées animent des sites qui diffusent très largement, au-delà de l'auditoire de la mosquée. Prenez par exemple le site particulièrement célèbre de la mosquée de Brest : l'imam de Brest ne parle pas qu'aux Brestoï, mais, à travers internet, à pratiquement toute la France. Ses propos sont repris dans d'autres mosquées. Par conséquent, il y a là un problème de structure administrative, qu'il faut presser. Dans ce domaine aussi, il est urgent d'agir.

Pour ce qui est de la première question, le texte de l'amendement est en effet très aléatoire sur les lieux de culte à supprimer; mais on peut trouver, d'ici demain, une formule qui permette véritablement d'entraîner cette interdiction absolue. Nous sommes en période de guerre. Il ne s'agit pas de créer une législation d'exception, mais – je le répète – d'appliquer le livre IV du Code pénal. Vous refusez systématiquement de considérer cette option, mais tôt ou tard elle apparaîtra dans les débats, avec beaucoup de retard. Vous disposez de toutes les dispositions nécessaires dans ce domaine; appliquez-les! Et si vous pouvez le faire d'ici demain, ce sera bienvenu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. LE PRÉSIDENT. – Je vais maintenant mettre aux voix les amendements identiques n° 8 et 89. (*Il est procédé au scrutin.*) (*Les amendements identiques n° 8 et 89 ne sont pas adoptés.*)

« Bla-bla » disent-ils eux-mêmes

Lecteurs, citoyens électeurs, vous venez d'assister en différé au travail de la parole parlementaire, et non pas sur le sujet de la forme des fromages de Brie, mais sur la fermeture des mosquées salafistes qui sont au cœur des réseaux de la guérilla islamique, comme la suite de l'attentat de Nice le prouva en dépit des circonlocutions et des euphémismes du ministre de la police qui réinventa plus tard, dans la même veine et par souci d'élocution châtiée, l'épithète chenevènementiste de « sauvageons ».

Lecteurs, citoyens électeurs, vous aurez noté la puissance dissuasive du Rapporteur qui détricote habilement le sujet et entortille la pelote ; le recours malheureux par M. le Député Myard à une expression qui décrédibilise ce qu'il célèbre : « Si nous avons aujourd'hui un slogan à reprendre, c'est celui-ci : les libertés républicaines... » – si les vertus républicaines sont un simple slogan alors à quoi bon s'en parer ; on aura noté l'intervention de M. le Député Wauquiez, qui hélas déborde du sujet par souci d'exhaustivité en divisant le point 1 en 1 et 2, et le point 2 encore en 1 et 2 : trop c'est trop, car comme il le dit lui-même : « De quoi parle-on ? » On lui pose la question. Trop c'est trop.

Le Rapporteur ne pipe mot durant cet échange de paroles mais, après une envolée oratoire de M. Goasguen qui invente la notion fantastique de « logistique juridique », il lâche un méprisant « Peut-être ».

Voilà, peuple dans l'hébétude, le travail du parlement. Oyez, manants !

Snapchat parlement

Travail ?

Pour être exact, puisque nous les payons pour parler : 519 députés votent en conclusion – ils n'étaient que 296 au vote précédent : ont-ils assisté aux débats, ou préféré les ébats d'un soir d'été sous le ciel étoilé ?

Le prix de l'humour involontaire, en conclusion des Explications de vote, et donc de la séance en son entier, revient à M. R.-G. Schwartzenberg, le vénérable juriste, naguère auteur de *La Politique mensonge* (1998), qui n'aura parlé que deux fois – en début de séance pour faire une sorte d'histoire de l'état d'urgence – et maintenant pour déclarer :

Pour conclure, ce débat s'est déroulé, pour l'essentiel, à quelques exceptions près, dans la dignité que chacun souhaitait, dans la responsabilité, parce que nous avons tous en commun, comme la population de notre pays, le souci de l'intérêt national, le souci de l'intérêt général, et la conscience commune de l'appartenance à une même nation.

Dignité ?

Il faudrait rappeler à l'auteur jadis de *L'État spectacle* (1977) qu'en latin les termes de « dignité », « enseigner » et « honneur » ont la même racine et se rapportent à la même institution anthropologique : est digne celui qui peut doctement enseigner la décence politique.

On doute que ce *snapshot* d'une assemblée de parole révèle décence et dignité, et docte leçon.

Mais le mot juste doit aller au groupe Les Républicains, saluant en fins connaisseurs une intervention de M. Valls : « Bla-bla ! ». Avec un trait d'union à blabla puisque c'est bien ça qui les unit.

Blabla République

Jadis Napoléon III, renversant la République, fit son coup d'État contre l'assemblée nationale, pour la museler. De nos jours il suffirait, qui sait, de dire : blabla. Et tout le monde, enfin les présents, rentreront chez eux.

Rappelons que cette scène de parole eut pour pivot la lutte contre le terrorisme islamique et son implantation à travers le réseau des mosquées salafistes. C'est-à-dire d'une question de vie ou de mort politique.

Qui a jamais écouté en entier des débats moins importants encore, qui en a le temps, le désir, et les outils d'analyse ? On nous montre à la télé dix secondes d'une altercation quand elle est saignante, bref du buzz. Si on remplaçait chaque semaine deux heures de sciences sociales au lycée par deux heures de visionnement de ces prises de parole indigentes mais cruciales, parions que les électeurs futurs seraient plus armés contre cette malversation qui se nomme : parlement.

On peut aller jusqu'à affirmer que le parlement ne perdure que parce qu'il offre un travesti de paroles, et qu'il sait que personne ne l'écoute. Il existe en vertu de la Constitution, et c'est tout. Il n'existe pas en vertu du peuple.

CHAPITRE XI

PAROLES DE POLITICIENNES

D'abord la règle (un mot a été changé, en italiques), selon *Charlie's Angels* :

Il était une fois trois filles superbes qui avaient décidé de s'engager dans la *politique*. Mais on les avait cantonnées dans des travaux bien peu passionnants. Alors moi, Charlie, je les ai sorties de ce cauchemar pour les engager. Et je ne le regrette pas, car ce sont vraiment de drôles de dames.

Et puis les exemples :

Avec Rachida et Rama, on va leur en mettre plein la vue.
(M. Nicolas Sarkozy)

Talleyrand en jupons.
(Anonyme collaborateur de Mme Audrey Azoulay)

D'ailleurs, peut-être avait-elle mis cette robe pour ne pas qu'on écoute ce qu'elle avait à dire.
(M. Patrick Balkany, sur Mme Cécile Duflot)

Et enfin, pour clore cet échantillon représentatif, le maire de Paris, Mme Anne Hidalgo cite ce que le maire du Plessis-Robinson, M. Philippe Pemezec aurait « lancé à la cantonade » :

Blabla République

Qu'est-ce qu'ils ont tous à se précipiter autour d'elle, tous ces mecs ? Ils sont comme... à vouloir se faire tailler des pipes par Hidalgo.

Nos politiciennes sont vraiment de drôles, de drôles de dames. À entendre les Charlies.

Il n'est pas ici question des insultes, qui font partie de l'attirail politique, ni de la crudité de l'expression, on a entendu pire et à l'adresse de tous : « Les Français sont des veaux », pas même des vaches ; et comme les Gaulois, les mâles « des ivrognes » (le Général).

Donc, ces drôles de dames se mêlent de parler politique.

La femme, « ça » parle !

La femme « ça » parle aux hommes en politique. Tout le monde sait que le « ça » en psychanalyse ce sont les pulsions de base que l'éducation et le dressage social servent à contenir quand elles menacent d'envahir le moi. En France, le débat politique donne souvent l'impression que dès que la femme parle politiquement, c'est « ça » que les politiciens aiment à faire ressortir, eux qui, bien entendu, représentent la pondération la sagesse, le contrôle sur soi, du Moi par leur Surmoi.

Il aura suffi de voir comment les comparses du premier débat des primaires de droite et du centre ont calé « NKM » : d'entrée de jeu elle n'était que « ça », et force du dressage, elle s'est soumise au jeu en évoquant des choses étourdies, dites comme hors d'un vrai tour de parole, ex-tour-dites.

Une exception de taille, d'estoc et de taille, Mme Christiane Taubira.

Paroles de politiciennes

La Taubira, comme on disait La Callas. Elle ne parle pas : elle entonne, elle chante, elle vocalise. Or ce n'est pas la mélodie ou les trilles qui comptent ici, mais le texte, le libretto, les paroles.

Car si la diva socialiste excelle dans l'envolée lyrique, son parolier s'emplume dans le style instituteur 1950 qui sait bien écrire et bien parler pour épater les paysans du coin. Dans les anciennes colonies on enseignait encore fort bien récemment la langue et la littérature françaises. Mme Taubira est ainsi un pur produit du terroir républicain à l'ancienne car la distance dans l'espace vaut pour une distance dans le temps. D'où, au milieu des ânonnements de la plupart de ses compères et commères politiques métropolitains, sa parole amazonienne, belle comme un oiseau-lyre, tranche, haut et fort. Elle le sait. Elle en joue. Fort bien. Elle se coule dans un rôle établi par le patriarcat de la parole, jadis dévolu à Françoise Giroud, naguère à Simone Veil.

Madame Taubira est l'Esmeralda des Quasimodo du pouvoir.

Voici un morceau de bravoure rhétorique, extrait de son compte Facebook, *Riposte à Nicolas Sarkozy* :

Que craint-il ? Qu'on se rappelle sa politique de gri-bouille, les bricolages multiples du Code pénal et du Code de procédure pénale, le triplement de la récidive, les injonctions contradictoires de la loi pénitentiaire ? Mais oui, on s'en souvient ! Les réductions d'effectifs d'enquêteurs, de magistrats et de greffiers ? Bien sûr ! La suppression de la police de proximité ? Évidemment ! Le retrait des services publics et donc de la présence d'État ? Assurément ! L'étranglement des associations de quartier ? Sans aucun doute ! Oui, on s'en souvient !...

Blabla République

« Monter, grimper, oui... mais se hisser, oh combien c'est difficile! » (René Char).

Il a fallu abréger ce grand air d'opéra politique. C'est du Verdi. Non, l'*Esclarmonde* de Massenet. Très français en effet.

Où est le nerf de ce discours écrit qui imite le verbal, qui procède par accumulation de fragments, par invectives empilées d'exclamations et d'interrogations, par gradation de formules adverbiales qui dispensent d'argumenter (souvenez-vous de votre classe de 6^e : un adverbe ajoute à un verbe, il amplifie l'action, ou s'y substitue) ? Elle dit, « assurément ». Certes, certes, mais il faut le prouver. « On s'en souvient » ? Certes, assurément, mais qui est cet « on » ?

Ce texte oral ou fait pour l'oral de Mme Taubira révèle qu'elle s'est laissée enfermer dans un idiome suranné, fleurant bon la « littérature », culminant avec la citation finale de René Char, poète connu pour son obscure clarté, utilisée six mois plus tôt dans son livre-confession – bref un style de parole « féminin » par sa cosmétique et son ton : elle acte tous les clichés masculins qui courent sur la femme bavarde et pérorant. Elle a transposé en politique le « ça » social. « Comme elle parle bien ! » disent ses collègues, qui ajoutent *sotto voce*, « ouais, comme une femme, du blabla ».

Or, pour mesurer le chemin que la parole-femme n'a pas parcouru, il faut, en 2017, nous tourner vers 2007, et regarder le débat du deuxième tour des présidentielles pour comprendre comme ces drôles de dames restent, en dépit et à cause de l'appel de « Charlie » (mettez le nom que vous voulez), cantonnées à la cantine « des travaux bien peu passionnants ».

Le viol de Ségolène

« Moi, Présidente ? » Elle « qui n'est pas un homme » comme le titre avec justesse un documentaire sur Mme Ségolène Royal.

C'est un trait étonnant de notre écologie politique, que dès qu'il est question de parole publique et de femmes, « ça » s'active, les pulsions montent, et le langage, qui est comme on le sait essentiel à la formation du Moi, prend des formes bizarres, car le moi en politique est le fond de l'affaire. « Ça » ne trompe personne.

Paradoxe français : le Royaume-Uni, dont les classes sociales, rabâchées dans la presse chaque matin et soir campent dans leurs retranchements, aristocratie là et « le public » ici, vont de soi, a su se doter de deux Premiers ministres féminins (en réalité des chefs d'État) issus à la fois du Parti conservateur, traditionnellement de ce côté-là de la grande division sociale, et de la classe à peine moyenne, du peuple, de ce côté-ci. En France, alors que les Britanniques passèrent outre au blocage dès 1979 et furent gouvernés pendant onze ans par une femme, il nous a fallu attendre 2007 pour nous mettre au pied du mur avec Ségolène Royal. Les États-Unis sont pires que nous, ils ont attendu 2016, et calé. Les deux grandes républiques à la traîne des basques de la plus ancienne monarchie parlementaire. C'est dire l'état réel de la parole publique.

Donc, après cet aparté, visionnions le fameux débat de 2007, le premier depuis 1995 (en 2002 M. Jacques Chirac refusa de débattre avec M. Jean-Marie Le Pen), avec ses 21 millions de téléspectateurs, dont un bon nombre

d'entre eux, les nouveaux citoyens, n'ayant donc jamais regardé un tel débat, ont dû, ou pu entendre comment « ça » se dit, être une femme à qui Charlie (la politique) demande de « sortir de ce cauchemar », à savoir être les mineures de la parole d'État.

Voici la scène, qui est en réalité (lecteurs, respirez profondément) un viol verbal car ces choses de parole que je vais décrire et qui passent inaperçues sont une véritable malversation et une humiliation de la parole-femme.

Patrick Poivre d'Arvor se tourne vers Ségolène Royal et, sur un ton compatissant et primesautier à la fois, lui pose une question « pour détendre l'atmosphère ».

Avec cette question se produisent alors trois événements de parole : un, c'est le journaliste masculin qui parle en premier, Mme Arlette Chabot fait tapisserie. Deux, c'est un homme qui interroge une femme. Et ce troisième fait de parole qui finit la « passe » : après avoir indiqué que ce sera son adversaire, M. Sarkozy qui, dû au tirage au sort, répondra à la première question, PPDa se tourne vers la candidate et lui pose, à elle, en réalité, la première question.

Et telle est cette question pateline : « Vous vous sentez (*légère pause*) comment ? ». Bref, est-ce ce moment du mois ? La terreur des patrons : est-ce « ça », est-elle enceinte, etc. Jamais le machisme compatissant, le mépris de la femme, l'horreur du « ça » n'avaient été si poliment, et politiquement, mis en scène. Au premier débat présidentiel entre une femme et un homme.

Une femme venait souiller le terrain non pas de la politique entre hommes mais de la parole politique entre hommes, où les femmes servent généralement aux travaux de nettoyage « bien peu passionnants » (secrétaireries d'État « sociales » ou exceptionnellement, sous l'empire d'un

Paroles de politiciennes

maître absolu, un poste régalien, défense ou justice, marqué par une obéissance exigée, des rôles de gouvernante dont seule La Taubira vit le piège). M. Balkany a déjà levé le lapin : elle a mis cette robe pour qu'on n'entende pas ses c***ies.

Pourquoi Arlette Chabot n'aurait-elle pas posé, de femme à femme, la première question qui n'aurait pas dû être, ou alors la poser à Nicolas Sarkozy en ces termes :

Monsieur Sarkozy, puisque vous avez eu droit à la première question et pour détendre l'atmosphère avant d'entrer dans le vif du sujet, vous vous sentez comment, ça va ?

Impensable.

Et M. Sarkozy, qui a très bien perçu l'enjeu de parole et a saisi la perche qu'entre hommes PPDA lui a tendue au-dessus de la drôle de dame, se lance dans un commentaire plein d'onction sur la nécessité de « redonner à la vie politique sa dignité ». Le vocabulaire est choisi, le ton est grave, le geste pondéré : un homme parle. M. Sarkozy réussit sa projection au détriment de la drôle de dame que la première question a mise à sa place : nerveuse, Madame ? allez, on se détend ! Un peu de dignité !

Plus loin dans le débat, lorsqu'il est question du genre de présidence que l'un et l'autre envisagent, le même scénario de viol verbal se reproduit.

« *Présidente* », ça ?

À Ségolène Royal on ne demande pas en effet comment elle envisage d'être « présidente », on ne met pas le mot fatal et crucial, l'objet de toutes les pulsions du « ça », au féminin ; on lui demande quelle est sa « conception de la présidence ». Fatale différence.

Ce glissement est encore une malversation : en France être président (au masculin car, jusqu'alors, le mot n'est pas épïcène vu que la vingtaine de titulaires avaient été seulement des hommes), est un acte personnel et masculin. Même sous la III^e République le président, juste décoratif ou symbolique à Paris, possédait l'aura des rois de jadis dans les vallées perdues des Pyrénées. Sous la V^e, être président est plus qu'une apparence, il est un pouvoir personnel, militaire d'origine. Gradé. Étoilé.

On ne devait donc pas interroger Ségolène Royal sur sa « conception de la présidence », mais lui demander : « Quelle présidente serez-vous ? », au féminin. Dire la fonction au féminin. Imprimer sur les 21 millions de téléspectateurs que la fonction est incarnée et que cette incarnation est personnelle et que cette personne est une femme. Voilà ce qui aurait dû se passer.

Eh bien, comment posa-t-on la même question à Nicolas Sarkozy : « Quel président » veut-il être ? Non pas « quelle est votre conception de la présidence », désincarnée, impersonnelle mais, et c'est encore une perche qu'on lui tend, et derechef une manipulation psycho-rhétorique, comment vous personnellement, comme homme successeur de vingt-deux autres, allez-vous personnifier la fonction ? Il

Paroles de politiciennes

eut libre champ pour montrer qu'il était le vrai Charlie, celui qui dira plus tard de ces drôles de dames, comme le rapporte un livre de mouchardage : « Avec Rachida et Rama, on va leur en mettre plein la vue ». Une femme en politique qui aspire au sommet ça se voit, ça se looke, ça en met plein la vue. Quand « ça » parle, on réduit par exemple Mme Marine Le Pen, dans les ex-Guignols de l'Info, au borborygme fillette de « Ah non, Pôpa ».

La parole-femme en politique est invalidée

La terrible leçon de 2007 est toujours d'actualité. Nous ne décollons pas. La parole des politiciennes (aucune raison de ne pas les nommer, paritairement, comme leurs Charlies) est invalidée : il faut qu'un homme toujours valide la prise de parole d'une femme pour que celle-ci acquière de la valeur.

Voyez par exemple comment M. Florian Philippot commente en continu les déclarations de Marine le Pen, bref pratique ce qu'on nomme une « reprise » : madame parle, monsieur la reprend. On voit rarement le phénomène inverse : il (en position de pouvoir) parlerait, elle (en position de gestion de risque) le reprendrait. Marine Le Pen fait des discours. M. Philippot explique et commente. Sans lui, elle parlerait, mais sans validation et redeviendrait ce qu'elle reste en réalité : une marionnette au service d'une prise de rente du pouvoir. Elle n'est en rien une exception. Elle l'ignore. Ses électeurs également.

Cette invalidation de la parole-femme est un trait marquant de notre parole politique publique.

Blabla République

La seule solution médiatico-politique pour s'en sortir est, littéralement d'en sortir et de passer du côté de l'animation télé-radio, comme Mme Roselyne Bachelot. Elle a réinventé les Cumbayas scouts entre Jeannettes et Éclaireuses autour d'un feu : « On s'entendait si bien avec les filles », après avoir été remerciée par C8. « Les filles ? » – à soixante-dix ans ? Oui, car « ils sont rares » (notez le « ils », pas « elles », l'idiolecte a la vie dure) « aujourd'hui à avoir un avis sur tout et Roselyne entre dans cette catégorie » déclare RMC. Traduction mâle-alpha : avoir un avis sur tout, bavarder, comme une coiffeuse de comédie.

Le problème n'est pas simplement que les femmes en politique sont réduites à « ça », cela est de l'histoire ancienne, même si dans les années trente un grand avocat, Fernand Corcos, fondateur de la Ligue des droits de l'homme, écrivait avec sérieux que « la femme devra fournir, pour devenir orateur, un effort de discipline ».

Le problème pour l'état de notre parole politique est bien qu'elles doivent parler l'idiolecte du groupe dominant pour parler en public de politique – au risque servilement accepté de s'entendre dire, comme Mme Fleur Pellerin par son maître François Hollande, ce qu'elle doit dire et répéter telle une poupée mécanique, « Va au spectacle tous les soirs, il faut que tu te tapes ça, et tu dis que “c'est bien”, que “c'est beau” » ; ou au risque géré d'une reprise en continu de sa parole par l'éminence grise masculine, ou au risque brutal d'être renvoyée aux « travaux ordinaires ».

CHAPITRE XII

HEBDROMADAIRES

Où il est question de la Haute Presse.

La différence entre un chameau et un dromadaire tient, comme on le sait, au nombre des bosses qui, le sait-on ? sont un reliquat du temps où ces animaux rôdaient en Arctique et devaient faire provision de graisse contre le froid (encore les rudes conditions hivernales du chameau de Bactriane). Leçon : l'animal emblématique des sables chauds cache bien son jeu. Son cri ? Il blatère. D'où « déblatérer », non pas sur la bosse, mais pour un boss.

Nos hebdomadaires, des *Inrocks* à *Valeurs actuelles*, sont-ils des chameaux à un ou deux boss ? Comment blâtèrent-ils à l'approche des élections quand le troupeau se racole en quête de boss qui va porter le bât de l'élection ? Sont-ce des « hebdomadaires » ?

Endosser une responsabilité de parole

Les grands hebdomadaires (et les quotidiens) refusent d'afficher franchement, à la différence de la presse américaine, s'ils soutiennent tel ou tel candidat. Aux *States* les *endorsements* sont un rituel des élections : cruciaux du temps où la presse nationale et surtout locale était la première source d'information, beaucoup moins en 2016

Blabla République

– M. Donald Trump, cas exceptionnel, n'eut pas un seul *endorsement* et n'en voulut pas.

Un *endorsement* est comme un endossement : un journal signe au dos d'un chèque de candidature, car s'il endosse ce qui est en réalité un chèque en blanc tiré sur des promesses, le journal affirme qu'il sera honoré : et dans les deux mois qui précèdent le vote les journaux cessent de jouer à l'expert au-dessus de la mêlée. Ils prennent parti, et déclarent pourquoi. Certes, on n'a jamais vu de journal faire son *mea culpa* pour avoir honoré une candidature qui s'avéra catastrophique, et rembourser les électeurs, mais les médias américains ont au moins la franchise, ou la témérité, d'afficher la couleur.

En France, nous sommes prudents depuis l'épisode du vase de Soissons : « Souviens-toi du vase de Soissons » ! Trop dangereux de vouloir garder pour soi seul tel ou tel candidat. L'urne électorale est notre vase de Soissons.

Deux exemples, lors des primaires de droite, pour saisir sur le vif pour quel boss roule tel ou tel « hebdomadaire » tout en refusant de l'affirmer.

Figaro Magazine ou l'art de couvrir

Le Figaro Magazine, M. Alain Juppé. Que dit la couverture ? De haut en bas :

« Alain Juppé dit (presque) tout » : style taquin-coquin, *Gala*.

« Sa famille » : code de droite.

« Son caractère » : délicat à cause de ses embarras judiciaires, mais caractère évoque de nos jours « avoir du caractère » plutôt que les portraits à l'acide d'un La Bruyère.

« Sa patrie » : étrange, en aurait-il une autre que la France ? Mais le mot est suivi de points de suspension, donc à voir.

« Les extraits exclusifs de son livre *De vous à moi* » : exclusif, mot-clef d'un groupe de presse qui vante les « séjours, les ventes, les voyages privilégiés » et autres « exclusivités » sociales (un fade anglicisme, *what else* ?).

« Foire aux vins, notre guide d'achat / Christophe Guilly, *Le crépuscule de la France d'en haut* » clame le bandeau de bas de couverture qui allie d'un trait la célébration d'un code social plutôt bourgeois, la cave personnelle popularisée en « foire », à un des plus percutants critiques de justement ceux qui ont une cave, aiment l'exclusif et lisent le *Figaro Magazine*.

Pourquoi m'attarder autant sur ces détails ? Parce qu'il s'agit là de la couverture d'un magazine dont la diffusion tourne autour de 400 000 exemplaires mensuels.

Le propre donc de ces détails est qu'ils sont révélateurs d'un récit subliminaire que le magazine développe sur tel ou tel candidat – sans avoir à endosser le chèque en blanc de son programme, et honorer les promesses qui y sont faites. La mise en page, qui ajuste la présentation du maire de la plus hautaine des capitales régionales, terroir de Montaigne et de Mauriac, à une annonce du crépuscule de la France d'en haut, est une mise en rapport qui tient lieu d'argumentaire. Le récit avec ses têtes de chapitre se donne d'emblée.

Le contenu du magazine n'a plus qu'à développer le récit ou, comme le dit avec une justesse rare le rédacteur : « dévoiler » le candidat.

Or qui ouvre donc le *Fig' Mag* de ce samedi du 10 septembre 2016 lira un autre récit, en deux pages, sur le

Blabla République

Grand Condé, à propos d'une exposition à Chantilly. Récit en forme de panégyrique sur un personnage « exclusif », au caractère célèbre, à qui son patrimoine tint lieu de « sa patrie », mais qui, et c'est une qualification de taille, de sa famille trahit son jeune cousin, Louis XIV, qui, contre son pays, porta la guerre civile, et qui contre sa nation mit ses armes au service de l'ennemi espagnol, et marcha sur Paris. Un traître génial, empanaché, miroitant, mais un traître. Sans roi, ni foi ni loi. Jusqu'au revirement final dans les honneurs et le faste des richesses rameutées. Mais quel « caractère » ! Quel « parcours » à la télé !

Ces deux pages sur Condé créent un étrange équilibre, dans cette livraison électorale du *Figaro Magazine*, entre le récit qui « dévoile » M. Alain Juppé et le récit qui flatte un sagouin prétentieux du Grand Siècle. On se demande où le rédacteur en chef avait la tête. Ou ce que le récit sur Condé révèle du récit sur Alain Juppé, c'est-à-dire sur ce que le magazine pense en réalité du pouvoir. Le lecteur est juge, mais l'« hebdomadaire » prend-il franchement parti ? Non.

L'Express ou l'art du sommaire

L'Express, M. Bruno Le Maire. Que dit le sommaire, cette fois-ci ?

En épigraphe, tradition éditoriale oblige : « “Dire la vérité telle que nous la voyons”, Jean-Jacques Servan-Schreiber ».

Une photographie en demi-page de M. Le Maire, orientée de telle manière qu'on puisse penser sinon qu'il déclame le slogan du magazine, du moins qu'il reprend à

son compte les idées de JJSS qui, est-ce l'intention ? serait son nostalgique modèle politique.

En dessous, trois photos sont rangées côte à côte, petit format, en bandeau : un inconnu devant le Conseil d'État ; l'essayiste Alain Duhamel ; un tableau allégorique de Rembrandt. Sériées autrement : un individu au type oriental, la bouche ouverte et le front plissé, bref qui braille ; un individu dont la physionomie grave et aimable, aux yeux bleus et à la chevelure argent, est jumelle de celle de Bruno Le Maire, bref un politique pondéré ; une femme abstraite parée de fleurs, bref une image de la richesse. Autre série : la haute Loi ; la haute Politique ; la haute Culture. On peut continuer à permuter les modalités. Le récit est en place dans l'accumulation subliminale des qualités et des mots.

En dessous des titres qui commentent les quatre clichés et donc orientent le lecteur pressé qui, à la boutique Relay de la gare, veut voir rapidement le contenu du magazine, il lira ceci : « Le projet de Bruno Le Maire », « Ces étranges militants anti-islamophobes », « Alain Duhamel et le mal français », « Rembrandt intime ». En rhétorique, l'accumulation de détails juxtaposés produit un effet d'enchaînement logique, elle fait tilt en créant des raisonnements subreptices par simple positionnement de détails, mots ou images, de gauche à droite, c'est-à-dire dans le sens de la lecture. On lit, de gauche à droite, la couverture comme une phrase qui exprime ceci : « Le projet politique de Le Maire, en contraste avec le projet inquiétant de musulmans qui pensent que les Français sont islamophobes, montre bien qu'il existe une solution au mal français, afin que le pays retrouve enfin la culture qui fait sa gloire ». Quelque chose comme cela. « La vérité telle que

Blabla République

nous la voyons» proclame le slogan de l'hebdomadaire – en effet, regardez les photos, regardez les sous-titres, regardez la couverture. Mais l'« hebdomadaire » prend-il parti, franchement, sans détour ? Non.

Interpelez-nous !

On peut répéter à l'infini cet exercice, que les lycéens feraient mieux d'apprendre semaine après semaine, pour enfin saisir que le monde est un livre, e-book ou imprimé, que les villes sont des textes, que tout ce qui nous entoure est écrit, que les images ne sont que des textes mis en pixels – que tout fabrique du récit et que ce récit omniprésent est une mise en série d'arguments qui se présentent rarement comme des arguments, mais le plus souvent comme des trucs, des images, des bribes – et rarement comme des interpellations.

Interpellation ? Le gendarme qui vous interpelle tire son pouvoir du fait que derrière le « papiers, s'il vous plaît ! » il existe un récit, le très long récit émotionnel de la peur du gendarme, le très long récit logique de la Loi, le très long récit moralisateur que si on est Interpellé on a donc quelque chose se reprocher. Tout récit manipule l'émotion, la logique et la morale. La mise en page des magazines qui fabrique un récit autour de tel ou tel candidat, et donc lui donne la parole de manière extrêmement structurée, ne fonctionne pas différemment. Mais il y manque l'interpellation.

« Où est le problème ? » dira le lecteur de Relay qui lève la tête d'un magazine – réplique immanquable, donc question de parole publique à prendre au sérieux.

Hebdromadaires

Ici même : ces deux « hebdromadaires » ne fabriquent que du récit, et du récit subreptice, machiné, machiavélien, compassé, contourné et controuvé. Mais ils ne fabriquent pas de l'interpellation. Ils récitent. Ils s'arrêtent à interpellier le lecteur. Il leur manque une bosse. Des dromadaires qui refusent d'être chameaux.

C'est là que le bât blesse, le bât que les « hebdromadaires » refusent de porter : prendre parti. Devenir chameau, si vous voulez. Porter le bât de la parole médiatique engagée, et nous interpellier : « Hé vous, là-bas, Madame, près du stand où vous feuillotez *Famille et Éducation*, venez ici, regardez, en pleine page, et sur la couverture, nous *L'Express* on vous dit : "NOUS SOUTENONS LE MAIRE" ». Inimaginable.

Imaginons une presse hebdomadaire, et dans la foulée une presse quotidienne, qui prenne enfin parti et cloue à son mât ses couleurs. Impossible, car la presse politique de haute volée se projette comme un pouvoir intellectuel. Elle parle d'idées. Elle nous présente des analyses. Elle parle de haut. Elle aspire, en politique, à philosopher. On lui demande de nous interpellier.

Justement, *quid* de la parole intellectuelle qui semble être partout dans le débat public ?

CHAPITRE XIII

LE PHILOSOPHE À L'INTERPHONE

Les intellectuels font partie, en France, de ce qu'on pourrait appeler les corps intermédiaires de la parole publique. Avec les astucieux du Web 2.0, les médias, les experts, entre autres.

Leur position, leur magistère, leur influence sont assez typiques des pays anciennement catholiques, une particularité qui provient du fait qu'ils sont les héritiers de ces âges anciens où les princes de l'Église et les grands docteurs de Sorbonne, dont la faculté de théologie était jadis « la lumière de l'Occident », ajoutaient leurs voix aux deux autres grandes instances de la parole, les magistrats et parlementaires (un seul et même corps sous l'Ancien Régime) et le cercle restreint des courtisans qui avaient, juste expression, l'oreille du roi.

La France comme parole publique a fonctionné jusqu'à 1789 sur ce mode des trois registres de parole : les intellectuels tonsurés, la magistrature parlementaire, le cercle royal. Il nous en reste des vestiges dont l'intellectuel, chevelu mais laïcisé, est peut-être le mieux conservé.

Dans les pays anglo-saxons on stipule toujours *public intellectual*, et cela dénote bien une profonde différence culturelle entre les nations latines et les autres : chez nous un intellectuel est immédiatement public, il possède le droit inné de prendre la parole en public, il est, à bien des

Blabla République

égards, la forme élevée, critique, d'une parole publique qui articule, au nom du peuple, des idées. D'où un rapport tendu avec les médias qui ont la même ambition, et ce depuis le XVIII^e siècle des Philosophes publicistes.

En outre, on ne remarque pas assez, quand on nous raconte pour une énième fois la Révolution, que la convocation (quel mot ! *convocare* : appeler ensemble) des États généraux mit réellement en présence ces trois véritables corps de parole : le clergé, habitué à haranguer peuple, bourgeois et nobles, depuis leurs chaires ; le roi et ses conseillers (Louis XVI eut des réparties fulgurantes, dont on parle peu) ; et menant le Tiers État, les avocats de tout acabit qui surent transformer les États généraux en une assemblée révolutionnaire où, par leur entremise, le peuple écarté soudain eut voix au chapitre.

On veut aussi passer à la trappe que le peuple aux accents de la Carmagnole se débarrassa ensuite de ce corps intermédiaire de la parole publique qui tentait de capter à son profit et la parole et le pouvoir. En 1790 la révolution abolit même l'Ordre des avocats qui « n'est pas plus difficile à détruire qu'une fourmilière, un amas d'insectes ou de mites ». Le peuple souverain alors, pour de courtes années, vote la loi, nomme ses exécutants, et rend la justice : il débat des affaires, il nomme et renvoie ses agents, il prononce le juste et l'injuste. Le peuple souverain s'avance, détenteur de la volonté générale, il exerce donc de façon plénière la parole législative, exécutive, judiciaire.

C'était la théorie mais ceux qui sont passés sous le couperet de la guillotine en ressentirent la pratique. Et, debout sur le pavé de Paris ou accrochés aux tentures du pouvoir, les journalistes aux doigts maculés d'encre s'occupaient à exciter le peuple pour prendre la place des philosophes.

Le philosophe et le journaliste

Les intellectuels français ont donc hérité à la fois de l'éloquence morale du clergé en prêche, et souvent le ton, parfois héroïque, du pouvoir sécularisé des philosophes des Lumières, ce magistère politique exercé par un Voltaire et un Rousseau : l'intellectuel qui parle haut et fort, et se mêle un peu de tout.

Au XIX^e siècle, une synthèse neuve est réalisée par Victor Hugo qui s'exile après le coup d'État de 1851 et lance contre Napoléon III les salves oratoires de ses *Châtiments* : il incarne pour ses contemporains une parole intellectuelle, quasi mystique, qui s'élève et tonne, et joue justement le rôle d'une parole intermédiaire entre le peuple bafoué et les puissants. Ses funérailles en 1885 restent un des plus hauts moments de l'histoire solennelle de la III^e République, avec le défilé de la Victoire du 14 juillet 1919. Elles stupéfièrent l'univers : quoi, rendre ainsi hommage à un intellectuel ? Oui, en France un intellectuel vaut parfois trois maréchaux victorieux. Ce furent des funérailles de la libre parole intellectuelle.

Or, l'ennemi de l'intellectuel, alors, était le journaliste. Hugo à l'adresse des médias du temps :

Allez, continuez, tournez la manivelle
De votre impur journal, vils grimauds dépravés ;
Avec vos ongles noirs grattez votre cervelle
Calomniez, hurlez, mordez, mentez, vivez !

Blabla République

De nos jours, l'intellectuel est au contraire le compère du journaliste. C'est ainsi que l'un et l'autre occupent tour à tour le fauteuil de Voltaire.

L'interphone tous azimuts

L'intellectuel a la parole et le journaliste lui donne le plus souvent désormais du « philosophe ». Sauf s'il est scientifique patenté, historien, économiste, socio/psycho/politologue, un intellectuel devient rapidement dans les médias un « philosophe » pour peu qu'il ait écrit un essai, qu'il ait ou non étudié la philosophie. On en est ainsi revenu à l'acception tous azimuts du label, comme au Siècle des Lumières : les « Philosophes ».

Pourquoi ? Probablement parce que le journaliste veut se hausser du collet pour ennoblir sa propre position de parole au lieu de tourner la manivelle des questions au téléprompteur, et se colleter avec un « philosophe ».

Mais il y a plus dans cette relation de parole entre le philosophe et le journaliste, dans le plaisir qu'éprouve le philosophe face au journaliste, dans cette interaction inédite entre journaliste et philosophe : sans le journaliste le philosophe ne peut pas parler en public. Sauf à monter sur une barricade, avec un mégaphone.

Mais le temps du mégaphone a passé, voici venu le temps de l'interphone. Le temps de la barricade aussi, voici le temps du postérieur sur la sellette d'un animateur.

En effet, par les médias et les médias seuls, la parole de l'intellectuel devient effective – et donc exerce une influence qui justifie en retour la désignation de « philosophe » ou intellectuel. Un intellectuel qui écrit des livres

Le philosophe à l'interphone

intéressants que personne ne lit, pour un public à qui il ne peut pas s'adresser de vive voix se nomme : un professeur d'université. Contrairement au prédicateur ancien qui avait son église, le philosophe actuel n'a pas de lieu de parole qu'il possède en titre. Il doit donc en passer par les médias comme le visiteur de votre immeuble doit appuyer sur l'interphone. Le philosophe appuie sur le journaliste, et il parle à celui à qui il rend visite, l'auditoire. Philosophe à l'interphone.

Ce plus, ce plaisir, cette étrangeté font que M. Michel Onfray « pète les plombs chez Ruquier », que M. Vincent Cespèdes joue au *sniper* philosophique « chez Ardisson », le catalogue est long de cet acoquinement, aussi long que les mille et trois amours de Don Giovanni dans la liste tenue par son valet racoleur Leporello : il s'agit d'un catalogue de relations faites de conquête du public et de jouissance interposée, d'envie verte et d'admiration jalouse.

Bref : une relation de parole parasitaire.

Parasite, parasite, parlez pour moi

Parasite ? À l'automne 2015, un vrai philosophe fait la une des médias, Michel Serres, avec une entrevue dans la presse écrite où il déclare que « nous vivons dans un paradis ». L'auteur du *Système de Leibniz* (1962) appartient à la race peut-être en voie d'extinction des grands philosophes lettrés et savants à la française, et ne se donne pas en spectacle « chez Zigoto ». Il lui suffit de vouloir parler publiquement pour que l'interphone vienne à sa porte. Il ordonne à l'interphone de venir à lui, mais d'interphone il a besoin. Même si c'est sous la forme d'un article dans le *Monde*.

Or on lui doit le plus bel ouvrage de philosophie jamais composé sur la communication : *Hermès* (1969-1980), étude où Michel Serres nous permet de saisir sur le vif ce qu'est la relation de parole publique entre philosophe et journaliste.

Serres « part de l'idée » (comme on dit à la télé) que le parasite est au cœur de la communication. Sans ce bruit de fond, réel, qui fait grésiller la ligne téléphonique ou qui, virtuel, vient ralentir un échange Internet, sans le bruitage parasite, ceux qui communiquent perdent le sens du monde – le parasite qui crépite avertit que, « holà, le monde existe, il n'y a pas que vous deux en ligne ». Communication et parasite vont de pair.

Le parasite rappelle à l'existence d'un tiers, un agent extérieur, une tempête quelque part entre moi et le satellite, du vent simplement qui balance l'antenne, ou une publicité Google qui s'ouvre inopinément sur une page Web qu'on consulte. Le parasite signale qu'on ne communique jamais seulement à deux. Ancien officier de marine Serres sait aussi que si le parasite s'invite brutalement dans une communication radio et envahit son hôte, il y va parfois, comme pour un aviateur, de la vie et de mort : si le tiers grésillant devient toute la communication, on perd la communication voulue, et on en entre en perdition.

« Quel rapport » interjette l'animateur journaliste « avec l'intellectuel à l'interphone ? ». « Je vais vous le dire, un peu de patience, je vais être rapide ». « Allez-y, on vous écoute, ha, ha, ha ».

Justement, qu'est-ce que cet « on » que le journaliste immanquablement brandit comme une marotte enfilée sur sa main et dont il prétend être la voix ventriloque ? Qui est cet « on » ? Le public ? Comment ça marche ?

Le philosophe à l'interphone

Scène typique de cette parole parasite : le journaliste demande au philosophe d'expliquer ceci ou cela, de répondre « en direction du public », pour éclairer le public. La question appartient à celui qui parle au nom du « on », et la réponse à celui qui est sciemment placé hors du « on ». On nous dira que le rôle d'un animateur est de poser des questions. Soit, mais la fonction essentielle de la philosophie est justement de poser des questions, « expliquer », comme on dit, c'est-à-dire non pas d'accepter les termes de la communication voulus par le journaliste (ou le politicien ou le pape), mais de formuler les termes d'une question que souvent, justement, le public ne se pose pas. Aucun « public » avant Descartes ne s'était posé la question du « je pense donc je suis ».

Descartes passe à la télé

Imaginez la scène télé : « Bonjour, vous êtes René Descartes, professeur du secondaire au lycée français de La Flèche, bienvenu à *C Pas Mon Truc* (applaudissements). Votre livre fait un tabac (la caméra zoome sur le *Discours de la méthode*). Ça décroasse le mammoth ! (ricanements) On attaque direct avec la question zap zap (jingle sonore). À votre avis, en deux mots, zap zap : Je pense, moi ? donc je suis ? (ah ah ah ah) ». L'animateur a parasité le philosophe.

Dans le jeu médiatique qui mène le philosophe à assumer son magistère de la parole publique, il y a du parasite : le journaliste est le parasite entre le philosophe et le public. Comme un parasite il signale sa présence par du bruit sonore ou visuel (ricanements de collégienne sous ecstasy, haussements de sourcils botoxés) ; comme

Blabla République

un parasite il s'installe dans le logis de son hôte (ah, l'ambiguïté du mot « hôte » : inviteur, invité?) et phagocyte ce qu'il « a à dire » ; comme un parasite il envahit le jardin que Voltaire conseillait à Candide de cultiver, le jardin philosophique, si bien qu'en bout d'émission le choix pour le philosophe-jardinier est de dévaster son propre territoire pour tenter d'éliminer la bêtise parasitaire des questions (le « clash »), ou de se lever et de quitter le studio, et donc de fermer le jardin au « on », le public à la porte des vraies questions, et de laisser ainsi la part belle au parasite qui du coup devient, véritablement, le « on », le public : « Voyez-le, il ne joue pas le jeu, revenez, allez, revenez, ah, ah, ah » (le public en studio, au signal donné : sarcasmes, invectives, bruit).

L'interphone a gagné.

Il est temps de ressortir les mégaphones, Messieurs les intellectuels. Entrent en scène les experts. Les experts vous dament le pion.

CHAPITRE XIV

LE RAMAGE EXPERT

Il existe, depuis la réinvention par Bonaparte de cette chose très médiévale et vaticane, revue et corrigée par le rationalisme militaire français, le Rapport écrit, un autre corps intermédiaire du débat public : l'expert.

De l'idéologie du rapport écrit jaillit, puissante et autoritaire, la parole de l'expert, laquelle, comme les scories d'une éruption volcanique, se disperse largement sur le public qui reste aussi ignorant de son fonctionnement interne que le randonneur, regardant la Soufrière s'activer, l'est de la vulcanologie. Un expert possède du « pouvoir-parler-de ».

Il existe quatre styles de pouvoir-parler-de, c'est-à-dire de la manière dont ceux qui affirment posséder plus de savoir que d'autres usent de la parole pour s'assurer une part de la rente de parole.

Le style machiavélien, qui consiste à ajuster des paroles à une fin, les paroles étant ainsi la face publique, la projection vers nous, le peuple, d'un dessein tenu secret. Dans ce schéma le peuple est à la fois craint et méprisé : on le flatte pour le circonvenir.

Le style civique, qui consiste à voir le politicien traiter son concitoyen comme un ami à qui on peut faire des reproches sans susciter une rupture. Ici le concitoyen est une fiction pratique : un politicien copain-copain dit à ses

Blabla République

électeurs que nous sommes tous les mêmes, et il demeure sénateur à vie.

Le style courtisan, qui est de reconnaître publiquement des niveaux de subordination afin d'atteindre des fins entièrement personnelles sous couvert d'action publique. On est ici dans le mécanisme des cercles et des groupes, et du constant positionnement des uns par rapport aux autres.

Enfin, le style bureaucratique, qui vise à éliminer toute interaction personnelle, tout face à face. Le style bureaucratique s'est étendu à l'expertise avec une variation d'importance : initialement conçu pour éliminer la prise de parole, son principal instrument, le rapport écrit, rédigé, composé, est devenu une manière pour l'expert de prendre au contraire la parole.

Le rapport n'en est pas un

D'où sort le rapport expert ? À Polytechnique, en 1805, l'empereur fraîchement couronné ordonne qu'on supprime l'éloquence, la parole vive, et qu'on lui substitue cette merveille des temps modernes, le rapport écrit. Le *Rapport* de la Commission définit ainsi le genre du rapport administratif, tenon essentiel du gouvernement moderne des hommes, en établissant un contraste saisissant entre la parole et l'écrit :

Chez les anciens, l'éloquence, ou l'art de la parole était bien plus cultivée et d'une tout autre importance que chez les modernes. C'est qu'alors toutes les grandes affaires se traitaient de vive voix ; presque tout l'enseignement que donnaient les philosophes et les rhéteurs était oral ; les

Le ramage expert

communications par écrit étaient difficiles et lentes ; on n'avait pas découvert l'imprimerie ; on ne jouissait point de la facilité et de la rapidité des communications qui sont la suite de cette importante découverte. Chez les modernes, tout se traite différemment ; tous les projets se rédigeant par écrit ; souvent on les imprime ; et ils sont soumis à une lecture froide et réfléchie. Il n'est donc pas moins important parmi nous de savoir écrire qu'il l'était chez les anciens de savoir parler au besoin et à l'instant sur une matière donnée.

On a là une des formules fondamentales de notre parole politique : la formation de l'élite à une parole experte qui est, avant tout, une parole écrite et soumise à un supérieur de qui dépend la décision.

Écoutez bien les experts : ils parlent comme un rapport écrit dont ils ont extrait des têtes de chapitre, ce que les Anglo-Saxons nomment *executive summary*, un résumé par et pour l'exécutif, le décideur – exécutoire serait plus juste.

Qu'est-ce qu'un rapport ? Appliquant la formule de Jacques Lacan qu'« il n'y a pas de rapport sexuel », le Rapport de la Commission de 1805 déclare que le rapport n'en est pas un.

Expliquons : le but de l'entregent bureaucratique est d'éliminer grâce au rapport écrit, impersonnel, le rapport personnel, le face-à-face, la scène de parole sans concession quand le subalterne débarque dans le bureau du supérieur pour lui dire ses quatre vérités.

Le principe du rapport écrit est là : éliminer la vivacité terrible de l'échange verbal et le renversement des rôles par le seul effet de l'expression directe. Éliminer l'éclat de voix. Et puis percoler le rapport dans le ronron bienséant et un peu pompeux de l'expert qui « s'exprime ».

Blabla République

On soumet un rapport. L'expression dit le fait. C'est exactement ce que le rapport expert veut produire en direction du public : que le rapport soumis au décideur provoque une soumission du public à l'écrit expert. Et à sa moderne traduction médiatique : l'expert qui récite un rapport qu'il a écrit. Qui prétend parler, quand il ne fait que réciter une tranche d'expertise. « Il est sérieux » disent les gens. Sérieux en quoi, justement, au-delà du ton copié sur le guindage de l'écrit et animé de gestes qui font semblant d'être naturels ?

Le corbeau plus malin que le renard

La parole experte est cachée, secrète, dissimulée dans des Rapports dont les effets publics sont toutefois décisifs. Elle ne se dévoile entièrement, à nu en quelque sorte, que rarement, dans des occasions où justement elle informe des politiques.

Pour renverser l'expression de La Fontaine dans la fable du *Corbeau et du Renard* – « Sans mentir, si votre ramage / Se rapporte à votre plumage, / Vous êtes le Phénix des hôtes de ces bois » – on doit au contraire, dans le cas des experts qui parlent par écrit et en sourdine dans les corridors du pouvoir, et soudain apparaissent dans le débat public, tirer de dessous leur plumage (le rapport) leur ramage, la parole qui se dissimule. L'expert n'est pas aussi crédule que le Corbeau, il n'a cure de « montrer sa belle voix », au contraire il dissimule voix et fromage dans le bec de ses rapports.

Un exemple, à propos du dialogue social pour faire goûter le sel de l'affaire, de cette dissimulation.

Le ramage expert

La voici à l'œuvre dans un rapport rendu au premier ministre en 2006, qui anticipe la loi sur le dialogue social de 2007, *Pour une modernisation du dialogue social*. Voyez comment ce Rapport décrit « le monde du travail » où se localiserait « la démocratie sociale » :

Dans ce théâtre, sans unité ni de temps, ni de lieu, ni d'action, il devient, en effet, plus qu'urgent de redéfinir le rôle de chacun ainsi que les règles du jeu.

On apprend, en dernière année de licence de lettres, qu'une tragédie classique doit respecter les unités de temps (vingt-quatre heures), de lieu (le même endroit, un palais souvent, style Matignon ou Bercy) et d'action (un seul thème) : pourquoi, dans un rapport solennel, dont le signataire porte sur lui les adoubements politiques et entrepreneuriaux d'être directeur général adjoint chargé des affaires sociales et institutionnelles du groupe SAFRAN, et président de Pôle Emploi, pourquoi donc vouloir formuler le « monde du travail » selon les règles du théâtre classique ? Pourquoi jouer aux *Femmes savantes* et aux *Précieuses ridicules*, et invoquer l'hyperbole théâtrale ? Pour faire cultivé ? Non, parce qu'effectivement le pouvoir se dit, en France, en termes d'unité d'une action impulsée depuis un centre de décision et se déroulant selon un calendrier arrêté, et tout cela doit se trouver dans un rapport. Écrit.

Le rédacteur du rapport emprunte même dans le Récapitulatif, une formule que Louis XIV faisait graver sur le bronze de ses canons : « *L'ultima ratio* de tout dialogue social, en France, reste la Loi ». On passe du théâtre au théâtre des opérations de décision, de l'unité souhaitée pour les discussions sociales au coup de canon final tiré par le maître. Le plumitif fait son ramage.

Blabla République

Ce délire écrit révèle en effet d'une part le désir effréné de parler, pour de vrai, d'ouvrir son bec et de monter en scène pour faire du ramage : on imagine la jeune et fringante rédactrice lancer ainsi une œillade vers un cabinet ministériel. C'est au demeurant un cursus habituel : de plumitif à emplumé. Car ce désir est réprimé jusqu'au moment où l'expert se lance dans la politique : enfin il peut parler. Enfin ramage ! Le pouvoir est là. Je ne cite aucun nom. Macron.

Mais écoutez-le bien, l'expert formé dans les grandes, et moindres, écoles du pouvoir où on lui apprend encore et encore à composer dissertations, commentaires de texte, rapports, passé l'âge du bac quand ses anciens camarades de lycée sont désormais là, à pianoter des commentaires mal ficelés sur leurs portables et sous des pseudonymes souvent plus inventifs que la longueur optimale de 71 à 100 signes : vous verrez constamment l'écrit expert se profiler, comme la doublure d'un manteau qui donne de la tenue au vêtement, sous les discours publics du politicien flambant neuf.

La parole-fromage

Mais le vrai fromage n'est pas seulement ce double désir, montrer qu'on possède la parole experte et la taire en même temps dans l'écrit que signe le chef afin d'assurer sa carrière dans les coulisses. Il est dans le rapport que l'expert entretient avec la procédure elle-même de parole dissimulée. Le maître ici n'est pas le Gouvernement, mais la procédure elle-même. On a affaire à un fétiche.

Le ramage expert

Citons donc, pour saisir sur le vif esthétique et éthique le fétichisme du rapport écrit, la conclusion d'un rapport sur le nouveau Palais de Justice de Paris-Batignolles, « sollicité par la direction des Services judiciaires du ministère de la Justice et l'Établissement public du Palais de Justice de Paris pour apporter son expertise à la réflexion sur la symbolique du futur tribunal de Paris » (2015).

Il s'agit de la Justice, fonction fondamentale de la vie en société. L'expert ici se fait philosophe.

Ce rapport, bien incomplet, s'est borné à désigner quelques questions à étudier, à souligner des enjeux et à suggérer des solutions. Il a attiré l'attention des décideurs sur des points importants qui peuvent s'avérer lourds de signification. Encore une fois, il n'entrait pas dans sa mission de les trancher. Il se permet toutefois de donner un ultime conseil : il ne faut pas espérer livrer une symbolique « clé en main » dès l'ouverture. Cela serait un contresens sur le rôle de la symbolique. Celle-ci dépendra en effet de l'utilisation qui sera faite du bâtiment par le public et les professionnels. C'est à l'usage que les symboles vivront ou tomberont en désuétude avant même d'avoir vécu (combien de fois l'a-t-on constaté dans les palais de justice). C'est la raison pour laquelle il faut se garder de faire des choix trop rigides et trop lourds (en termes de sens comme d'investissement) pour se donner la possibilité de les ajuster et les adapter à l'usage. Donnons-nous aussi du temps car c'est lui qui *in fine* consacrera les choix proposés.

N'oublions pas que le propre du symbole est d'être un signe de reconnaissance entre des personnes, qu'il reste une médiation, un instrument de communication entre un énonciateur et un destinataire. Le message qu'il lance est reconstruit de manière permanente par

Blabla République

les interlocuteurs de cette communication silencieuse qui traverse les générations. Au moment d'ouvrir ce tribunal, tout ce qu'il est possible de faire est de proposer un sens à la justice du ^{xxi}e siècle pour le peuple de Paris. Laissons-lui la possibilité de répondre.

Le fait est que « le peuple de Paris » jamais ne lira ce rapport, et jamais n'y répondra. Le fromage reste fermement dans le bec du rapporteur.

L'expert aura parlé, pour lui. Il existe ainsi avec les experts un corps intermédiaire de parole qui agit sur le public, mais n'apparaît que très rarement, et qui préfère parler en sourdine, le fromage de la profession bien tenu dans le bec du pouvoir.

Le peuple est alors réduit, au terme des interventions et prestations des élites en tout genre, à l'état d'« usagers » de la politique qui, tel tout usager, débite un formulaire d'utilisation de la parole publique : le peuple consomme des mots.

TROISIÈME PARTIE

BLABLA CITOYEN

CHAPITRE XV

SOMMES-NOUS IDIOTS ?

Nous imitons notre langue. Nous faisons comme si nous étions des touristes en France s'adressant à des animaux exotiques dans une cage en imitant leur parole.

On aura remarqué que l'effet le plus immédiat du terrorisme aura été la publicité mondiale faite à notre langue : les télévisions américaines caquètent du « Plàs dé la Raypublik », avant cela du « Je souis Chhharly » – ce slogan est peut-être la meilleure trouvaille, subreptice, de la Direction générale de la sécurité intérieure qui parfois emploie des agrégés de lettres –, et les Anglais en villégiature en Dordogne raffolent désormais de « lâ renntray dé klàs ». On imagine mal combien ce rituel scolaire et républicain peut fasciner l'étranger.

Dire « *Republic Square* », et expliquer ce que désigne, en France, à Paris, l'expression ne suffit pas : imiter le son de l'appellation française suffirait à expliquer l'événement historique qu'elle célèbre, et comment et pourquoi la statue qui s'y trouve a son pendant dans celle de la place de la Nation. Bref la glorieuse histoire de la République est gommée au profit d'un son idiot.

En nous imitant, mal, les médias étrangers ne nous marquent aucun respect, contrairement à ce qu'ils pensent. Au contraire ils nous réduisent à des artefacts de langage, comiques et extrêmement locaux, un peu comme la presse

Blabla République

anglaise souvent nomme le premier ministre ou la gendarmerie de l'Eire par leurs noms celtiques pour signaler à quel point ils sont localisés.

Littéralement on nous fait rentrer dans la gorge ce que nous sommes, et on nous dit : vous y restez, vous êtes devenus seulement ça : des artefacts de langage qui désignent des choses si peu compréhensibles pour le reste du monde qu'on est contraint de les nommer comme vous les nommez.

Tout cela frise l'idiotie.

Des poux dans la parole

Hélas, souvent aussi, nous nous imitons nous-mêmes, en français. Pourquoi donc attirer l'attention sur cette « idiotisation » de notre langue par les étrangers ?

Pour signaler que des faits importants, politiques ou sociaux, des événements terribles, des habitudes nationales sont perçus comme des objets exotiques ; mais plus encore, pour ce qui nous préoccupe dans ces pages, pour indiquer que nous nous faisons à nous-mêmes ce genre de tort, en usant d'artefacts de parole à propos de nous-mêmes : nous fabriquons nous-mêmes, pour nous-mêmes, de l'idiotie.

Exemple : au moment de la rentrée des classes, les pharmacies installent près des caisses ou des comptoirs des étalages de produits contre poux et lentes. Au supermarché on met des sucreries pour attraper les gamins comme le miel les mouches. À la pharmacie, des tue-parasites, comme le marmot le pou. L'apothicaire, qui remplit en France une fonction sociale à nulle autre pareille dans les pays voisins, ne nous dit pas « Rentrée des classes », mais

Sommes-nous idiots ?

« Poux et lentes ». L'apothicaire – suivez, selon les saisons, le rythme des étalages de médicaments en vente libre – décrit, sans le dire directement, les moments forts des périls médicaux du vivre ensemble : poux et lentes (septembre), rhumes (octobre), états grippaux (novembre), antiacides et indigestions (décembre), allergies (avril), cloques de bronzage et herpès (juillet-août), et ainsi de suite. Il y aurait un roman picaresque à composer sur ce calendrier paramédical du « comment des gens mis ensemble créent non pas du vivre-ensemble mais du malade-ensemble ». Ou une BD.

Il suffit donc, en septembre, de poser la question à la pharmacienne de service, « pourquoi tous ces produits poux et lentes ? ». Elle vous regarde, gênée, « eh bien... la rentrée des classes ». Elle a permuté une réalité avec une expression. Et l'expression, l'idiome suffit. La pharmacie déclare : poux et lentes. À nous d'opérer la déduction : donc rentrée des classes. Mais qui va nous expliquer le mécanisme ? Personne. Tabou social. On sait. On ne dit pas.

De même que les médias internationaux disent « Plâs dé la Raypublik », et cet idiome suffit pour tout expliquer de la glorieuse, et vengeresse, III^e République, laissant au public le soin de faire le lien, de même les pharmacies nomment ceci pour ne pas nommer cela : le lien entre les deux.

On a là un processus général qui afflige la parole publique en France – qu'on doit appeler par son nom : idiotisation.

Des idiots du village

Un mot, tout de même, sur l'idiot car il possède un rapport direct avec la politique.

Jadis, à la naissance de la démocratie, en Grèce, une transformation quasiment anthropologique eut lieu : d'abord le village, renfermé sur ses us et coutumes, hostile ou indifférent au monde extérieur, où l'individu n'était pas un citoyen mais un villageois, un élément soumis à un tout organique. Et puis vint la cité, la *polis*, ouverte à la négociation et au débat pour fabriquer des lois, s'affirmant face au monde extérieur, où l'individu était un citoyen c'est-à-dire capable de mettre au défi lois et procédures – la politique.

Le village était enfermé dans un idiome. La cité inventa la parole publique (et son manuel la *Rhétorique* d'Aristote). Le terme « idiot » qualifiait justement celui qui se renferme sur soi et ses us et son idiome.

Un idiome est un langage clos. L'idiot est toujours « du village ». Le village est l'idiotie. Avec l'invention de la démocratie l'idiot du village est devenu le citoyen de la cité. Une démocratie ne saurait souffrir la réapparition de l'idiotie. Et pourtant un processus d'idiotisation a lieu.

Car, ce qui se passe avec la formation d'idiomes, comme dire « poux et lentes » pour ne pas signifier « rentrée des classes », n'est-ce pas en fait la réinjection, post-moderne, de la tyrannie sourde de l'idiotie ?

Idiotie : se dit d'un discours politique qui paraît ouvert sur tout, mais est en réalité fermé et renfermé sur sa propre complaisance.

Sommes-nous idiots ?

Par souci de salubrité publique il faut classer ces idiomes de l'idiotie qui sont analogues au pharmacien qui étale « poux et lentes » pour ne pas dire : à la rentrée des classes, il existe chaque année un « gros problème » d'hygiène scolaire. Les idiomes du politique permettent de classer le problème, vite fait, bien fait. Hélas, le problème lui demeure.

Deux exemples d'idiotisation politique, parmi cent autres.

Idiotie de fonction : une forme particulière de l'idiotie existe chez les ministres qui se mêlent de parler de ce qu'ils ne connaissent pas mais prétendent connaître en vertu de leur fonction.

De la part des ministres techniciens (finance, défense, pêcheries) l'idiome est difficile à repérer du fait même du public restreint qui a accès au langage de la finance, de l'armement ou de l'halieutique. Mais pour les ministres version allégée, jadis simples secrétaires d'État, c'est une autre affaire. La culture ou l'éducation. Multiples bévues dont on ne retiendra que celles-ci, emblématiques : Mme Audrey Azoulay, pour marquer la disparition de Michel Butor, invente un titre de roman justement « emblématique » de Michel Butor, qui n'existe pas. Autant pour l'emblème. Peu importe, grâce à Internet, forme de l'idiotie, il finira bien par exister ce roman.

Idiotie d'un genre spécial, ou l'idiotie pas vu-pas pris : Mlle Julie Le Goïc, élue brestoise, ex-EELV : « Du coup le prêtre mort, il a droit à 70 enfants de chœur au paradis ? » Ce qui est sidérant ici n'est pas la blague dans la veine *Charlie Hebdo*, mais on a dit pis vers 1900 sur les curés et les nonnes, mais comment cette élue proche de la Nature se justifie par son naturel qui revient au galop

Blabla République

dans son auto-disculpation : « J'ai eu la bêtise de faire (cette blague) sur Twitter ». Donc l'idiotie d'une élue est permise si elle reste en petit comité, pas vu pas pris, ce qui revient à dire que l'élue en question reste idiote, et méchante, et simplement, comme dirait Sartre, un « salaud ». Mais chut, l'enfer c'est les autres. Justement : les autres qui lisent les tweets.

La liste est longue de ces bévues politiciennes et ne se limite évidemment pas aux gens en place pour le moment. Épargnons ceux qui encore à terre. Attendons qu'ils sortent de prison pour les cingler.

Le problème de fond est que dans la prise de parole idiote la fonction crée l'organe : être ministre, être élu fabrique l'organe de parole, à tue-tête, à tire-larigot, à la va comme je me pousse, et n'était la vigilance, somme toute banale des médias (car il ne faut pas avoir « fait » Normale pour se rendre compte que Simenon n'a pas écrit *Mort à crédit*), de pires idioties passeraient comme une lettre, jadis, à la poste. La fonction renferme le ministre en titre ou l'élus sur soi-même. Il devient un idiot de son village.

Leurs déclarations sont évidemment des insultes au public. Mais si dire des idioties est un privilège de leur fonction, comme le macaron sur le pare-brise, le peuple n'est pas toujours dupe de cette malversation.

CHAPITRE XVI

#ON VAUT MIEUX QUE ÇA!

Un des slogans les plus intéressants lors des manifestations contre la loi Travail, en mars 2016, écrit au feutre sur un carton, paraissait tellement vrai, au premier coup d'œil et en mettant un mouchoir pour éviter les lacrymogènes : « Vous pensiez vraiment qu'on allait rester sur Twitter? #On Vaut Mieux Que Ça! »

Formidable de pertinence. Rupture d'une des formes les plus pernicieuses du blabla république, car ourdie d'onction pateline et de BCBG politique : le « dialogue social ». Vraiment ?

Chaque année se tient une grande « conférence sociale », messe républicaine de cette bête rhétorique, le « dialogue social ».

Pérorer sur le dialogue social

Voici la péroraison du discours du président Hollande, un mois avant les attentats de novembre 2015, et annonceur de la loi Travail :

Alors j'ai confiance dans le dialogue social, dans la réforme nécessaire, indispensable, dans le modèle social que nous devons non seulement préserver mais faire évoluer. J'ai confiance parce que je sais ce que les Français

Blabla République

peuvent éprouver dans cette période, une peur, une peur légitime, quel va être l'avenir ? Mais qu'ils ne se laisseront pas gagner par la peur, car il n'y a aucun pays qui n'a pu être victorieux s'il a cédé à la peur, au repli et au doute de lui-même. Et c'est pourquoi les partenaires sociaux seront au cœur de ce que nous avons à faire jusqu'au bout pour faire avancer notre pays dans la réforme et dans le dialogue. Merci.

Exemple sans détour de blabla, du blabla de nature catéchétique, un bréviaire. Réplique : « Vous pensiez vraiment qu'on allait rester sur Twitter ? #On Vaut Mieux Que Ça ! ». L'Église a connu ça jadis : au refrain du curé, la réplique du mystique, ou la sorcière qui prend son balai.

Le « dialogue social » jouit, à gauche comme à droite, d'un prestige que les anthropologues, qui comme les politiciens ont l'art d'inventer des mots, appellent « mytheme » – un mytheme est un récit fait d'actions en apparence diverses mais qui expriment une structure d'ensemble qui, à vue d'œil, n'existerait pas.

Cette unité de signification, pour parler net, permet de comprendre des comportements ou des croyances essentielles qui, toujours à vue d'œil, sont disparates et que rien ne relie. Songez à une image d'auto-tamponneuses : sur le bord d'un stand de forain vous regardez des autos se tamponner, dans une apparence de chaos. Restez un peu plus, sirotez le pastis que vous avez dissimulé dans une canette de coca, et vous verrez que telle auto tamponne souvent telle autre ; bref un schéma directeur va apparaître et vous pourrez même, si vous êtes écrivain, monter une histoire extraordinaire de rencontres et de ruptures amoureuses. Vous aurez découvert un mytheme. Ou plutôt vous vous imaginez, doctrinaire, avoir découvert une structure.

#On vaut mieux que ça!

Le « dialogue social » c'est un peu ça ; ça veut faire jaillir une cohérence cadrée à partir des relations sociales créées par les relations de travail qui jettent ensemble des gens, lesquels, par ailleurs, n'ont la plupart du temps rien en commun. Les fameuses « relations de travail » sont des relations forcées. Et de l'ensemble des procédures réglementaires et législatives qui désormais « encadrent » le Travail, par le « dialogue social » on veut faire jaillir une réalité générale.

C'est la version *soft* de la lutte des classes, l'autre mytheme du Travail dont il faut déplorer l'extinction car elle au moins donnait du ressort à la politique, intérieure et étrangère – la vraie, pas la version managériale du politique dont l'oligarchie qui nous gouverne (droite et gauche) a fini par nous persuader que c'est la seule forme possible de la démocratie républicaine.

Remède verbal à la douleur de travailler

C'est donc une rhétorique, et une doctrine. Du blabla au niveau maximum. Du blabla grave car l'État entend rajouter à son contrôle absolu de la souveraineté nationale le contrôle absolu de la souveraineté-Travail.

Les pratiques du dialogue social sont une quasi-liturgie : des rituels du droit du travail, fixant les qualités des partenaires sociaux, leur vocabulaire pompeux, leurs procédures et leur calendrier. Il faut voir les cortèges syndicaux comme des cortèges liturgiques. La Conférence sociale, généralement tenue avant l'été, a deux buts : un but machiavélien, à savoir fixer à l'avance le calendrier de septembre et tenter de désamorcer le rituel des mouvements sociaux qui,

chaque rentrée, redouble le rituel de la reprise des travaux parlementaires ; un but idéologique, en s'alignant sur les « conférences du travail » qui préconisent un dialogue social permanent.

Dialoguer éteindrait la douleur de la plus-value créée par le travail.

Dit autrement, le dialogue social, élevé à une rhétorique générale, crée deux peuples au rang de la souveraineté et de la représentation nationales : le peuple qui vote, et délègue son pouvoir aux députés ; le peuple qui travaille, et délègue le pouvoir qu'il n'a pas à des délégués – bref un « hyper-peuple », dont le dépositaire est le gouvernement.

La rhétorique du dialogue social, par un gouvernement qui « y croit » (c'est un élément de sa doctrine), par comparaison avec le précédent qui n'y croyait pas vraiment (quand M. Brice Hortefeux se gargarisait de « démocratie sociale »), rappelle cependant une différence de fond entre la droite et la gauche : à droite, il existe une rhétorique des relations qui créent du travail, à gauche il existe une rhétorique des relations que crée le travail.

Explication sur ce « qui » et ce « que ». Pour une mentalité de droite, la relation employeur-employé fabrique le travail : on cherche un emploi, on passe une entrevue, on signe un contrat d'embauche, on gagne un salaire : le travail est le produit de cette relation. Pour une mentalité de gauche, la relation est inverse : le travail préexiste au processus décrit, puisqu'il est organiquement lié au capital investi ; le travail crée la relation employeur-employé.

#On vaut mieux que ça!

Mise en mots du peuple-travail

Le « dialogue social » est une vaste mise en scène de la première ou de la deuxième interprétation, un mytheme de gauche ou un mytheme de droite au gré des élections.

Le rapport de 2006 (déjà cité) parlait de « théâtre, sans unité ni de temps, ni de lieu, ni d'action ». Ceci est une formulation de droite, en termes de rôles et de contraintes dramatiques qui permettent une mise en scène des acteurs sociaux (version Sarkozy).

Une formulation d'agréé de gauche, aurait remplacé « théâtre, règles du jeu » par ceci :

Autre chose serait d'inscrire dans la Constitution une nouvelle articulation entre le législateur et les moyens qu'il se donne pour que sa décision soit assise sur une concertation ou une négociation avec les partenaires sociaux.

Vous avez reconnu? M. Bernard Thibault, l'ancien secrétaire général de la CGT.

De quoi se fait-il le défenseur sinon de deux choses : d'une part il prend ses distances envers la séparation entre peuple-souverain et peuple-travail, en rappelant au gouvernement doctrinaire actuel que la Souveraineté ne se fractionne pas, qu'il y va de la Représentation du peuple en démocratie républicaine; et d'autre part qu'il existe un danger à transformer, par doctrine, la définition même du peuple.

Blabla République

Quand la manœuvre venait de droite, peu importe car clairement M. Hortefeux s'en moquait. Quand la manœuvre exprime une volonté doctrinaire de quadriller la représentation nationale, le patron de la CGT se souvient de ses lectures, même en extraits, du *Capital* – que le travail est lié au capital et que, par le nombre, le peuple qui travaille « excède » les capitalistes, donc que le Législateur est, logiquement, son véritable représentant, donc qu'il s'agit pour ce gouvernement doctrinaire de se rendre compte pleinement que si l'Assemblée est truffée de profs et d'avocats ou de politiciens professionnels, eh bien c'est au Législateur de représenter effectivement le travail.

Le plus vrai des syndicats, le seul qui ne soit pas tourne-casaque, a bien vu que le mytheme du gouvernement doctrinaire à qui nous avons remis, domino après domino, les pleins pouvoirs (et dont il ne semble pas quoi faire) est de créer une rhétorique générale qui lui permette de jouer une fois sur le clavier du peuple-souverain, une autre sur le clavier du peuple-travail, le gouvernement ayant donc tout sous son contrôle dans le but d'éviter tout auto-tamponnage. En vain. Le peuple-travail est excédé d'être cantonné au peuple-souverain.

Voilà comment nous sommes tenus par le blabla-dialogue social qu'aucune manifestation, aucune échauffourée, aucun acte violent de rue, et encore moins l'état d'urgence, n'a pu et ne pourra faire rentrer dans la gorge des politiciens : « Vous pensiez vraiment qu'on allait rester sur Twitter? #On Vaut Mieux Que Ça! »

Certes, on vaut mieux que ça, mais tant qu'on manifeste avec des slogans style twitter, on parle moins que ce que l'on dit valoir. On a absorbé le langage de la domination.

#On vaut mieux que ça!

Il n'est pas de pire serviteur que celui qui parle comme son maître. Or cet effet langagier d'intériorisation de la parole dominante s'est disséminé par des canaux « populaires » qui, à première vue, sont étrangers à cet asservissement de parole ou, au contraire, ils s'adjugent le profil de la liberté et du plaisir individuel.

CHAPITRE XVII

L'UBÉRISATION
DE LA PAROLE POPULAIRE

Avant d'en parler, un peu de culture classique, du Boileau, *you know* Boileau? LOL! #BoileauGo! Citation :

Avant donc que d'écrire, apprenez à penser.
Selon que notre idée est plus ou moins obscure,
L'expression la suit, ou moins nette, ou plus pure.
Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement,
Et les mots pour le dire arrivent aisément.

« Les mots pour le dire arrivent aisément » ?

Boileau, le poète de Louis XIV, avait défini paradoxalement la parole numérique, YouTube, Vine, Snapchat, Twitter, ces relais sociaux médiatiques indispensables pour saisir sur le vif, bleu comme on le dit d'une viande, « comment ça parle » autour de nous sur le gril du Web.

Démonstration et Tour de France des médias sociaux qui ubérisent électroniquement la parole publique – et qui rameutent des millions de gens, un corps électoral bien à soi. Mieux que l'élection : l'électron.

Norman fait des vidéos. Faux! Il parle

Sur YouTube, on trouve Norman : 6 millions d'abonnés, autant de *followers* sur Twitter, sans compter les autres plateformes. Séquences de 4 minutes. Trentenaire adulé par de jeunes ados ou des jeunes 18-30 ans qui croient encore au père Noël, et qu'il n'est pas une ordure. Faux langage populaire. Faux *background* prolo. Faux show niveau école primaire. Faux appart' étudiant fauché. Faux *twink* même, en dépit de l'âge dont il faudra bien réparer l'irréparable outrage. Tout est faux chez Norman. Sauf son chat.

De fait, un de ces trucs favoris est de se poser une question rhétorique ou d'affirmer que ceci ou cela, et immédiatement « FAUX » claque sur l'écran. De faux en faux Norman s'est enrichi. Norman a compris comment déblatérer crée de la tune. Norman a compris comment la parlotte fait le politique. Niveau franco-français, très parisien, côté canal Saint-Martin. Hélas son canal YouTube n'est jamais vidé. Norman engrange. Il ne vidange pas.

Avec un peu de recul (« FAUX » !, okay, sans aucun recul) Norman a trouvé la recette qui marche pour se rendre spectaculaire. Le ressort est simple : je me filme disant des âneries en pratiquant l'auto-dérision qui crée du revenu. Je me vois agir et je m'entends dire, et je produis des bénéfices. Forme étonnante d'accumulation du capital par la parole seule, car sans ses blagues et ses FAUX ! les images ne porteraient pas le message. Norman a créé une marchandise (lui et ses facéties) avec un investissement

L'ubérisation de la parole populaire

minimum vite amorti, et a laissé ses spectateurs créer de la plus-value avec du faux : ses « faux-lovers », *followers*, travaillent pour lui à chaque cliquetis. Comme il dirait « plus con, y' a pas ? FAUX ! si, y'a : vous, et n'oubliez pas de vous inscrire ! Bref pointez à l'usine ». Tout ce montage est du capitalisme de parole. « Les mots pour le dire arrivent aisément ». Il offre le patron sur lequel est taillée plus d'une carrière politique. M. Macron c'est Norman pour le Medef.

Enter ze Bodin's

Les Bodin's ? *You know* ? On aura noté l'inévitable anglicisation : « Bodin's ». Mais ce n'est plus Paris X^e ; et ce n'est pas Jean Bodin, auteur à la Renaissance des *Six livres de la République* (au sens pré-Bastille du mot : le bien commun politique) ; c'est la Province, la Campagne, la fameuse « ruralité », et deux énergumènes qui se griment en paysans, la mère, édentée, sale, perverse, et son fils benêt, puceau, souffre-douleur. Leurs sketches, sur scène, en tournée à travers la France font recette, et un tabac sur la toile : « Face de Bouc pour les Nuls » comptabilisent plus de sept millions de visionnements en quatre ans.

La France périphérique plébiscite. Les commentaires sont quasiment unanimes : « géniaux, rien que du bonheur, adorables, redonnent le moral ». Sept millions, soit un sixième du corps électoral. Les Bodin's pourraient figurer placé au premier tour et enlever une vingtaine de députations – à l'instar de Beppo Grillo qui, à partir d'une émission aimablement intitulée « *Vaffanculo* », a assuré à son *Cinque Stelle* une centaine de députés et les mairies de Turin et Rome. Faux ! Non, Norman : vrai.

Et pourtant les deux personnages sont d'atroces caricatures que la FNSEA devrait clouer aux portails des granges comme jadis les oiseaux de mauvais augure : ils mettent en scène, et en paroles, une jacquerie spectaculaire, mais qui n'ose pas l'être. Rébellion au petit pied, cruautés de voisinage, roublardise mesquine, et violence familiale rideaux en cretonne bien fermés. Les sept millions de visiteurs, qui sont-ils ? Des Bodin's ? Probablement pas. Des urbanisés, plutôt, qui n'ont pas à se lever avant les poules et travailler au tracteur pendant dix heures, qui disposent d'une couverture Internet stable sans trous noirs ruraux, bref des nostalgiques de ce qu'ils pensent qu'ils auraient dû connaître de la Vraie France. Internet crée ce genre de fausse mémoire et de vrai désir. Et cette France-Bonheur est une mascarade. Et les avalanches de commentaires des illusions.

Car quand les campagnes vraiment s'éveillaient, jadis, les fourches et les fusils sortaient, et les autres, terrifiés, ne savaient plus où se terrer.

Les Bodin's ou comment faire accroire que parler des paysans c'est aussi parler à des énergumènes. Écoutez comment les politiciens traitent de nos paysans, de nos marins-pêcheurs, ces laboureurs de la mer (tiens ! il manque un YouTube sur le sujet), de nos montagnards et pastoureaux, et vous verrez que les Bodin's sont, grâce à Internet, les relais d'une fantasmagorie lénifiante. Qui empêche l'action. Par contre pour les éleveurs le choix n'est pas entre parler et parler, mais faire ou faire :

Quand l'herbe se fait plus rare, le choix se résume à trois alternatives : taper dès l'été dans les réserves pour l'hiver, acheter des aliments du bétail si on manque de

L'ubérisation de la parole populaire

réserves fourragères, vendre des animaux pour réduire le nombre de panses à remplir.

(Bilan lors du Sommet de l'élevage
à Cournon, *L'Humanité*)

Car les Bodin's ne font rien, sauf parler-faux-rural : leur attrait sert à ça, comme être sans faire, par le seul effet de la parole en scène. Autre modèle du politicien. Désarmement du peuple des campagnes.

Allons de la France profonde à la France de la côte. Connaissez-vous le duo Papooz ?

Papooz et PNL

Des chanteurs post-acné. Dans une entrevue aux *Inrocks* (*what else?*), ils filent la légende suivante :

On a beaucoup traîné au Cap Ferret, on a une bande au bord de l'eau. Le groupe s'est construit là-bas. Ce qui nous a quand même donné un esprit assez solaire, même si on est des gars de Paris sauf le batteur et le bassiste qui viennent de là-bas. Dans ma maison du Cap Ferret, au bord de l'eau et en plein hiver, on a installé notre home studio. On a enregistré en live tous les instruments pour garder la même énergie qu'on a justement en concert.

Ils entonnent l'air de l'exotisme anti-technologique, dans l'île de Rhodes (très chic) :

Soko voulait une image DIY des années 80, donc on a pris une caméra Sony à cassettes. On est arrivé là-bas et elle ne marchait pas, les batteries étaient mortes. Heureusement, j'avais apporté une caméra de secours qui

Blabla République

devenait appartenir à mon père, un truc waterproof mais qui est vraiment pourri : ça faisait plutôt image TF1 *L'Île de la Tentation*. Donc on a tourné avec ça et après on a mis un filtre. Et comme on avait une batterie de merde, on devait s'arrêter pour la recharger dans des endroits. On a fait le clip en deux après-midi.

Ulysse et Armand ne font pas des vidéos, ils ne s'imaginent pas en ruraux bêtes et méchants, mais ils pourraient faire de la politique, version NKM. Ils ont inventé le mirage de la liberté de paroles, entre nous mais nous partageons les images, un mixage *globish* BCBG, bref le rallye dansant comme modèle d'interaction sociale.

À leurs côtés, le phénomène rap PNL apparut aux antipodes de classe. Et pourtant...

Musique fabriquée électroniquement, paroles distendues par les manipulations de console, accent arabo-faubourien banal mais amplifié, bref un attirail technique hypersophistiqué qui rappelle les techniques de l'opéra XIX^e siècle – prétexte sociopolitique pour exciter le public, cher à monter, tape à l'œil et tape à l'oreille ; mais, de nouveau, la mise en scène de l'exclusion sociale dans le support image. Qui offre « la promesse du bonheur... sous les couleurs de l'enfance » (*dixit Libé*). Enfance ? Définition : *infans*, en latin : ce qui ne parle pas comment un adulte parle ; *adultus* : celui qui a fini de grandir, qui parle.

PNL ne parle pas, il fait semblant de parler. Il imite ce que parler dit. PNL fait de la politique.

#LoveArmy

Un cran au-dessus, à l'international comme on dit, *meet* Jérôme Jarre.

En trois ans il devient une étoile de Vine (des vidéos de six secondes, sept millions d'abonnés pour le presque trentenaire qui se fringue lycéen) et de Snapchat (vidéos jusqu'à deux minutes). La légende est toujours la même : il fait l'imbécile potache pétomane et souvent termine sur un sourire triangulaire de clown. Il voyage en première, mais traîne en tricots et tongs.

Après l'attaque de Nice par un partisan du Califat de l'État islamique il annonce à des millions d'abonnés : « [je] décide de rentrer en France, de rentrer à Paris, je termine ma mission humanitaire aux Philippines, pour combattre la morosité que les terroristes, les attaques » ont créée car « il faut beaucoup de... euh... et... de euh... et... euh, alors je lance un appel, faire sourire un inconnu, soyez généreux, montrons à ceux qui veulent nous détruire moralement, je vais donc mettre à votre disposition mes réseaux sociaux, pensons à ça comme à un média alternatif de la positivité, c'est comme ça que le France se relèvera. Je décolle, à très vite! »

C'est quasiment une plateforme électorale, étonnant qu'il ne soit pas candidat aux élections à Tahiti : le retour du sauveur, qui décolle.

Il lève donc une #LoveArmy. Peu de temps après le père Hamel est égorgé : le père Hamel qui ne parle pas anglais pour combattre la « morosité » s'est écrié devant son assassin « Satan, va-t'en ! Va-t'en, Satan ! »,

Blabla République

retrouvant naturellement le *Vade retro Satana* du Christ et du même tenant la vénérable doctrine catholique selon laquelle Mahomet est Satan et ses affidés des démons. Jérôme Jarre sait-il qu'il parodie les Évangiles avec sa #LoveArmy? Contrairement au déluge de sarcasmes dont il a été accablé par les blogueurs, il a énoncé, aussi clairement que le genre de média qu'il utilise le permet, ce qu'il pensait – mais sans savoir que d'autres, le Christ par exemple, l'avaient dit avant lui. Et avec d'autres conséquences. Combien de politiciens ne font pas de même?

Question : quel rapport avec le blabla politique?

Ubérisation-parole : au service du pouvoir

Réponse : ces cinq phénomènes médiatiques du Web sont typiques, ce sont des relais de parole.

Ils représentent un corps intermédiaire d'un genre nouveau entre les détenteurs de la parole de la rente politique et les autres qui s'évertuent, comme dit l'expression populaire, si juste dans son imagerie, à « en coincer une ».

Ils servent à enfoncer un coin pour desserrer l'étau, l'étau par lequel la parole de compétence des élites enserre le débat public et réduit les autres à des enfants.

Les cinq relais cités, qui sont typiques et exemplaires, sont bien entendu des hypocrisies fondées sur le profit et le retour sur investissement, mais ils remplissent une fonction assez simple et même nécessaire : en créant une ubérisation de la parole populaire, ils disent : montez en voiture, c'est moins cher et plus direct. Et moins relou que les taxis certifiés des partis politiques.

L'ubérisation de la parole populaire

Du coup, cependant, ils entretiennent un mythe : nous, ubérisés, vrais, réels, vivants, contre « le Pouvoir ». Car, loin de dissiper un malentendu sur la nature du « pouvoir », ils l'entretiennent en simulant une fausse opposition entre le sujet libre de parole et le Pouvoir qui monopolise la parole. En effet, contrairement à un mythe répandu selon lequel le pouvoir serait concentré en quelques points névralgiques de la nation, le pouvoir n'est pas « détenu » ; il circule au contraire d'acteurs en acteurs qui adoptent certains usages de parole à des fins données, par exemple M. Macron imitant lors d'une présentation M. Carlos Ghosn, un énarque imitant un polytechnicien-Mines, expliquant que tel développement répond à tel « besoin », comme telle politique à tel besoin, en adoptant le ton, la mise en scène, le style.

Le pouvoir circule en effet grâce à ces portages de parole, de style, d'emprunts. En circulant il s'attache à des objets divers.

Ce que la fausse niaiserie profiteuse des Norman et Cie exhibe crûment est simplement le processus de circulation du pouvoir comme parole, que les élites pratiquent en sous-main. Mieux : il est de l'intérêt des élites de maintenir le mythe du Pouvoir afin que l'attention du public se fixe sur lui, comme la souris tétanisée par le serpent, au lieu de se déporter vers de multiples cibles.

La parole politique qui impose et gère n'émane jamais du Pouvoir, en démocratie, mais d'un phénomène qu'on doit nommer : la domination. À un moment donné, une parole domine, et cette domination est elle-même l'effet de pratiques qui sont le domaine réservé, tacite, instruit d'acteurs du politique – dont nous avons vu déjà plusieurs jeux de rôles.

Blabla République

Les cinq relais typiques cités montrent comment fonctionne la domination. Et comment, face à elle, le public qui pense n'avoir affaire qu'au Pouvoir se rabat sur une parole du quant-à-moi-je.

Le peuple n'est plus que du public, c'est-à-dire un objet de consommation qui s'auto-consume en produisant des bénéfices pour ceux de la domination – mais en se donnant du plaisir, un peu de plaisir égotiste. C'est cher payé, que d'avoir une opinion qu'on s' imagine « perso », au prix d'un tel renoncement. Il faut le dire : le pouvoir n'est pas tenu, en laisse, par quelques-uns ; il est en réalité une domination multiforme qui parle une multiplicité d'idiomes et devient ainsi non-repérable. C'est la leçon de Norman et Cie.

CHAPITRE XVIII

LE RÈGNE VÉGÉTAL DES OPINIONS

Ça parle comment, une opinion personnelle ?

Après les dernières élections présidentielles et législatives de 2012 on s'est aperçu de ceci : d'une part les Français furent moins susceptibles, en 2012, alors qu'Internet avait décidément pris son envol politique depuis 2007 (où la candidature Royal marqua des points sur les autres de ce point de vue), de lire en ligne les blogs politiques, de passer l'information ou de visiter les sites des partis politiques et des candidats. Par contre ils furent plus attirés par les vidéos politiques, à intervenir sur les forums politiques et à rechercher l'information en ligne – avec un penchant décidé pour l'information humoristique sur les politiciens.

Web 2.0 ou opinioner

Mobilisation et engagement des opinions sur le Web sont deux aspects à bien distinguer. Dit autrement : les candidats et les partis mobilisent leurs électeurs potentiels en remplaçant la vieille propagande des meetings et du porte à porte et des tracts le dimanche matin au marché par les nouveaux moyens offerts le Web, et d'autre part

en pratiquant l'« e2-engagement », les tweets et Facebook et Cie des candidats.

Quant aux électeurs, en ce qui concerne leur engagement sur ce qu'on nomme le Web 2.0, bref l'engagement actif sur les réseaux soi-disant sociaux, seulement 14 % des électeurs (en 2012) se sont servis de ces réseaux pour échanger des idées, seulement 6 % se servirent de leur compte personnel sur un réseau pour poster de l'information politique, Twitter étant alors, à cet effet, à un taux d'usage de 2 %. Du côté des candidats il est remarquable que si, en 2012, l'usage multiplateforme était devenu une norme comparé à la campagne de 2007, par contre les candidats dépensèrent moins et en restèrent, pour l'essentiel de leurs efforts, à fournir de l'information sur leur programme.

Reste à savoir si en 2017, depuis le développement rapide du Web 2.0, celui de l'interactivité, des réseaux, emblématisé par Twitter et Facebook en particulier mais pas seulement, la profusion de cet « e2-engagement » suscitera réellement un nouveau public, plus jeune et plus adepte à la toile politique – ou si une normalisation brouillonne égalisera la participation entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, ceux qui traditionnellement ont à disposition l'information, par conviction, éducation ou militantisme, un capital de ressources pour « parler politique », et ceux qui grappillent ici et là, et se forment une opinion rapide qu'ils partagent immédiatement. Et passent à la suivante. En consommateurs compulsifs.

Avec le Web 2.0 il y va de l'extension généralisée de la parole des opinions communes. On opine.

Car la nouvelle génération d'électeurs, déjà en 2012 mais décidément en 2017, use des moyens du Web 2.0 pour « donner son opinion » plus que pour jouer au propagandiste

Le règne végétal des opinions

bénévole : le style des réseaux sociaux est fondamentalement un style anarchique d'opinion personnelle. Quand un politicien tweete, il tombe donc dans le Web 2.0 où toute opinion en vaut une autre. C'est la règle du « cause toujours, à mon tour ». Avec le califat de l'État islamique on a pu par contre assister à l'arrimage des comptes personnels à une propagande guidée depuis un centre : chaque utilisateur djihadiste se sait porte-parole officiel du centre de communications. Seule une idéologie puissante peut arriver à une telle cohérence en apparence chaotique.

Reste à voir si un candidat pour une élection peut provoquer ce même effet systématique où le personnel devient du général, où l'opinion perso, le tweet, le message Telegram ou la photo Instagram, en aucune manière requise par le centre, surgit de soi-même mais s'ancre dans le système et fabrique du système. Clairement la propagande politique sur le Web 2.0 a encore beaucoup à apprendre des méthodes terroristes.

Paris-Province

Cette disjonction entre ce que les partis veulent faire dire au Web 2.0 et ce qui s'y dit en rappelle une autre, plus traditionnelle, entre Paris et la Province.

De même que le Web n'est pas un, mais deux, de même la nation vit sur deux territoires de formation de l'opinion : le territoire parisien et le territoire provincial, dont, du point de vue de la propagande électorale traditionnelle, les journaux imprimés, qui restent une source essentielle de mobilisation et d'information, mais pratiquement plus d'interaction (qui écrit encore à son journal, « Monsieur,

je vous fais remarquer » ?). Un Parisien, qui feuillette *Le Parisien* le matin, ne sait pas ce que lit un provincial. Il ne sait même pas à quoi ressemble une mise en page d'un quotidien de province.

Exemples : première page de *La Dépêche du Midi*, « le journal de la démocratie », édition Hautes-Pyrénées du lundi 12 septembre 2016.

Gros titre, sur le travers de quatre colonnes : « Terrorisme : alerte maximale » avec une citation du premier ministre « “Des attentats sont déjoués tous les jours” a affirmé hier Manuel Valls, jugeant la menace “maximale” » et, au style indirect : « Il a évoqué la création de 10 000 places de prison d'ici dix ans. »

En dessous, occupant également quatre colonnes mais un tiers de la hauteur de la page, une photo de producteur laitier, « Les laitiers disent stop à la traite ».

En dessous, même largeur, mais en bandeau « Une famille allemande parcourt 1 000 km pour adopter “Bambou” en allant de Mannheim au Tarn ».

En bas de page, occupant autant de place que l'alerte au terrorisme, une publicité de Toulouse Enchères Auto.

La cinquième colonne, à droite, sur toute la hauteur de la page donne le menu choisi du journal : de haut en bas, le tennis à Bagnères-de-Bigorre, le club de rugby TPR et la webtélé à Tarbes, « Un homme ivre frappe à mort un retraité » à Lézignan-Corbières, le rugby du dimanche, et en bas « la démonstration de force des indépendantistes » en Catalogne.

Quiconque vit en province reconnaîtra son journal du matin. Quiconque vit en province lit ce genre de journal. La mise en page avec la hiérarchie visuelle des informations organise le chaos en un argument cohérent,

Le règne végétal des opinions

à savoir ici : dans le monde où nous vivons, il existe une alerte maximale au terrorisme qui est cependant tempérée par la crise du lait, tandis que la règle de dix du Premier ministre (10 000 cellules en dix ans) est tempérée par les 1 000 kilomètres pour sauver Bambou le bon chien. Tout s'égalise. La première page livre un instantané du monde.

Le Parisien, vendredi 8 avril 2016 : gros titre qui prend toute la largeur de la première page, « Enquête sur les voyous du djihad » ; en dessous une photo, sur quatre colonnes et occupant quasiment la moitié de la hauteur, les retrouvailles de Jean-Michel Jarre et de Christophe ; à sa droite une colonne avec un menu de nouvelles : « En marche ! divise déjà le gouvernement », Sécurité routière, « Le nombre de conducteurs sans assurance explose », Santé, « La chirurgie de l'obésité n'est pas si anodine », et (dans un encart bleu) « Paris. Un homme ivre sème la panique en tirant depuis sa fenêtre ».

Tout s'égalise de nouveau, mais sommes-nous dans le même monde ?

Midi à 14 heures

On nous dira : vous allez chercher midi à 14 heures. Et quel est le rapport entre l'impact du Web 2.0 et *La Dépêche du Midi* ? Justement, midi ici c'est 14 heures là.

Voyez cette parabole : on pourrait imaginer un univers où de ville en ville, de village en village, de quartier en quartier les nouvelles, les nouvelles qui nous renseignent sur le monde comme il arrive vers nous (donc le nouveau de l'événement) seraient rédigées pour ne refléter du monde que ce qui est local.

Blabla République

Le national y serait réduit à un titre étonnant (ce qui est ailleurs doit toujours étonner, puisque l'autre est fondamentalement étrange, c'est son principe, sinon il nous est familier), immédiatement mitigé, normalisé, ramené à sa juste proportion, à ce « midi le juste », comme dit le poète, de ce qui est à de l'intérêt pour cette ville, ce village, ce quartier.

On pourrait imaginer un univers politique où la fabrique des opinions personnelles passerait ainsi par la mise en page de déclarations péremptoires, noir sur blanc, qui livreraient une vision équilibrée du monde, mais au coup à coup, de tweet en tweet. Où Toulon écrasant Toulouse au rugby, où Bambou sauvé de la fourrière, égalisent l'attention. On pourrait imaginer un univers des opinions politiques qui serait représenté par les retrouvailles de Christophe et Jarre, après quarante ans, et la chirurgie des obèses.

On pourrait sans chercher midi à quatorze heures décrire, tout simplement, ce qu'est le Web 2.0 et ses lieux de parlotte : une gigantesque mise en page d'efforts locaux pour accentuer le local, le perso, le proxime – l'idiotisme. De la végétation folle où chaque herbe se prend pour un lys dans la vallée. Règne végétal de la parole.

L'opinion perso ? et alors ?

Que ces efforts soient ceux des partis qui usent du Web pour afficher leur propagande, ou ceux des internautes qui affichent « leur moi je pense que » dans ces insupportables forums de lecteurs où les mêmes trois chiens hargneux sont là à disputer un bout de lard à trois chats colériques, affublés de noms prétentieux et ridicules, il y

Le règne végétal des opinions

va toujours de la mise en page de l'opinion perso comme centre d'attention.

Il faut admirer les candidats qui font campagne à l'ancienne, de ville en ville, de réunions de quelques centaines de personnes en meetings avec buffet dînatoire, comme chez Zola ou Flaubert, tel M. François Fillon ou M. Arnaud Montebourg. Ils croient encore au pouvoir des comices agricoles. Ils font du perso à l'ancienne. Ils usent de midi (la technique du Web 2.0) pour faire du quatorze heures (la réunion dans une salle des fêtes d'une mairie).

Il ne faut pas s'en moquer. Ils croient fermement que si l'opinion publique est générale, elle se façonne de manière locale. Mais, et telle est la leçon terriblement totalitaire, du Web, une opinion perso reste perso. Nous sommes entrés dans le totalitarisme verbeux du perso qui face à la parole publique ne fait pas le poids.

CHAPITRE XIX

LE PARLESPORT

Heureusement, il nous reste le sport qui nous rassemble dans les stades et les gueuloirs des tribunes. Là au moins nous nous sentons entre nous. La quantité donne du poids.

Or, un Martien qui écouterait le brouhaha de paroles montant de l'Hexagone telle une colonne sonore arriverait probablement à trier trois bandes-son : le charivari des slogans des manif', le bruit ronronnant du moteur bien réglé des déclarations politiques et des blogs (un ronron se dit *drone* en anglais : ça semble inoffensif, un ronron, et pourtant ça fait des dégâts) et les paroles sportives. Ou plutôt, en un mot, et sans trait d'union : le parlersport.

Conversation entendue au café *La Grisette*, sur le canal Saint-Martin, à Paris, un lundi matin de janvier 2017 :

Contrairement à Robert Redeker, philosophe qui n'est pas à l'interphone, comme dit machin chose dans *Blabla République*, bref moi j'aime le sport. Je veux dire : j'aime le parlersport. Je ne crois pas que le sport soit de la m***e, comme le chantait Jacno. Je ne crois pas Zizou soit bègue. Je ne pense pas les supporters de foot ont trois mots à leur vocabulaire – et puis, en anglais un *supporter* c'est un suspensoir, qui tient bien tout en place avec la coquille qui protège des coups, donc aucun risque qu'on aille chanter soprano après une soirée au

Blabla République

Parc des Princes. J'aime aussi écouter sur Sud-Radio le lyrisme de la rugbystique, c'est du Mistral, le poète, pas le vent. Bref j'aime le parlersport. Un Ricard ?

1998, naissance du parlersport

Pour couper court aux arguties en Nike accroc à *L'Équipe* (statistiques et scores et dates, un sport en soi, les statistiques, dans le sport lui-même) : le parlersport date de la coupe du monde de football de 1998, quand la France s'est soudain réinventée comme notre version de la Nation arc-en-ciel version Mandela, la France black-blanc-beur. Grâce au parlersport, soudain s'inventa une parole publique où tout le monde non pas pouvait, mais devait se reconnaître, en solide fraternité.

Et pourtant 1998 ne fut pas l'année des mains fraternelles du couple Chirac-Jospin posées sur un ballon en serment de camaraderie sportive black-blanc-beur. Si 70 % des Français plébiscitèrent à cette occasion la cohabitation, l'année 1998 ne se joua pas sur la pelouse du flambant (au sens figuré) neuf Stade de France. Souvenez-vous :

1998 ce fut aussi l'année du mouvement national des chômeurs et précaires, avec occupation du siège du Parti socialiste et de grands établissements universitaires en parallèle, premières victimes de l'adoption de la loi sur les trente-cinq heures de travail hebdomadaire.

1998 ce fut l'année de l'échec du PACS par défaut, suite à des débats en effet fraternels :

Ce projet est pernicieux car il déstabilise la société. Alors que des jeunes n'ont plus de valeurs, que de plus en plus jeunes, ils tuent, violent, volent (*vives protestations*)

Le parlersport

sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV) pour un oui ou pour un non, vous faites perdre encore un peu plus les repères à ceux qui en ont le plus besoin, ceux qui sont en devenir (applaudissements ironiques sur les bancs du groupe socialiste).

(M. Christian Estrosi)

1998, ce fut l'année de dix jours d'émeutes urbaines à Toulouse.

Seule réussite fraternelle de 1998, outre l'invention du parlersport ? Le tri sélectif des ordures.

Nous avons tous dans l'oreille depuis une quinzaine d'années le rituel des conférences de presse obligatoires des joueurs et des entraîneurs.

Nous n'en sommes pas encore au niveau des États-Unis où un entraîneur célèbre s'entend donner, sur les plateaux télé, du *coach* comme on dit *Mister President*. Les chansonniers et comédiens express et blogueurs ont beau se moquer des hésitations de Zizou, de l'estouffade verbale d'un Ribéry, des messages gamin de Benzema sur Instagram, des arguments qu'« avec un point de plus on aurait gagné parce qu'avec un point de moins pour nous c'était un de plus pour l'équipe adverse », pour en rester au ballon rond, il n'en reste pas moins que le parlersport est devenu un standard de la parole nationale. Déplorons que la langue imagée de la rubgystique n'ait pas la même cote, même en Occitanie. Les rubgymen ont toujours été paradoxalement au-dessus de la mêlée, comme en Angleterre les cricketeurs au-dessus des footeux.

Le parlorsport, manivelle à blabla

Depuis une quinzaine d'années et la marchandisation des sports d'équipe qui permettent de remplir de grands stades, vendre des droits télé, et de sceller des contrats juteux, le parlorsport a permis, tout le monde s'en rend bien compte, de recouvrir les failles du langage politique sous un vernis de langage patriotique à la fois niais et bienvenu par sa niaiserie – ce langage qui, même niais, fait justement défaut ailleurs parce que ce langage énervé s'articule sommairement à perdre ou gagner, dans une compétition brève et forte. Le parlorsport nous rassemble. Il est un pansement qui empêche de penser.

C'est pour cette raison que le parlorsport est aussi un corps intermédiaire de la parole, même si, nous allons le constater, il fait tourner la manivelle à blabla.

Car, en dépit du fait qu'à écouter les politiciens tout le monde est toujours gagnant et aucune élection n'est jamais vraiment perdue, le parlorsport, lui, maintient à flot l'illusion de la castagne, que les coups portent, qu'une équipe écrase l'autre. C'est bien le dernier lieu de la parole publique où perdre et gagner devient lyrique. Les explications enseignées par des consultants à bien des joueurs, les montages des conférences de presse bardées de macarons publicitaires des financiers, les lunettes d'intello version *geek* dont s'affublent les *coachs* et même des joueurs, le style même donc des argumentaires, fragmentés en phrases simples, listant des faits prétendus techniques, avec toujours un appel à l'éthique, comme on dit, celle de l'équipe « soudée » et du public « qu'on apprécie pour

Le parlersport

leur soutien solidaire», le « collectif » – tout cela a perfusé dans le langage politique.

Regardez, écoutez attentivement une entrevue politique et vous entendrez le parlersport à l'œuvre.

Mais un danger se dessine déjà.

Certainement pas le danger de la transformation globale des sports populaires, y compris désormais les sports para-olympiques, en source de revenus et de rente pour les comités internationaux, les fédérations, les compagnies pharmaceutiques, les administrations chargées de la surveillance des bonnes pratiques, les professions médicales et paramédicales affiliées, les industries du sport, les annonceurs, les mécènes et les joueurs – logique du capital, huit milliards d'euros de revenus par an pour l'État.

Sûrement pas dans le fait que le sportif vedette ne devrait être en rien coupable de ce que des centaines de gamins se voient en buteur de fantasme, au lieu de bosser dur au collège, oubliant que dans une équipe il n'y a que onze joueurs sur le terrain – le ratio est donc favorable à ceux qui rêvent à dix ans, en écrivant leur premier poème, d'être élu à l'Académie française qui se compte, elle, la belle Compagnie, à quarante.

Peut-être dans l'exemple mauvais qu'un sportif drogué, violeur, violent donne à la jeunesse : le gamin qui suit un tel exemple reste responsable de son imitation. Le sportif ne « donne » aucun exemple, c'est celui qui l'imité qui crée l'exemple en le copiant (subtilité philosophique mais c'est ainsi) : le joueur lui n'y est pour rien.

À coup sûr dans la transpiration du parlersport sur la médiatisation de la parole politique.

Par exemple, lorsque France Info réduit des réunions électorales aux « quatre phrases à retenir du meeting à

Blabla République

Colomiers» (M. Valls), aux «trois citations du discours de rentrée d'Alain Juppé», aux «cinq séquences à retenir de *L'Émission politique* d'Arnaud Montebourg», aux «six» de celle de Nicolas Sarkozy, on a affaire au format même des conférences de presse des entraîneurs ou des joueurs stars. C'est ainsi mais ce n'est pas si grave.

Mais il y a plus grave, le vrai péril du parlorsport est ailleurs. Et ce péril a déjà existé.

Voici la taupe

Un rappel historique.

Sous le nazisme un professeur d'université, juif, Victor Klemperer, mais marié à une Aryenne pur sang qui refusa de s'en divorcer et donc lui permit de rester vivant et sur place, tint un journal, *LTI*, acronyme de *Lingua Tertii Imperii* – soit la langue du troisième Reich. Probablement le premier carnet de bord d'un observateur de la parole politique, qui regarde un pays se retourner dans sa langue – comme ces taupes des dunes qui peuvent se retourner dans leur peau – et soudain faire en sorte que les mots, donc le langage politique, ressemble toujours à la même chose (la taupe reste la taupe), mais est radicalement différent – apparemment ces fameuses taupes peuvent faire une tête à queue dans leur étui. Sorte de point Godwin du parlorsport.

Pour l'essentiel : le professeur part de l'apparition dans le langage politique allemand de termes empruntés aux sports hippiques, et relève en particulier une expression de parieur, «jouer gagnant», au lieu de «jouer placé», bref emporter tout ou n'emporter rien, plutôt que de minimiser

Le parlorsport

les risques. Puis il souligne la popularité de mots tirés des sports mécaniques, les courses automobiles « héroïsées », emblème du progrès par la technique (qui fut récemment le slogan prisé de la marque Audi, comme quoi...). Enfin il relève, dans *Mein Kampf*, le mépris furieux d'Hitler envers la boxe, sport de « racaille » et non « du peuple » (*proletarisch*).

Laissons de côté les discours de Goebbels, mêlant allègrement course à pied, boxe, cyclisme et humour berlinois. Ce que signale Klemperer du parlorsport nazi est la transformation d'un idiome en un autre, afin de masquer un argument, comme la taupe se retourne dans sa peau et repart, ni vu ni connu du jardinier avec son épieu, pour saccager le jardin dans une autre direction.

C'est là aussi qu'on comprend, sur le vif, l'héroïsation médiatique des sports d'équipe, même l'escrime quand on nous présente une victoire individuelle comme étant l'émanation de « l'esprit » de l'équipe de France : or cette équipe n'est pas une équipe sportive à l'ancienne mais elle se modèle sur le management d'entreprise.

Le mot, « équipe », a été emprunté par les gestionnaires pour optimiser le rendement, joint à la notion de proximité manager-managés, et repiqué par les politiciens en le parant des prestiges du sport – comme les courses de bolides sous Hitler servirent à faire acheter par million des voitures Volkswagen, payées d'avance, par esprit sportif et solidaire, qui ne seront jamais livrées. Voilà comment le parlorsport trafique avec la parole politique.

Jouer placé, jouer gagnant

Désormais en politique, en France, tout est question d'équipe, de solidarité, de marcher ensemble, d'éthique même, bref, apparemment, de jouer placé plutôt que de jouer gagnant. C'est, comme dirait Klemperer, de l'humour berlinois : les fameuses primaires, et même les législatives, et même les « positionnements » des déclarations de candidature à la présidence, sont une manière de jouer placé, pas forcément de jouer gagnant. Et pourtant au PMU des élections nous savons bien qu'un seul cheval emportera la mise, toute la mise, et avec lui l'écurie, l'entraîneur et, faut-il le dire, le propriétaire ? Nous, dans les tribunes, et on pourra toujours déchirer le ticket.

Morale du parlarsport : la classe politique utilise le langage du sport pour nous faire accroire que, dans ces fameuses élections, participer est un acte de sociabilité politique : gagner oui, mais faire acte de présence c'est cela aussi qui compte (ah, la rengaine exacte de *losers* quand nous étions plus bas que le Kosovo au tableau des médailles olympiques). Faux ! (comme dirait Norman) Mais la comédie prend, jusqu'à aller donner des parraïnages à ceux et celles qui arriveront, essoufflés mais « au moins on a participé », au « finish » (expression favorite de Goebbels).

Du coup le véritable péril est que les électeurs prennent les élections pour un grand jeu sportif où l'essentiel est de participer, que tout le monde y ait son mot à dire, quand la réalité, et la seule réalité, est la prise du pouvoir par un homme, et un seul, que ce soit à la présidence ou à

Le parlorsport

la députation. Et la reproduction inflexible de ceux qui détiennent la parole de compétence.

Mais un revirement de la taupe est en train de se produire : à chaque incartade de footballeur, à chaque tweet narcissique au photomaton d'une star, à la naïveté d'un Griezmann (*Futbolista profesional* qui a la sagesse de toucher ses cachets au-delà des Pyrénées, et parle espagnol), les sports d'équipe commencent à être perçus comme, en réalité, des sports individuels déguisés, des sports d'égoïstes, bref des sports de « racaille » (Hitler : point Godwin) et non pas des sports vraiment « du peuple ».

La logique identitaire du sport collectif, où la nation est bien représentée par son équipe nationale, et plus seulement dans le mythe 1998 du black-blanc-beur, pré-merchandising, est en train de s'éroder. Le parlorsport commence déjà à parler escrime ou athlétisme. On verra comment cela va transpirer en politique.

Mais quelle que soit la volte de la taupe dans son sac de langage, le parlorsport qui parasite la parole politique est un signe, et une cause, de mensonge et de stupidité.

Comme pour le sport, et sous le parlorsport, il y va en réalité du management de la parole et du clivage essentiel à cette enquête sur le blabla République, le gouffre qui sépare les deux peuples de la parole, au-dessus duquel les stratégies et stratagèmes décrits jusqu'ici jettent des passerelles illusoire et perverses.

CHAPITRE XX

LE BLABLA SONDAGE, CONTRACEPTIF POLITIQUE

Un sondage de novembre 2016 affirme que 97 % des Français pensent que les attentats de novembre 2015 relèvent du « tragique », 97 % de la « tristesse », mais en même temps 86 % pensent que cet « acte de guerre » ne change rien au « vivre au quotidien » (85 %). Résumons : nous sommes tétanisés, ou pour reprendre un mot déjà utilisé, hébétés. Incapables de penser droit.

Ou plutôt les sondeurs offrent aux sondés des mots-œillères qui empêchent de penser car si nous sommes en guerre, comment affirmer en même temps que rien ne change ? On peut, car c'est la question qui le dit. Que les sondeurs usent d'autres mots, changent leur blabla, et les réponses varieront. Voilà comment la vie politique, la politique comme vie, ou le politique comme cette vie en plus que nous avons et qui nous place entre l'ange et la bête, est réduite à des injonctions verbales qui nous ramènent à ne plus penser et à nous prosterner, sourds à la pulsation vitale, dans le sac insonorisé du verbiage et des questions-réponses préemballées.

Nous sommes devenus des impuissants et des frigides de la parole politique, sous les anesthésiants des sondages qui se répercutent alors dans les médias et, en

boucle, reviennent nous persuader que c'est bien ça que nous pensons.

Il y va de notre *fitness* à nous reproduire politiquement, de notre capacité à survivre politiquement.

La « reproductive fitness »

Un détour par Darwin s'impose.

Dans la *Descendance de l'homme et la sélection sexuelle* Darwin décrit le corollaire de la sélection naturelle, à savoir la sélection sexuelle. La sélection naturelle s'applique à la compétition pour la vie entre les espèces, tandis que la sélection sexuelle opère elle à l'intérieur d'une même espèce du fait que les individus sélectionnent les partenaires les mieux adaptés à la survie de celle-ci par leur capacité (*fitness*) de reproduction sexuelle. Cette *reproductive fitness* aide, en boucle, à augmenter les chances de l'espèce face aux autres espèces.

Or, la *reproductive fitness* fonctionne par l'activation de ce que Darwin nomme les « caractères sexuels secondaires ». Ce sont eux qui transforment la différence sexuelle M/F, en soi garante d'aucune optimisation, en un principe actif pour l'espèce. Les caractères sexuels secondaires renforcent la sélection des individus les plus aptes à endosser le travail de la sélection naturelle, en aidant à la sélection des plus *fit* à assurer le processus de « propagation ».

Sommes-nous loin du sujet des sondages et de la vie politique ? Non. Suivez Darwin.

Ces caractères sexuels secondaires fonctionnent en effet par exagération, amplification, magnification des organes naturels de la reproduction (caractères sexuels

Le blabla sondage, contraceptif politique

primaires). Quels sont ces caractères secondaires qui surdimensionnent le sexe génital ? Chez les animaux il s'agit essentiellement du plumage et du ramage, comme disait La Fontaine, tout ce qui extériorise la génitalité : gamme de cris, palette de plumes et de pelages, et l'éventail gestuel avec les danses d'accouplement et les joutes d'intimidation. Les plumes chatoyantes de tel oiseau mâle accentuent la perception chez la femelle de son meilleur coefficient de reproduction.

Chez l'homme, le tatouage par exemple est la transposition de comportements premiers, quand l'homme en imitant le pelage ou le plumage d'animaux dangereux, dans la compétition interspécifique (homme contre animal), se donnait l'apparence optimale nécessaire à la sélection intraspécifique de ses partenaires sexuels – un tatouage opère comme un grossissement à la loupe, une amplification, du corps, de même que chez l'animal plumes et poils, en se dressant par exemple, magnifient la dangerosité ou l'attractivité d'un corps. La culture humaine est faite en grande partie de la magnification, de l'amplification, de l'exagération du matériel sexuel.

Or, chez Darwin, et nous en venons peu à peu au sujet des questions-réponses des sondages, le caractère sexuel secondaire primordial à la *reproductive fitness* chez l'homme est la voix.

La voix accouple

La voix répond chez l'homme à la dynamique des registres vocaux des mammifères, appels, gémissements et grondements, qui suscitent effectivement le meilleur

accouplement animal. La voix est un caractère sexuel secondaire – pas la parole (mots, phrases, discours), mais le son de la voix, avec son débit, sa hauteur, son volume, ses colorations. Darwin insiste sur ce que la voix est, dans l'évolution de la culture humaine, l'agent secondaire le plus important, le plus actif et le plus efficace de la sélection sexuelle.

En d'autres termes, les spécificités culturelles, de société à société, de la performance de la parole politique nous rappellent à un ordre biologique : celui de la prouesse physique et de la promesse de propagation de l'espèce politique – nous, Français.

Parler politique c'est en ce sens un combat interspécifique (espèce socialiste Valls contre espèce socialiste Macron, par exemple) pour déterminer qui offre, politiquement, dans une espèce, la meilleure *reproductive fitness* (Juppé ou Fillon?) pour gagner. Les cabinets de communication empruntent, sans s'en apercevoir, un langage et un propos darwiniens : « Obtenir un discours cohérent par une bonne fluidité mentale et verbale. / Contrôler ses intonations par la maîtrise de sa voix. / Donner du relief à sa prise de parole par les gestes, les postures et les mimiques » ; indications darwiniennes : fluidité de la voix, contrôle des intonations, relief (relief? tatouage vocal?), posture, mimique.

La parole publique s'articule d'abord à une voix, un ton, un style sonore, qui sont censés déclencher en nous un sentiment inarticulé mais puissant, similaire à un appel sexuel, qu'Untel ou une Untelle possède la *reproductive fitness*. Et pas tel ou telle autre. La voix accouple. Inexplicable, mais terrible pour une démocratie ou la balance du pouvoir absolu électif tient à 500 000 voix

Le blabla sondage, contraceptif politique

qui sont « séduites » (comme on dit en marketing cosmétique) ou non.

Et les sondages dans cette affaire ?

Le sondage, le manque à jouir politique

Les sondages qui gèrent un vocabulaire (par opposition à ceux qui demandent simplement « vous votez pour X ou Y ? ») manipulent et trivialisent une situation propice à une pensée sélective et combative, par la simple vocalisation animale de mots préformatés (« tragique », « triste », « quotidien »). Ces sondages sont des contraceptifs eugéniques. Ils entravent et conditionnent la *reproductive fitness*, la force vitale de la reproduction politique, de la vie politique, en encadrant et recadrant des situations qui sans eux seraient favorables à des insurrections de parole politique populaire. Ces sondages nous empêchent de penser juste et de parler productivement. Ils nous cassent le jouir politique.

CHAPITRE XXI

LES DEUX PEUPLES DE LA PAROLE

Le lycée est la fabrique des citoyens, là où les futurs électeurs apprennent à parler. Tous ensemble. On y apprend aussi à se laver les pieds, à fumer du hasch, à compter. Tous ensemble. Et parfois à réfléchir. Tous ensemble. Mais toujours à passer le bac. Tous ensemble. On y apprend aussi à tenir la dragée haute aux profs à l'oral de rattrapage. L'oral des grandes écoles, lui, ne sera pas cette bouée performant un sauvetage mais au contraire la figure de proue ouvrant un sillage triomphal vers les compétences du pouvoir. Car le tous-ensemble se sera arrêté au bac. Après cela (un bac sert à passer un fleuve, n'est-il pas?), deux peuples se dévisagent de berge à berge, bouche bée.

Laissez parler les petits papiers

Le lycée, donc pour tenter de cerner les deux peuples de la parole.

Le rituel de l'épreuve de philosophie ouvre la liturgie du couronnement de l'éducation républicaine. De Tarbes à Pondichéry, de Saint-Pierre-et-Miquelon à Corbeil-Essonnes, jeunes gens et jeunes filles de presque ou plus de dix-neuf ans (jadis, seize...) planchent, au même moment, sur les mêmes sujets. Splendide égalitarisme républicain.

Blabla République

Ode rousseauiste à l'égalité absolue des consciences, des aptitudes et des esprits. Exception française. Aucun pays au monde ne connaît cela, à un niveau global, comme on dit désormais. Pas même la Chine.

Quand, dans dix mille ans, on fera des fouilles sous le ministère de l'éducation, on retrouvera ces artefacts sublimes d'une civilisation disparue, fragments de papier déjà sortis des sables du lycée Lyautey à Casablanca et des terres cuites du lycée De Gaulle à Pékin. Des archéologues reconstitueront le puzzle en déterrando des papiers d'examen sur la terre entière.

Ils diront qu'il exista une espèce inconnue, qui migra, Descartes et Montaigne à la main, de continent à continent, en répondant à d'étranges questions, toujours par trois et uniquement posées à ses jeunes, à l'âge de dix-huit ans et six mois. Ils écriront des thèses sur l'*homo bacus francus*. Après, plus aucune trace. Disparu. Avec armes et bagages. Du jamais vu depuis l'expansion de l'*homo sapiens*, soixante-dix mille ans avant celui-ci, hors de l'Afrique orientale. Ils diront que, voilà quatre-vingt mille ans, une tribu, migrant d'une petite ville à cheval sur une rivière, la Seine, s'adonna donc, des rivages de l'Inde aux glaces du Canada à un rituel de civilisation de ses jeunes, sans avoir à infibuler les filles et mettre aux garçons des étuis péniliens. Leurs aînés leur posaient chaque année trois questions. Et puis, et puis ? Aucune trace. *Gone*.

Pourquoi cette fable voltairienne ? Pour attiser un contraste et en venir aux deux peuples de la parole.

De but en blanc, le sujet de l'épreuve de philosophie, 2016, série S (la future élite X-Ponts-Mines), au choix : « La religion n'est-elle qu'un fait de culture ? » ; « Choisit-on d'être artiste ? ». Et le commentaire d'un texte du grand

Les deux peuples de la parole

orateur romain Cicéron (tiré de son traité sur les *Limites des biens et des maux*, écrit durant l'été 45 avant J.-C., et dédié à Brutus – celui-là même qui assassinera César, huit mois plus tard, pour mettre fin au mal populiste et rétablir le bien républicain) : « “Tout ce qui est bon est louable ; or tout ce qui est louable est honnête ; donc tout ce qui est bon est honnête”. La conséquence paraît-elle bien tirée ? »

Sujets de l'épreuve de philosophie, 2016, série L (la future élite intellectuelle, Normale Sup, HEC et compagnie), au choix : « Faut-il des connaissances pour apprécier une œuvre d'art ? » ; « L'autorité de l'État s'oppose-t-elle à la liberté des individus ? ». Un texte du philosophe prussien Emmanuel Kant, extrait de la *Doctrine de la vertu*, 1797 (juste après les massacres de la Révolution) : « Même la reconnaissance pour les services longtemps rendus par un vieux cheval ou un vieux chien appartient *indirectement* aux devoirs de l'homme, à savoir au devoir conçu en considération de ces animaux, mais cette reconnaissance, envisagée *directement*, n'est jamais qu'un devoir de l'homme envers lui-même ».

Combien d'entre nous sont capables de répondre, en trois heures chrono, avec un stylo et une ramette de papier ?

Les archéologues de l'an 12017 seront aussi ébahis et indigents que nous. Ils s'étonneront : si, à cet âge où nos jeunes sont encore au biberon bionique et n'ont pas encore un *gender* discernable, les leurs étaient non seulement prêts à la reproduction de leur espèce mais en plus pouvaient penser ainsi, et écrire en trois heures des textes persuasifs par quoi leurs aînés leur donnaient accès à la liberté de vivre et de parler en commun, imaginez, imaginez le pouvoir, la force, l'énergie de leur parole ! Ah, quelle civilisation que celle de l'*homo bacus francus* !

Laissez parler les petits blogs

Et maintenant des commentaires de blogs et le contraste se fera *sponte sua, ipso facto, ad libitum* - trois choix, toujours, c'est irrésistiblement français, voyez les élections présidentielles et la quête hystérique du troisième prétendant crédible mais à décaniller pour qu'il n'en reste que deux : en philo on apprenait jadis à dissenter, au bac, en trois temps, dits thèse-antithèse-foutaise.

C'est la formule d'une élection présidentielle : candidat en fonction, thèse ; candidat rival, antithèse ; candidat émergent, foutaise. Comprenez cela et vous comprendrez le mécanisme.

Donc, quelques commentaires dans *Le Parisien*, suite à l'égorgement du Père Hamel par des partisans du Califat de l'État islamique, le 26 juillet 2016, et à un appel à la « solidarité et compassion » du Conseil français du culte musulman, le 28 juillet, en avance des messes dominicales du 31 juillet. Extraits datés du 30 juillet :

TYR le 30 juillet 2016 à 12 h 34

Bonjour, après vous avoir démontré que le but de cette clique politique est de créer le chaos, maintenant interrogez vous a qui profite le crime!?

MARINE47 le 30 juillet 2016 à 12 h 14

Non on devrait plutôt faire un appel pour les inciter à retourner dans leurs pays d'origine avant que cela n'explose.

TYR le 30 juillet 2016 à 11 h 43

Bonjour, initiative utile pourquoi??? c est a la clique politique de se rendre a l'église pour demander pardon!!!

Les deux peuples de la parole

détourner le problème sur des populations qu'ils ont installées et installées en France encore volontairement malgré tous nos problèmes accumulés depuis des décennies c'est trop facile!!! il y a réellement de la part de ceux qui «dirigent» notre pays de créer le chaos!

telok11 le 30 juillet 2016 à 10 h 42

Pour édifier certains, on peut aller souvent dans une église sans pour autant aller à la messe.

telok11 le 30 juillet 2016 à 10 h 40

Et qu'ils abandonnent les accoutrements islamistes pour leurs femmes, inexistants il y a 20 ans. C'est un facteur de clivage et un signe de communautarisme, voire de provocation.

SEYYOU le 30 juillet 2016 à 10 h 17

Plus le temps passe plus on pense que l'Islam est une maladie honteuse! on peut vivre ensemble sans croire aux mêmes choses spirituelles! je suis musulman mes meilleurs amis sont juifs et lorsque l'on dîne ensemble chacun mange son truc = halal d'un côté, caché de l'autre et ça change quoi? rien! et lorsque des chrétiens sont à table avec nous et bien eux ils mangent caché et/ou Halal car pour eux c'est la même chose et tout le monde est content! merde ce n'est pourtant pas difficile

RIffi le 30 juillet 2016 à 9 h 41

Peut-être qu'ils se convertiront au catholicisme, qui sait? Sinon, je trouve que c'est un signe fort, par ce geste ils montrent leur soutien aux chrétiens et cela est plutôt positif. Cela permettra également de mieux se connaître, car lorsqu'on se connaît, on est moins tenté par les peurs ou les raccourcis. Mais verra-t-on beaucoup de salafistes dans les églises dimanche, j'en doute??

Blabla République

foutoir1466153956 le 30 juillet 2016 à 9 h 15
Utile, personne ne le sait :) intéressante, oui.

Legrosminou le 30 juillet 2016 à 9 h 11
Réponse à Pierre le 30 juillet 2016 à 6 h 37
C'est le pape qui dans l'histoire européenne a souvent imposé la paix à des États belliqueux! Oui, au début de la guerre de 14, le pape a refusé de bénir les armées françaises qui l'avaient demandé. Il a dit qu'il bénissait seulement la paix. Les soldats allemands portaient « Gott mit uns » (Dieu avec nous) sur leur ceinturon.

maiqueul63 le 30 juillet 2016 à 9 h 09
Ce qui me dérange, ce n'est pas de se demander si c'est utile, c'est de se poser ce genre de question alors qu'on n'arrête pas de dire de pas faire d'amalgame, de vivre ensemble.

Legrosminou le 30 juillet 2016 à 9 h 03
Réponse à Pierre le 30 juillet 2016 à 6 h 37
Je ne comprends pas comment untel peut dire que les églises sont vides si il n'y va jamais! Et je ne comprends pas que untel dise « on ne veut pas de musulmans dans nos églises », s'il n'y va jamais. On évalue à 4,5 % de la population française la proportion de pratiquants réguliers. Un peu plus pour la messe de Noël, si kitch. Ce sont ceux là seulement qui, risquant d'y rencontrer des musulmans, peuvent donner leur avis.

Vonschmut le 30 juillet 2016 à 8 h 47
Je parie qu'ils seront moins de 10!

Bref, la *vox populi* dans tous ses états. Édifiant, non?

Avez-vous honte, bacheliers de naguère ?

Quelques années plus tôt ces lecteurs planchaient sur les trois questions du bac de philosophie, portant sur le bien, le mal, le sentiment du devoir, la religion comme culture ou superstition.

Quelques années plus tard ils sont incapables d'aligner trois pensées cohérentes, mais ils sont habiles à l'invective, au raccourci, à la sophistique de l'argument personnel, bref ils sont entièrement dans le domaine du préjugé, du préjudice même, de l'opinion à tire-larigot.

Même scénario dans les forums des hebdomadaires. Pourtant la moitié de ces lecteurs du *Parisien* ne sont pas des dépourvus de capital culturel, puisqu'ils lisent la version numérique, sur poste fixe, ce qui suppose une certaine expertise, du confort, du temps libre, une volonté d'interaction et une alacrité argumentative.

Nos compatriotes ne sont en effet ni des illettrés ni des idiots. Ils respectent même à la lettre la formule de la sainte philosophie de la pensée démocratique, Hannah Arendt :

Considérer la politique dans la perspective de la vérité...
veut dire prendre pied hors du domaine politique.

Que le débat politique se joue sur la force des opinions et se résolve, le jour du vote et souvent avec aussi peu que 1 % d'écart, par la prévalence majoritaire d'un paquet d'opinions sur un autre n'est pas neuf. Et n'a jamais passé inaperçu. Demandez à Gramsci.

Blabla République

Ce qui par contre doit être mis en valeur est que la société républicaine qui est la nôtre peut à la fois exiger de ses adolescents de dissenter sur des sujets complexes et, surtout, imposer qu'ils rendent une copie qui ait le semblant d'un raisonnement articulé ; et laisser ensuite le fruit de dix ans d'éducation tomber comme un fruit sec et stérile, sans même exiger l'apparence de la raison.

Que s'est-il passé entre-temps ?

Les deux peuples de la parole

En réalité ce que révèlent ces commentaires – qui ont rompu les amarres avec les môles de l'éducation et perdu de vue les phares patiemment mis en place au lycée, pour tenter de fabriquer des citoyens éclairés, afin que le débat public ait des repères de pensée fixes, dignes des enfants des Lumières, de Rousseau et de Voltaire, et des moyens stables pour naviguer judicieusement sur la houle de problèmes cruciaux, décisifs, vitaux – ce qu'ils révèlent n'est pas l'abêtissement rapide « du peuple » ; ce n'est pas une chute soudaine de la philo dans le caniveau ; ce n'est pas l'obsession narcissique du « moi je dis que, et toi t'y comprends que dalle » ; bref ce n'est pas l'extension générale du café du commerce aux réseaux dits sociaux.

Ce que ces commentaires révèlent c'est l'existence de deux plans de parole publique qui se font face – de deux peuples de la parole.

Sur une berge, le peuple, « exclusif », de ceux qui continuent de réfléchir en trois points, sur trois solutions possibles : ce sont les élites qui nous dominent. Elles, ces élites, continuent de pratiquer entre elles et

Les deux peuples de la parole

pour elles-mêmes le jeu appris au lycée. Elles n'ont jamais rompu les amarres. Bien au contraire : elles les fabriquent. Elles déploient en politique, en affaires, dans les arts et les médias, dans la vie des idées, ces techniques apprises et testées. Elles jouissent, dans le débat ou la tractation, de l'emploi répété de ces codes et de ces modes de raisonnement, inculqués, assimilés, reproduits, et donc de la prise de parole. Ces élites possèdent, en d'autres termes, une compétence sûre.

Sur l'autre berge, le peuple, large, démotique, populeux, de ceux qui ont oublié et veulent oublier l'effort à sortir quatre pages plus ou moins agencées, ceux qui ne désirent qu'une chose : revenir dare-dare à l'illusion du parler nature, de l'expression perso, du raccourci, du pathos attifé en idée, revenir en réalité à un stade puéril où il suffit de clamer « ma part de vérité » pour que... pour que quoi, au juste ? Eh bien simplement, ça : « je dis que ». Dans une compétition effrénée à dire encore et encore. Sans compétence, ce peuple de la parole est accro à la performance. Encouragé, bien sûr, à persévérer dans sa sujétion bavarde par le peuple de la compétence.

Au peuple populeux la performance constante, polyvalente, incessante, cacophonique des opinions sur rien et sur tout.

Performance car il s'agit d'une sorte de compétition sportive où le meilleur est celui qui arrive à river son clou et rabattre le caquet de l'autre au poteau du blog.

Performance au sens de rendement à la gueule, d'où le fait que sur la toile on s'égosille, pendant que les sites encaissent et que les annonceurs déboursent.

Performance, au sens théâtral aussi de *show* : je débattre, je représente, je me mets en scène.

Blabla République

Performance enfin au sens de productivité car pas plus que le travail de ceux de la performance n'est jamais payé à sa juste valeur, pas plus leur parole ne l'est ; au contraire la mécanisation de leur parole, amplifiée et exponentialisée par les réseaux numériques, ne fait qu'augmenter leur aliénation.

Simulacres du parler peuple

Le contraste entre les deux peuples de la parole, celui de la compétence et celui de la performance, est violent. C'est une lutte des classes hygiénique qui n'avoue pas son nom puisqu'elle passe par la parole, censée être commune à tous.

Les élites soudées de la compétence entretiennent évidemment le peuple divisé de la performance en inventant des situations de parole faites pour éviter que cette grande fissure de la parole politique ne soit pas trop évidente, et que la jouissance de ceux qui performant le « moi je dis que » peu à peu ne cède devant l'évidence qu'ils sont floués.

Ces situations de parole ? L'utilisation du référendum par quoi le président simule un dialogue direct avec le peuple, au prix d'une question parfois absurde. Par exemple, en 2000 : « Approuvez-vous le projet de loi constitutionnelle fixant la durée du mandat du président de la République à cinq ans ? » Pourquoi pas six, ou huit, ou trois ? Il s'agit d'un simulacre de face-à-face, d'une parole qui s'affirme et déclare : « Allez, performez, votez et ne me demandez pas pourquoi, du haut de ma compétence, je vous dis que c'est cinq le bon numéro. » De Gaulle, qui savait que son pouvoir était issu en réalité d'un plébiscite,

Les deux peuples de la parole

comprenait mieux que la situation de parole référendaire impliquait un jugement du peuple sur sa personne. Et il en tirait les conséquences. C'était donc alors un vrai dialogue, un face-à-face à risque, une altercation. Depuis le référendum est un simulacre : un outil de compétence contre le peuple. On sait ce qu'il advint du « non » très ferme au projet de constitution européenne en 2005 et comment le traité passa par voie législative, ou pour citer M. Valéry Giscard d'Estaing, en réarrangeant la « boîte à outils » : « Mauvaise performance, citoyens, dit le président Sarkozy, en février 2008, je reprends mes outils et je les place entre des mains compétentes ».

Ces situations de parole ? Les débats affligeants entre candidats appartenant au peuple de la compétence où ceux-ci imitent le son et le ton du peuple de la performance, font comme si, jouent à être ce qu'ils ne sont pas, pour aussitôt après en coulisses se donner entre eux du tu et du toi, et de grandes claques BCBG dans le dos. Il faudrait toujours nous montrer l'*after* débat. Ces débats sont des simulacres.

Ces situations ? Ces émissions de télévision où un meneur de jeu avec ses acolytes met sur la sellette un ou une de l'élite de la compétence (politicien, patron, syndicaliste, intellectuelle) afin de donner au peuple de la performance l'impression qu'il comprend « comment ça marche ».

Lors de ces émissions, les acolytes sur le plateau, qui sont censés être du côté « du public » sont, eux, formés bien entendu aux techniques de la compétence – ils appartiennent au peuple de la parole de compétence : ils n'ont rien oublié des trois sujets de philo, ils dînent à la même table et savent comment se servir des couverts à poisson.

Blabla République

Ils jouent un jeu, celui de l'attrape-puissant, l'attrape-fort en idées, l'attrape-riche, en usant des mêmes techniques d'analyse et de parole que les prétendus attrapés mais, puisque c'est un jeu hypocrite, en le masquant sous des vulgarités, des insultes déguisées, des bassesses de langage.

Ces animateurs imitent la parole de performance afin que la représentation passe pour ce qu'elle n'est pas – une soupape de sécurité posée par les détenteurs de la parole de domination sur la pression qui monte.

Hélas, dans ce système pervers, s'il n'existe pas d'oral de rattrapage pour ceux de la performance, ceux de la compétence par contre en sont prémunis. Il suffit de lire les conseils savants, mais pervers, qu'un magazine donne aux infortunés du bac, pour s'apercevoir que ceux de la compétence tentent vraiment, par tous les moyens, de recruter même ceux qui ont calé à l'écrit, car il est important, dans une démocratie, que le système s'alimente en faisant passer régulièrement les jeunes d'un peuple à un autre :

L'épreuve dure entre quinze et vingt minutes. Le candidat a donc tout intérêt à s'emparer du temps qui lui est imparti : plus il parlera, moins il laissera la parole à l'examineur. Moins il lui laissera la parole, moins il risquera d'être interrogé et « piégé ». Les éventuelles questions complémentaires de l'examineur ne portent pas sur le texte, mais sur l'ensemble du travail poursuivi durant l'année. Une question piège, par exemple, qu'un examinateur s'empresse de poser quand on lui laisse l'occasion : « Et quelles ont été vos lectures philosophiques cette année ? »

Avez-vous reconnu ? C'est exactement le principe d'une entrevue de presse. C'est le mécanisme de prise de parole

Les deux peuples de la parole

d'un de la compétence face à un journaliste qui fait mine d'appartenir au large peuple de la performance (il fait un *show*, non, la preuve?) tout en étant bien entendu du côté du peuple très sélect de la compétence.

On a là, dans ce conseil stratégique pour réussir son oral, l'essence même de la parole de compétence, le mécanisme d'une conférence de presse, le jeu des questions pièges, bref le ressort de base du blabla qui assure le peuple minoritaire, mais majeur, de la parole de compétence de sa domination sur le peuple majoritaire, mais mineur, de la parole de performance.

CHAPITRE XXII

À LA TRUMP? LES SINGES DU BLABLA COPIÉ-COLLÉ

Nous souffrons de mimétisme transfrontalier, du copié-collé global verbiage. L'élection de Trump? Les médias aussitôt imaginent un coup similaire à la française. Ou se disputent sur son impossibilité. Marine (ex-Le Pen) est-elle un Trump en tailleur? Et si Fr. Fillon était un Trump en sous-main? Etc. Dialogue de sots, et pourtant commentaires révélateurs d'une autre maladie de notre blabla. Le blabla copié-collé international.

Vouloir copier des modes de parole quand les nôtres sont naufragés, c'est bien un trait de la *furia francese*. À bout de souffle nous allons emboucher le masque à oxygène de quiconque, à l'étranger, paraît nous apporter une solution, de Podemos à Trump. Comme naguère de Lénine à Mussolini. Ou jadis de Jules César à Démosthène. Nous sommes faits comme ça. Les Anglais imitent rarement l'étranger en politique : ils débattent et parlent à l'anglaise. Les Américains sont, eux, persuadés de la valeur universelle de leur débat politique, donc inutile d'aller voir ailleurs. Nous, que nenni : la maison France est une caisse de résonance ouverte aux voix du monde. Et si cela nous assure d'être la nation la plus cultivée de la Terre, et

Blabla République

la plus poly-vocale – voyez les académiciens français qui sont un véritable concert international –, d’être depuis presque deux millénaires une véritable chambre d’échos du monde des idées et des styles, cela nous assure aussi, en politique, et à des moments cruciaux, d’être « des singes à larynx de perroquets ».

Notre nation de singes à larynx de perroquets

Quelques repères pour cerner ce problème de notre parole, car il ne date pas d’hier. À chaque crise, la solution copié-collé verbal envahit le politique et parasite le débat. Par exemple, à la Renaissance, Érasme, fin observateur de la France, épingle dans son fameux brûlot, l’*Éloge de la Folie*, ces agitateurs religieux, qu’il nomme « les folie-sophes » ou des « ânes jouant de la lyre », qui, attisant à coups de sermons les feux de la discorde, feront payer à un public français entiché à mort du copié-collé venu d’Allemagne l’atroce prix des guerres de religion. Pour remédier au désastre national (la dynastie des Valois-Médicis frappée d’impuissance jouisseuse et de paralysie politique), les grands parleurs du temps, moines prédicateurs et pasteurs orateurs, copièrent-collèrent les atroces rivalités de parole allumées d’outre-Rhin par la Réforme, et on s’assassina, par tombereaux, pour « solutionner » l’affaire.

Deux siècles plus tard, sous la Révolution, Mirabeau et Sieyès se rendent compte que le copié-collé verbal à la française du parlementarisme anglais, fait lui d’invectives ironiques et de duel verbal réglé, assaisonné du style grandiloquent des révolutionnaires américains, est une catastrophe pour la nation : on ne garde du débat à l’anglaise

À la Trump ? Les singes du blabla copié-collé

que l'attaque haineuse *ad hominem* et du récital américain que la pompe des grands mots. Effarés par les paroxysmes assassins de parole à l'Assemblée, ils se confient l'un à l'autre, en privé : « Il faut être fou ou ivre pour bien parler », écrit sarcastiquement Sieyès à Mirabeau qui lui répond, mordant : « Notre nation de singes à larynx de perroquets. » Lisez les comptes rendus des séances et voyez comment les députés s'imaginaient copier leurs modèles anglais et leurs inspireurs américains. Copié-collé oratoire. Résultat de ce montage extravagant : l'effondrement de la monarchie constitutionnelle tempérée, la Terreur, les guerres de conquête et enfin la tyrannie impériale. Coût humain total : deux millions de morts. C'est cher payé le hashtag #lepeoplealaparole.

Mirabeau savait parfaitement qu'il manipulait, à la tribune, un copié-collé verbal pour plaire à la foule et aux publicistes entichés des « exemples » anglais et américains : le jour même où il confie à Sieyès son intime pensée sur cette nouvelle nation en proie aux simagrées et psittacismes politiques, il prononce devant les députés l'éloge funèbre de Benjamin Franklin, le « père américain » de la France nouvelle – bref le Kennedy d'alors : cet éloge est le premier du genre prononcé devant, donc, une assemblée de « singes et de perroquets » ; et alors que la grande noblesse se dresse, écervelée, pour applaudir ceux qui bientôt lui couperont la tête, un député bourgeois, M. Moreau, de Tours, demande qu'on vérifie que Franklin est vraiment mort. Tragicomédie. Mirabeau le réduit au silence car ce qui comptait était de copier-coller Franklin mort au moment où naît sa postérité en France : alors que la République française naît, son père américain meurt. La coïncidence est trop sublime, l'effet trop frappant,

l'occasion trop belle et à ne pas manquer, même si le « bonhomme Franklin » est, qui sait ? encore vivant.

Je cite ce dernier exemple pour montrer comment notre parole politique, à des moments cruciaux pour la patrie, comme celui que nous vivons, verbalise et s'entiche de modèles qui sont à la fois faux et séduisants, et comment les beaux parleurs, les grands parleurs, les faux parleurs s'en saisissent pour intoxiquer l'opinion.

Car cet échange de vues entre les deux leaders révolutionnaires fut fait en privé, donc franchement, un échange genre réseau Telegram entre celui qui, tout de même ! rédigea le Serment du Jeu de Paume, parole fondatrice de la future république, et celui qui déclencha en réalité la révolution avec son impérieux « nous sommes ici par la volonté du peuple et nous ne quitterons nos places que par la force des baïonnettes ». Cet échange révèle comment le théoricien de la nation, que Michelet nomme « la grande voix de la France », avait conscience des effets terribles du copié-collé de la parole politique. Michelet assène alors ce verdict sur la duplicité de parole des deux grands révolutionnaires, assurés qu'ils étaient des dangers de ce mimétisme de mots et de débats, et tout aussi assurés qu'ils pratiquaient là l'art de la politique : l'historien parle de « l'abîme qu'il y a entre une telle idée (= l'atroce blabla copié-collé) et les théories législatives auxquelles en même temps on s'efforçait d'associer cette même nation ». Voilà ce qui nous fait face aujourd'hui : un abîme. Que nous voudrions bien dissimuler sous un copié-collé Trumpiste, comme on colle du papier peint sur un mur lézardé.

Sortons de l'histoire, qui reste en effet riche d'enseignement sur ce vice de parole politique, et entrons dans l'actualité qui ne l'est pas moins.

À la Trump ? Les singes du blabla copié-collé

Trump, ou pas Trump ?

Le plus important moment de la marche triomphale qui porta Trump à la tête de la *middle class* américaine et, sur sa lancée, à la tête des États-Unis, « en marche » au galop, au bulldozer, à la moissonneuse-batteuse électorale, et non pas au rythme d'un joli menuet à entrechats, ou d'une java bleue de certains candidats français, fut la primaire. Pourquoi donc le copié-collé Trump, même maladroitement imité, ne peut-il pas fonctionner en France, en dépit des rodomontades à droite, des alarmismes à gauche, des divagations des blogueurs, et des coups de menton ou des sarcasmes envieux d'une classe politicienne à la foire des mots et à la pêche aux voix ? Impossible copié-collé qui tient à cinq éléments inacclimatables en France.

Un milliardaire !

Les gorges chaudes sur Donald le milliardaire ? Allez donc relire ce que la presse française disait de Ronald Reagan, les plaisanteries d'un ton supérieur en exhibant des scènes de film de série B. Sans jamais parler de sa carrière de syndicaliste et politique en Californie. Mais, pour Trump, est-il surprenant que le pays le plus riche du monde, le pays qui est le tenant indéfectible du capitalisme, et du capitalisme d'entrepreneur, où accumuler du capital est le rêve américain du Mexicain qui traverse le Rio Bravo à la nage, et la condition essentielle de « la poursuite du bonheur » auquel chacun a droit, et non pas

Blabla République

le rêve à se caser dans la fonction publique et se retirer à cinquante ans, un pays où, abrégeons, la valeur travail est synonyme de la valeur capital et de la valeur bonheur, est-il donc surprenant que ce pays se dote enfin d'un grand capitaliste comme président ? Il était temps. Il était temps aussi que la capitale du monde capitaliste, New York, donne à l'Amérique son président. Est-ce que tout cela est si surprenant ? Pourquoi en rire ? Et maintenant que les jeux sont faits, en être, pour certains, envieux ?

Nous, peuple administré et fonctionnarisé, avons des bureaucrates et technocrates du service public aux affaires, nous n'oserons jamais porter un milliardaire *self-made-man* au pouvoir. C'est contre notre nature. Alors cessons le sarcasme jaloux. Cet aspect-là du copié-collé Trump est inimitable. Point barre.

Reality show

La campagne de Donald J. Trump a été décriée, y compris par M. Obama quand il porta les couleurs de Mme Clinton, comme un *reality show*, de la télé réalité.

Eh bien, bonne question, qu'est-ce qu'un *reality show* ? Ou plutôt qu'est-ce qu'un programme électoral ? Rhétoriquement un programme est une fiction : on vote sur quelque chose qui n'existe pas et qui, le plus souvent a peu de chances d'être mis en œuvre (souvenez-vous des promesses de M. Hollande). Un programme présidentiel est un scénario, bref, comme dans un film, un show de réalité, pas une réalité (puisque le programme n'est pas encore réalisé). La politique est toujours un *reality show*. La finesse de Trump aura été de laisser dire les médias,

À la Trump ? Les singes du blabla copié-collé

et ses opposants, qui ont fini par se lasser car, en face, le show populiste de Bernie Sanders n'eut rien à lui envier : parodie de Bernie, « J'ai pour moi tous ces gens, de 17, 18, 19 ans, c'est une révolution. – Oui, avec des idées de gamin de 17, 18, 19 ans » – blague de comédien pro-Hillary Clinton.

Question : un politicien français est-il capable de monter une campagne qui soit comme de la télé réalité ? Non. Aucun. Pourquoi ce deuxième copié-collé n'adhère-t-il pas à la toile ? Parce que nos politiciens qui visent la présidence refusent de se mettre en scène. Quand ils le font c'est après l'élection, pas auparavant : M. Sarkozy dans ses interviews élyséennes montées avec une minutie filmique. M. Hollande qui calibre sur quatre années des confidences sous la table. Tout cela est d'un sérieux à périr d'ennui. Ce n'est pas de la télé réalité, mais du cinéma-pour-la-postérité, bref des mises en scène de la parole au pouvoir pour archivage mémoriel à l'INA. Rien à voir avec le show américain.

Le ton présidentiel ?

On a entendu durant la campagne, en France, la mention « Untel est-il "présidentiable" ». Drôle de néologisme et de faux américanisme, un copié-collé qui évoque une expression clef de la primaire américaine qu'on jeta comme un bâton dans les roues de la locomotive Trump : on doit « faire présidentiel ». Notez que le français dispose de deux mots là où l'anglais en fait n'en a qu'un, « *presidential* » qui revient à dire que si on fait présidentiel on est présidentiable. Trump-qui-parle ne faisait pas, répétaient ses

détracteurs « présidentiel/présidentiable ». Donc lors d'une réunion électorale, il se mit à mimer un « ton présidentiel » : « Demain, après les avoir battus à plate couture, je dirai, sur un ton sérieux, "Ils ont été des adversaires de grande valeur, j'ai tellement de respect pour eux, et bla bla bla", c'est ça que vous voulez entendre de moi, présidentiel-le-ment ? » La foule : « Non ! » C'est exactement ce qu'il dit et fit lors de sa première rencontre avec Barack Obama, le lendemain de son élection : il adopta un ton présidentiel, et exprima tout son respect à son hôte de la Maison Blanche. Il mima la fonction qu'il détenait déjà. On imagine les rires de ses électeurs, dupes en rien du jeu sur le « ton », admirateurs même de sa plasticité car Trump démontrait là sa capacité à manier les langages, à passer d'un registre populaire à un autre officiel, à faire et dire « comme si » – faire et dire « comme si » est l'art même du politique, le mimétisme selon les situations et le public. Le ton présidentiel est un truc.

Question : avons-nous en France un candidat qui est prêt à une telle manipulation ? Non. Pourquoi ? Parce que nous sommes possédés d'un sérieux invétéré quand il est question de la parole présidentielle, autant en amont, quand le candidat doit se dire « présidentiable », et en aval, quand l'homme, comme nous disons d'une expression revenue des lointains âges mystico-monarchiques, « incarne la fonction ». Et, chez nous, incarner la fonction, pour s'en saisir ou pour s'y tenir, passe par un style, un ton, une parole, plus que par des grimaces en autodérision. Mitterrand avait très bien compris ça. Ce copié-collé ne marche pas en France : nous voulons entendre un ton présidentiel qui sonne vrai, incarné, véritable. Les vulgarités de parole plus que ses actes M. Sarkozy l'ont plombé. Et c'est le « moi,

À la Trump ? Les singes du blabla copié-collé

président » qui a donné la présidence à son rival. Rien d'autre. Avec sérieux. L'élection se jouera là-dessus : qui aura, en tout sérieux, le ton présidentiel dans le dernier débat. Sérieux. Sans truc distancié à la Trump.

Quatre ou cinq mots

Trump disposait de quelques phrases clefs : « Obama est un désastre total », « Le Mexique doit payer pour le mur », « Nos forces armées, notre police sont fortiches », « Ramenez les jobs ici », « La Chine nous prend pour des pigeons ». Chaque meeting électoral fut ponctué par ce mantra rhétorique, avec toujours, côté positif et en direction du public : « Vous, les gens de X êtes des gens formidables ; je viens ici à X tout le temps, j'ai plein de copains ici à X, et des tas de propriétés ».

Peu importe la répétition sur une gamme serrée : l'enfermement médiatique américain (chaînes radio-télé très locales, lectorat national quasiment inexistant hors des grands centres) est tel que les gens de X ne savent pas ce qu'il a dit à Y. Avantage : il pouvait tenir une heure sans aucune note. Il improvisait, sur quatre ou cinq termes clefs. Et il ajoutait des chiffres qu'en homme d'affaires il connaissait sur le bout des doigts. Ce mantra fonctionna parce que précisément d'État à État, et plus encore de district à district, il fabriqua une argumentation subreptice à savoir, en liant ces phrases clefs :

Une présidence désastreuse fait que les pays étrangers nous font payer pour eux, nous prennent nos jobs, et nous traitent par-dessus la jambe, pendant que nous vivons dans l'insécurité.

Blabla République

Mais Trump, une fois que les quatre ou cinq mots-clefs étaient lancés et ancraient l'argumentation comme autant de repères, prenait un ton plus proxime et enchaînait sur : « Laissez-moi vous raconter une histoire intéressante... ». D'un coup il faisait basculer le public d'un patelin au fond du Midwest, ou d'une banlieue industrielle, dans le vif du sujet, au cœur de la *story*, au mitan du film en train de se jouer sur l'écran hollywoodien de l'élection 2016 : le public du coin entre en scène, devient l'acteur d'une histoire, celle du destin de l'Amérique. Il racontait un épisode de l'Histoire-Amérique. Peu ont compris qu'il est un conteur né, un narrateur *folk*.

Voyons-nous un candidat à la présidence en France qui sache faire ça ? Non, car derechef ce n'est pas dans notre registre de parole : nous ne voulons pas qu'un candidat à la magistrature suprême répète les mêmes quatre ou cinq formules et ensuite nous raconte qu'à Tarbes, eh bien, au haras impérial il y a un cheval qui se nomme Trublion etc. Copié-collé à la Trump ? Impossible.

Self-promotion par tweet

Durant la campagne américaine on repêcha des enregistrements datant de vingt-neuf ans où, apparemment, Trump jeune financier téléphonait sous un alias aux médias pour vanter ses succès en affaires. « *Self-promotion!* » L'ironie, évidemment, est que tout le système Facebook Twitter Snapchat postmoderne est fondé sur *self-promotion* : parler de soi. Trump, pré-Internet, avait simplement trente ans d'avance. À côté, les autres avec leurs cui-cui en sont encore à la maternelle. Et cela explique le côté percutant

À la Trump ? Les singes du blabla copié-collé

de ses tweets. Trois mots. Une réplique. Immédiatement. Coupant l'herbe sous le pied. Mais il y a plus : il a compris que la parole politique actuelle doit imiter le langage bref du tweet ou le moi-je instantané de Facebook ou le défilé ultrarapide de Vine. Quand nos politiciens sont là à s'égosiller silencieusement en pianotant à coups de pouce des tweets, lui parle tweet, mais avec justesse, pas à tire-larigot. Il calibre, il recadre un événement. Trump manie donc l'art de la formule, comme De Gaulle au demeurant, mais grâce à ce que le tweet lui dit : créer de la proximité, et non pas comme le Général de la distance.

C'est là un copié-collé possible en France, mais, comme nous l'avons vu précédemment, nos politiciens sont trop imbus du grand discours, du discours expert, du discours rapport, du blabla pompeux, bref ils croient tellement à la syntaxe, à la déesse syntaxe, signe de leur pouvoir et de leur compétence, qu'ils usent du tweet comme d'un support et non pas comme d'un véritable instrument de parole : l'élite fait des phrases, toujours, le peuple lui aligne des mots – telle est la raison de la passion de celle-ci pour le discours soutenu et l'attente de celui-ci qu'on lui donne des discours – puisque le pouvoir c'est du discours. Fatale illusion.

Ce copié-collé, décidément, ne fonctionnera pas en France.

Ni aucun autre. Le résultat de cet aparté américain est que la parole politique en France, même si elle prétend souvent imiter principalement le style américain pour être au goût du jour, est incapable de le faire. Quand nous singeons l'Amérique nous devenons les perroquets idiots d'une chose qui n'est pas nous. Des *fake*. Non, il n'y aura aucune trumpisation de la présidentielle. Nous avons raté le coche avec DSK.

ÉPILOGUE

PLACE À LA RÉPUBLIQUE, AU VERBE CITOYENS!

Ce petit livre est né place de la République.

Il est né la nuit des attentats du 13 novembre 2015 quand on écouta, les mitraillages encore vifs à l'oreille et les trottoirs fumant de sang, la harangue hagarde du président de la république qui, à la fête du Veau d'Or moderne nommé le foot, venait de lire sur le mur la sentence terrible qu'au palais de Balthazar à Babylone une main traça en lettres de feu : « Les jeux sont faits, vos jours sont comptés ».

Mais les jours de qui, et les comptes de qui ? Et qui fait les jeux, et qui fait les comptes ? Et le compte est-il bon ?

Imaginez Marianne se redressant sur son socle, place de la République, jetant à terre la fallacieuse branche d'olivier, étendant les bras, oratrice de tous nos dépits et de toutes leurs trahisons et se mettant à déclamer, d'une voix hugolienne :

Les jeux sont faits, vous jouez à la lutte des classes, vous jouez à la protection des citoyens, vous jouez au mégaphone, vous jouez à la comédie des mouvements sociaux et à la tragi-comédie de la politique en urgence quand vous êtes en retard sur les guérilleros du califat islamique, sur la main mise par l'Allemagne mercantile sur l'Europe,

Blabla République

sur les stratagèmes américains, sur la mondialisation qui invente un nouveau troc, celui des hommes contre des objets, vous jouez, vous parlez, vous vous provoquez et vous publiez des programmes de primaires de mille pages quand il est avéré que 40 % des scolarisés ne savent pas lire couramment et qu'une masse d'adultes dispose seulement d'un « sac de mots », (oui c'est le terme technique chez les pédagoges), et puis la classe politique qui est tout en ramage, à parler, parler, parler... Alors laissez-moi descendre de cet absurde piédestal, prendre une bombe à peinture et taguer sur les murs de l'Élysée : les jeux sont faits, vous êtes tous des cibles du blabla politicien, le compte n'y est pas.

Nous, prolétaires de la parole

Ce livre est aussi né place de la République quand un académicien, chassé par une foule méchamment debout, s'est écrié, par instinct : « Pauvre conne ! » On se demande si c'est là le mot du dictionnaire que lui a confié l'Académie.

« Pauvre » ? Oui, ce sont les pauvres qui en général se révoltent, pas les riches, quelle que soit la définition de la « pauvreté ». Sauf que la pauvreté de parole ne provoque aucune révolte, aucune indignation, aucune insurrection.

« Conne » ? Oui, justement, est prolétaire qui n'a, chez les Romains qui s'y connaissaient à la fois en éloquence politique et en exploitation servile, pour richesse que ses enfants : « *proles* » (les enfants), d'où prolétaire – le con, ou la conne, ça sert à ça, à faire des gamins, du « *proles* ». Qui ne savent plus lire, qui iront rejoindre le Califat ou le chômage, qui tagueront de la haine ou vivront hébétés

Épilogue

au SMIC – pendant qu’au-dessus d’eux ça parlera, encore et encore, encore et toujours.

De temps en temps, aux élections, les deux peuples de la parole, celui de la compétence et celui de la performance, sont contraints d’entamer le rituel factice de la persuasion.

Le suffrage universel, s’il reste le meilleur moyen pour la continuation quiète des élites, recèle au moins ce mérite d’humilier les détenteurs de la parole en les forçant à parler au peuple, et à s’essayer, même si leurs langues fourchent, à parler peuple.

Alors ils bloguent, ils blaguent, ils parlent sportif, ils imitent ce qu’ils peuvent des livres qu’ils n’ont pas lus, ils font semblant de parler jeune, ils usent et abusent des compétences dont ils privent l’éducation générale de la nation, ils laissent les médias parasiter ceux qui peuvent dire, ils font enfin monter au micro ou à l’écran des experts comme jadis les puissants demandaient à Archimède ou Vinci d’inventer des armes stupéfiantes juchées sur des remparts.

Mais parlent-ils au peuple, ou se parlent-ils entre eux avec le peuple comme spectateur convié à l’audimat des tours de scrutin ?

Nous, intermittents de la parole

Sommes-nous simplement devenus des intermittents du spectacle « blabla République » ?

Ce tour de phrase, inspiré par une interjection pleine d’esprit à l’Assemblée nationale, reprend et actualise la question posée par Jean-Jacques Rousseau au début du *Contrat social* : « L’homme est né libre, et partout il est

Blabla République

dans les fers. » À savoir : l'homme est né libre, et partout sa parole est dans les fers, que les puissants desserrent au moment des élections à coups de simulacres, nous réduisant à n'être que des intermittents, mal payés, du débat public.

J'ai tenté, dans ce petit livre, qui raconte la trahison des élites portée par des malversations de parole, de détailler comment registre par registre, couche par couche, niveau par niveau, la parole politique, le dire populaire, la *vox populi*, a perdu son autonomie ; comment ceux que j'ai nommés les corps intermédiaires de la parole publique opèrent uniquement soit à vide, pour le plaisir d'être, soit pour leur propre bénéfice ; comment les grands médias, loin d'être véritablement un quatrième pouvoir, sont soit les porte-parole de la conception hautaine qu'ils se font d'eux-mêmes, soit des parasites au service du management de l'opinion ; comment l'extraordinaire richesse communicative du Web n'a donné rien d'autre qu'une « culture » du moi-disant et du prétendu moi-je ; comment l'aliénation des femmes, des démunis, des jeunes se perpétue dans la marginalisation de leur parole ; comment face à une guerre intérieure qui est au premier chef une guerre de propagande violente et sans répit, ceux qui ont la charge de porter notre parole de révolusion et de refus procèdent par calcul et mensonge.

La domination soft

Pris dans les jeux de miroir et les jeux de parole qui ont fini par être la réalité politique de la V^e République, une république de gestionnaires du coup à coup, le peuple commence à percevoir que cette république-ci n'a rien

Épilogue

de sacré ni de durable : elle n'est qu'un montage comme un autre, un échafaudage de phrases et de récits, un lego d'arguments publics et de conciliabules secrets, fabriqués jadis pour répondre dans l'urgence à une situation d'urgence, et assouvir l'orgueil, par ailleurs légitime, de son fondateur qui, chef de guerre comme chef de parti, avait compris la puissance de la parole quand elle frappe au bon moment et au bon endroit.

Il est clair que le président et la classe politicienne jouissent à gérer la nation : le plaisir qu'ils prennent au « pouvoir absolu » (*dixit* Fr. Hollande) n'est pas seulement celui des petits chefs d'une république bananière, l'argent, les relations, les réseaux, la rente, mais plus encore, car la France reste la France, « mère des arts, des armes et des lois », le plaisir odieux qu'ils prennent à clamer, à discourir, à manipuler la parole.

Or un politicien ne parle jamais « pour le plaisir », mais pour le plaisir du pouvoir que lui assure le monopole effectif de la domination des moyens de production de la parole publique : le politicien gère des techniques de domination *soft*. Le plaisir qu'il y prend ne vient pas en sus du pouvoir, il en fait partie.

Il faut donc leur casser cet odieux plaisir.

La République est devenue, comme disent les anthropologues, un « non-lieu ». Elle est partout, et elle n'est nulle part. La Nation ne balbutie plus que dans le rituel des élections : une voix par vote, dans une boîte, beau symbole.

La Patrie ressemble désormais à ces centres commerciaux où on nous guide de gondoles en travées en nous pointant des produits ou encore, à ces parcs d'enfants sous surveillance de caméras en circuit fermé.

Il est temps d'en finir.

Blabla République

Car, comment se fait-il qu'une patrie qui est l'héritière de deux mille ans d'histoire politique et culturelle, glorieuse et ininterrompue qui s'exprime en une langue millénaire, qui porte en elle les traces lointaines d'Athènes et celles plus vives de Rome, qu'un pays éminemment politique qui a su plusieurs fois dans son histoire se remettre soudain d'aplomb, se laisse à ce point voler son droit de parler haut et fort ?

Où sont les lieux où la parole politique puisse « exister », c'est-à-dire se tenir hors de soi, se projeter ? Nulle part. Sauf évidemment dans les forums virtuels, les montages électroniques, et les registres concrets, codifiés, cernés, embrigadés de ceux qui maintiennent leur domination de compétence.

La France est aux urgences. L'erreur perverse de ces campagnes électorales est de faire accroire au peuple que des élections sont la solution. La solution est évidemment ailleurs. On a lu le diagnostic. Il faut trouver le remède. Il faut prendre les armes, il faut un Valmy de la parole !

Pour en finir avec les gestionnaires de la parole

Déblatérer sur le VI^e République est un tour de passe-passe. Pourquoi remplacer une république par une autre ? Est-ce pour reconstruire le blabla avec de nouveaux réseaux et de nouveaux gestionnaires ?

Il faut au contraire faire face à la réalité de la parole républicaine : la politique n'est pas une gestion, la politique n'est pas un domaine réservé, la politique n'a pas besoin d'élites qui en tirent une rente. La politique en république est une affaire de vertu. Nous sommes assez modernes pour

Épilogue

ne pas avoir besoin de gestionnaires élus qui accumulent des rentes électives, qui durent au pouvoir, qui placent leur clientèle. Le peuple est assez souverain pour se gouverner lui-même, du local au national, pour exiger de donner ou refuser quitus à ses députés élus pour une courte durée.

Quiconque refuse au peuple ces vertus, à savoir le bon sens, la liberté de former des opinions, la capacité de les dire, cesse automatiquement de penser que la république est le meilleur des régimes. Le choix pour quiconque ose refuser au peuple la souveraineté réelle, est alors d'être soit le tenant de la servitude volontaire, où nous sommes, soit celui de la servitude imposée, où nous allons.

Alors, quels remèdes ?

Le plus direct serait l'assassinat politique. Qui peut prendre trois formes : un assassinat massif des puissants, et cela se nomme une révolution ; un assassinat sélectif des gouvernants, cela s'appelle un coup d'État ; un assassinat ciblé des chefs, mais cela ne servirait de rien car la domination de la parole par les élites du blabla est comme l'hydre de Lerne : coupez une tête, trois queues repoussent à sa place, avec des langues fourchues.

Un autre remède serait de couper l'eau qui alimente le moulin à paroles : puisque voter est factice c'est à la boîte noire qu'il faudrait s'attaquer. Il s'agirait donc non pas de ne pas voter (qui est en réalité une forme de vote, par abstention), mais d'empêcher de voter. Il faudrait mettre des piquets devant les bureaux de vote et tenir des débats citoyens. Des piquets de grève de la parole. Et après une véritable discussion, sur le pavé, sans les politiciens et leurs acolytes, voir nos concitoyens jeter à terre leur carte électorale.

Blabla République

Un dernier remède serait de ne pas voter pour ceux du peuple gestionnaire, mais d'inscrire d'autres noms – ce que les Américains nomment le *write-in*. Nous avons jadis connu ça : on pouvait être élu dans plusieurs départements. Pourquoi ne pas restituer au peuple le libre choix de ses représentants, un choix réellement libre, un choix débarrassé des fers posés par les compétents qui se distribuent la rente de pouvoir ?

Il existe ainsi une gamme de remèdes, de stratégies, de techniques douces et moins douces, pour enrayer la voix de la domination, parasiter sur le terrain le blabla qui nous hébète. À nous de les mettre en œuvre avec obstination, avec résilience, avec de la suite dans les idées. Sans fléchir. Sans nous laisser séduire. En exigeant.

Paris, 4 novembre 2016

RÉFÉRENCES

INTRODUCTION

Louis Maurin, « “La liberté c’est important et en particulier pour ceux qui sont tout en haut, euh... tout en bas” : le lapsus d’Emmanuel Macron qui en dit long sur une certaine vision des inégalités », *Atlantico*, 14 juillet 2016.

CHAPITRE II

Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Albin Michel, 1996.

CHAPITRE III

Louis XVI, Lettre à l’archevêque d’Arles, <http://louis-xvi.overblog.net/article-04-aout-1789-54907573.html>

Michaël Bloch, « Les confidences de François Hollande devant la presse présidentielle », *LeJDD.fr*, 3 août 2016.

Corinne Laurent, « François Hollande se pose en président-candidat rassembleur », *La Croix*, 3 août 2016.

Jérôme Fourquet, Maxime Tandonnet et Paul-François Paoli, « “Je serai le défenseur de l’État de droit et de la démocratie en 2017” (... contre les dangereux dictateurs en puissance de droite?) : la bonne vieille stratégie de l’intimidation morale choisie par François Hollande peut-elle (encore) marcher ? », *Atlantico*, 4 août 2016.

Blabla République

CHAPITRE IV

Éric Mandonnet, « Les secrets de fabrication du programme de Bruno Le Maire », *L'Express*, n° 3402, 14 septembre 2016, p. 50.

Sophie Brunn, « Ira ? Ira pas ? La stratégie d'Emmanuel Macron marque légèrement le pas », France Info, 24 septembre 2016.

Projet éducatif des Scouts et Guides de France, disponible en ligne sur www.scoutsetguides.fr

Jérôme Fourquet, « 63 % des électeurs de gauche estiment qu'Arnaud Montebourg incarne bien leurs valeurs », *Atlantico*, 22 août 2016.

Nadia Henni-Moulaï, « L'élite musulmane instille un nouveau souffle dans une société française ankylosée », *Le Monde*, 16 août 2016.

EVS, Résultats complets de l'enquête sur les valeurs des Français en 2008 : les chiffres.

Pierre Nora et Marcel Gauchet, « François Hollande : “La gauche est toujours belle dans l'opposition” », entretien avec Fr. Hollande pour la revue *Le Débat*, *Le Monde*, 16 septembre 2016.

François Hollande, *Mes 60 engagements pour la France*, 2012, p. 3.

CHAPITRE V

Delphine Legouté, « Hollande à la primaire ? “Il va s'y débarrasser de son bilan”, ose Cambadélis », *Marianne*, 2 octobre 2016.

Le JDD, exclusif, « Hollande au JDD sur la présidentielle : “Rien n'est décidé” », 1^{er} octobre 2016, Sacha Nacht et Paul-Claude

Références

Racamier, « La théorie psychanalytique du délire », *Revue française de psychanalyse*, 22 (1), 1958, p. 417-574.

CHAPITRE VII

FranceInfo, « Pourquoi il est caricatural de dire, comme Nicolas Sarkozy : “Nos ancêtres sont les Gaulois” », commentaires des lecteurs.

Jacques Lacan, « Joyce le symptôme II », dans *Joyce avec Lacan*, Paris, Navarin, 1987 et Colette Soler, « Du parlêtre », *L'en-je lacanien* 2/2008 (n° 11), p. 23-33.

Patrick Buisson, *La Cause du peuple*, Paris, Perrin, 2016.

Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça*, Paris, Stock, 2016.

CHAPITRE VIII

Jean Jaurès, Discours au Cirque royal de Bruxelles du 29 juillet 1914, www.jaures.eu

Sébastien Tronche, « “Je n’ai pas eu de bol !” : la confiance de Hollande sur le chômage », article le plus lu de la semaine », Europe 1, 21 août 2016.

FranceInfo, « Pourquoi il est caricatural de dire, comme Nicolas Sarkozy : “Nos ancêtres sont les Gaulois” », 21 septembre 2016.

CHAPITRE X

Assemblée nationale, XIV^e législature, Session extraordinaire de 2015-2016, Compte rendu intégral, Deuxième séance du mardi 19 juillet 2016.

Blabla République

CHAPITRE XI

Anaïs Feuillet et Gérard Miller, *Ségolène Royal, la femme qui n'était pas un homme*, documentaire, France 3, diffusé le 31 août 2015.

Laure Equy, « Roselyne Bachelot : 100 % reconvertie », *Libération*, 8 septembre 2016.

Fernand Corcos, cité dans Philippe-Joseph Salazar, *L'Art de parler*, Paris, Klincksieck, 2003.

Yves Jeuland, *À l'Élysée, un temps de président*, documentaire, France 3, diffusé en septembre 2015 (remarque sur Mme Fleur Pellerin).

CHAPITRE XII

Le Figaro Magazine, n° 22420-22421, 9 et 10 septembre 2016.

L'Express, n° 3402, 14 septembre 2016.

Louis Althusser, « Idéologies et appareils idéologiques d'État », dans *Positions*, Paris, Éditions sociales, 1976.

CHAPITRE XIV

François-Guillaume Andrieux, *Rapport et Cours de Grammaire et Belles Lettres de l'École Polytechnique*, 1806.

Jacques Lacan, *Encore. Le Séminaire, Livre XX*, Paris, Seuil, 1975.

Pour une modernisation du dialogue social. Rapport au Premier ministre, 31 mars 2006, La Documentation française.

Rapport du groupe de réflexion sur la symbolique du futur tribunal de Paris, juin 2016, Rapports de l'IHEJ.

Références

CHAPITRE XV

L'Obs, « Saint-Étienne-du-Rouvray : une élue de Brest menacée sur Twitter après une blague de mauvais goût », 29 juillet 2016.

CHAPITRE XVI

François Hollande, *Discours lors de la Conférence sociale pour l'emploi*, 19 octobre 2015.

CHAPITRE XVIII

Kevin Brookes, Cal Le Gall et Raul Magni Berton, « The 2012 French electoral campaign: Tools to understand campaign dynamics », *French Politics*, septembre 2014, 12/3, p. 255-264.

Karolina Koc-Michalska, Rachel Gibson et Thierry Vedel, « Online Campaigning in France, 2007-2012: Political Actors and Citizens in the Aftermath of the Web 2.0 Evolution », *Journal of Information Technology and Politics*, Taylor & Francis (Routledge), 2014.

CHAPITRE XIX

Compte rendu analytique officiel, Session ordinaire de 1998-1999 – 26^e jour de séance, 68^e séance, 2^e séance du samedi 7 novembre 1998, Pacte civil de solidarité, www.assemblee-nationale.fr

CHAPITRE XX

Didier Micoine, « Attentats du 13 novembre : les Français toujours en colère », *Le Parisien*, 12 novembre 2016.

Blabla République

Charles Darwin, *La Descendance de l'homme et la Sélection sexuelle*, traduit par Edmond Barbier, Paris, Librairie C. Reinwald et Schleicher Frères, 1876.

Cabinet de consultants en parole publique Pilotis, plaquette du stage *Audience*, www.pilotis.fr.

CHAPITRE XXI

Le Parisien, « L'appel fait aux musulmans de se rendre dans les églises dimanche est-il une initiative utile? », 31 juillet 2016, commentaires des lecteurs.

Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, « Pocket Agora », Paris, 1983.

CHAPITRE XXII

Érasme, *L'Éloge de la Folie*, dans *Œuvres choisies*, édition par Jacques Chomarat, Paris, LGF, 1991.

Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, V, Paris, Garnier, s.d.

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE

Un manque de parole	9
Malversations verbales de la république	11
J'accuse!	14

PREMIÈRE PARTIE

BLABLA ÉLYSÉEN

CHAPITRE I

Les énervés de la parole	19
République = Raison	19
Les énervés parlent	22
Parler peu, parler fort	24
Tout se gère à court terme	26

CHAPITRE II

Les grandes pompes funèbres	27
Les trois applis à la De Gaulle	27
Le théâtre	28
Les douleurs ventriloques du Président	30

CHAPITRE III

Président en voix <i>off</i>	31
Depuis Pétain	33
Inutile parole présidentielle	35

Blabla République

CHAPITRE IV

Déblatérer sur les valeurs	39
En marche!	39
Paroles clochardisées	41
L'arbre sec à palabres	42
Ce que disent les vertus	43
Le langage en porte à faux de la religion	45
Sondage du blabla valeurs	47
Chewing-gum, goût « valeurs »	49
Degré zéro de la parole : j'émets donc je suis	51

CHAPITRE V

Promettre et délirer	53
Promettre, à la vérité?	53
Le reniement au chant du coq	56
La promesse délire	57

CHAPITRE VI

Le Président dit : « Capri, c'est fini! »	61
1965, année politique	62
La BD nationale	63

CHAPITRE VII

De mon agent double à l'Élysée	67
Le parlêtre politique	70
Double langage du chef	71
Hollande blog	72

Table des matières

DEUXIÈME PARTIE

BLABLA DES ÉLITES

CHAPITRE VIII

Ces rentiers de la parole	77
Le salaire de la peur	78
Le normal parle et le moyen subit	80
« Pas de bol »	82
L'histoire-logorrhée	83
Parole réduite à des lieux communs	84
La mésentente	85

CHAPITRE IX

J'éjacule à tout vent	87
Mais où sont les neiges d'antan ?	88
Anatomie du parler-tweet	90
Logique du cui-cui	91
Le tweet ou défaite du citoyen	93

CHAPITRE X

Snapchat parlement	95
Oyez manants, vos députés parlent	95
« Bla-bla » disent-ils eux-mêmes	102

CHAPITRE XI

Paroles de politiciennes	105
La femme, « ça » parle !	106
Le viol de Ségolène	109
« Présidente », ça ?	112
La parole-femme en politique est invalidée	113

Blabla République

CHAPITRE XII

Hebdromadaires	115
Endosser une responsabilité de parole	115
<i>Figaro Magazine</i> ou l'art de couvrir	116
<i>L'Express</i> ou l'art du sommaire	118
Interpelez-nous!	120

CHAPITRE XIII

Le philosophe à l'interphone	123
Le philosophe et le journaliste	125
L'interphone tous azimuts	126
Parasite, parasite, parlez pour moi	127
Descartes passe à la télé	129

CHAPITRE XIV

Le ramage expert	131
Le rapport n'en est pas un	132
Le corbeau plus malin que le renard	134
La parole-fromage	136

Table des matières

TROISIÈME PARTIE

BLABLA CITOYEN

CHAPITRE XV

Sommes-nous idiots?	141
Des poux dans la parole	142
Des idiots du village	144

CHAPITRE XVI

#On vaut mieux que ça!	147
Pérorer sur le dialogue social	147
Remède verbal à la douleur de travailler	149
Mise en mots du peuple-travail	151

CHAPITRE XVII

L'ubérisation de la parole populaire	155
Norman fait des vidéos. Faux! Il parle	156
Enter ze Bodin's	157
Papooz et PNL	159
#LoveArmy	161
Ubérisation-parole : au service du pouvoir	162

CHAPITRE XVIII

Le règne végétal des opinions	165
Web 2.0 ou opinioner	165
Paris-Province	167
Midi à 14 heures	169
L'opinion perso? et alors?	170

Blabla République

CHAPITRE XIX

Le parlersport	173
1998, naissance du parlersport	174
Le parlersport, manivelle à blabla	176
Voici la taupe	178
Jouer placé, jouer gagnant	180

CHAPITRE XX

Le blabla sondage, contraceptif politique	183
La « reproductive fitness »	184
La voix accouple	185
Le sondage, le manque à jouir politique	187

CHAPITRE XXI

Les deux peuples de la parole	189
Laissez parler les petits papiers	189
Laissez parler les petits blogs	192
Avez-vous honte, bacheliers de naguère?	195
Les deux peuples de la parole	196
Simulacres du parler peuple	198

CHAPITRE XXII

À la Trump? Les singes du blabla copié-collé	203
Notre nation de singes à larynx de perroquets	204
Trump, ou pas Trump?	207
Un milliardaire!	207
Reality show	208
Le ton présidentiel?	209
Quatre ou cinq mots	211
Self-promotion par tweet	212

Table des matières

ÉPILOGUE

Place à la République, au verbe citoyens!	215
Nous, prolétaires de la parole	216
Nous, intermittents de la parole	217
La domination soft	218
Pour en finir avec les gestionnaires de la parole	220

RÉFÉRENCES	223
----------------------	-----

DU MÊME AUTEUR

Ouvrages

- Die Sprache des Terrors. Warum wir die Propaganda des IS verstehen müssen, um ihn bekämpfen zu können*, trad. par Christiane Seiler, Munich, Random House / Pantheon, 2016.
- Palabras armadas. Entender y combatir la propaganda terrorista*, trad. par Ignacio Vidal-Floch, Barcelone, Anagrama, 2016.
- Parole armate. Quello che l'ISIS ci dice e che noi non capiamo*, trad. par Chiara Lurati et Gioia Sartori, Milan, Bompiani, 2016.
- Paroles armées. Comprendre et combattre la rhétorique terroriste*, Paris, Lemieux Éditeur, 2015.
- L'Art de séduire l'électeur indécis*, Paris, François Bourin, 2012.
- Paroles de leaders*, Paris, François Bourin, 2011.
- L'Hyperpolitique, une passion française*, Paris, Klincksieck, 2009.
- Mahomet*, Paris, Klincksieck, 2005.
- Amnistier l'Apartheid. Travaux de la Commission Vérité et Réconciliation*, Paris, Le Seuil, 2004.
- L'Art de parler. Anthologie de manuels d'éloquence*, Paris, Klincksieck, 2003.
- An African Athens*, Londres, LEA / Routledge, 2002.
- La Divine Sceptique*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 2000.
- Afrique du Sud. La Révolution fraternelle*, Paris, Hermann, 1998.
- Le Culte de la voix au XVII^e siècle*, Paris/Genève, Champion/Slatkine, 1995.

L'Intrigue raciale. Essai de critique anthropologique, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989.

Idéologies de l'opéra, Paris, Presses universitaires de France, 1980.

Direction d'ouvrages

Les Humanidad. Argentina y Sudáfrica : Reflexiones después del Mal (avec Claudia Hilb et Lucas G. Martin), Madrid, Katz Editores, 2014.

Rhetoric in South America (avec Alejandra Vitale), Le Cap, AfricaRhetoric Publishing, 2013.

Figures de l'État et institutionnalisation du pouvoir (avec Patrick Michel et Ciprian Mihali), Cluj-Napoca, Idea Editura, 2011.

Under the Baobab, Le Cap, AfricaRhetoric Publishing, 2011.

Gender Rhetoric. North-South (avec Jairos Kangira), Windhoek, PolyPress, 2010.

Women's Rhetoric. Argumentative Strategies of Women in Public Life (avec Brigitte Mral et Nicole Borg), Åstorp, Retorikförlaget, 2009.

Truth and Reconciliation in South Africa. The Fundamental Documents (avec Erik Doxtader), Le Cap, New Africa Books, 2007.

Le Loisir lettré à l'âge classique (avec Marc Fumaroli et Emmanuel Bury), Genève, Droz, 1996.

Afriques imaginaires, Regards réciproques et discours littéraires, XVII^e-XX^e siècles (avec Annie Wynchank), Paris, L'Harmattan, 1995.

Éditions savantes

Adam Mickiewicz, *Les Slaves. Cours du Collège de France 1842*, Paris, Klincksieck, 2005.

- François de La Mothe Le Vayer, *De la patrie et des étrangers et autres traités sceptiques*, Paris, Desjonquères, 2003.
- Pierre-Daniel Huet, *Mémoires*, Paris-Toulouse, Klincksieck-SLC, 1993.
- Jacques Amyot, *Projet d'éloquence royale*, Paris, Les Belles Lettres, 1992.
- Ch.-A. Du Fresnoy, *De Arte Graphica*, Paris, L'Alphée, 1990.

Direction de revues

- « Rhetorical Remains. South Africa/Argentina », *African Yearbook of Rhetoric*, vol. 6, n° 2, 2015.
- « Critique de la surveillance », *Cosmopolis*, n° 2, 2015.
- « Great Speeches of Africa's Liberation », *African Yearbook of Rhetoric*, vol. 2, n° 3, 2011.
- « French Rhetoric and Philosophy », *Philosophy & Rhetoric*, vol. 42, n° 4, 2009.
- « Trente ans de recherches rhétoriques », *Dix-Septième Siècle*, n° 236, 2007.
- « The Rhetorical Shape of International Conflicts », *Javnost-The Public*, vol. 12, n° 4, 2005.
- « Vérité, réconciliation, réparation » (avec Barbara Cassin et Olivier Cayla), *Le Genre humain*, n° 43, 2004.
- « Truth in Politics », *Quest. An African Journal of Philosophy*, vol. 16, n° 1-2, 2002.
- « Democratic Rhetoric and the Duty of Deliberation », *Javnost-The Public*, vol. 8, n° 3, 2001.
- « Institution de la parole en Afrique du Sud », *Rue Descartes*, n° 17, 1997.

